

DIPLOMATIE

PROCHE-ORIENT

Israël

Le parti Dash pose ses conditions à son entrée dans le gouvernement

Jérusalem (A.F.P., U.P.I.). — M. Menahem Begin a été reçu mardi 7 juin par le président Ephraïm Katzir, qui l'a officiellement chargé de former le nouveau gouvernement. M. Begin dispose de vingt et un jours pour mettre sur pied son cabinet, mais s'il échoue, il peut demander un nouveau délai de vingt et un jours. À l'issue de cette entrevue, le chef du Likoud a déclaré qu'il tenterait de nouveau d'amener le parti travailliste à participer à un gouvernement de coalition. « Il y a entre nous des divergences d'opinion », a-t-il dit, mais il existe des problèmes nationaux très graves qui nous unissent ; en particulier l'opposition à l'établissement d'un prétendu État palestinien en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza, le refus du retrait sur les lignes de juin 1967, et le rejet catégorique de l'idée d'une participation quelconque de la prétendue organisation de libération de la Palestine à des négociations entre États. »

Le parti Dash a fait savoir pour sa part, dans un mémorandum en huit points adressé au Likoud, qu'il n'entrerait dans un gouvernement dirigé par M. Begin que si ce dernier accepte des concessions territoriales en Cisjordanie dans le cadre de la paix. Plusieurs points de ce document paraissent difficilement acceptables pour le Likoud.

Le Dash exige que la création de tout nouveau point de peuplement en Cisjordanie qui ne serait pas justifié par les besoins de la défense soit approuvé par tous les partis de la coalition et non par une simple majorité. Un autre point stipule que la loi israélienne ne saurait être appliquée à la Cisjordanie qu'en cas d'échec des négociations de paix. Le comité directeur du Likoud devait se réunir ce mercredi pour examiner sa réponse à donner à ce mémorandum.

Une avocate israélienne dénonce les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés

M^{lle} Lea Tsemel et M. Eytan Grossfeld ont tenu mardi 7 juin à Paris une conférence de presse sous les auspices du Collectif d'information sur les prisonniers et détenus palestiniens en Israël. Ils ont rendu compte du témoignage qu'ils venaient d'apporter à Genève devant le comité spécial d'enquête de l'ONU sur les « pratiques des autorités d'occupation israéliennes en violation des droits de l'homme dans les territoires occupés ».

L'avocate israélienne résume la politique des autorités de son pays dans les territoires occupés dans les termes : « oppression, appropriations, expulsions, confiscations ». Les habitants des territoires occupés n'ont aucun droit de civil. Les gouvernements militaires israéliens ont toute licence de devenir administrativement quel que leur semble sans procès. Ils y ont recours surtout contre les intellectuels et les artistes.

Elle relève que depuis 1972 la loi israélienne, réprimant certains actes, s'applique dans le monde entier à un tribunal ayant jugé que toute personne relevant de

La conférence du Commonwealth s'est ouverte en présence de vingt-six chefs d'État ou de gouvernement

La vingt et unième conférence du Commonwealth s'est ouverte, ce mercredi 8 juin, à Londres, sous la présidence de M. James Callaghan, premier ministre de Grande-Bretagne. Vingt-six des pays membres de l'association sont représentés par leur chef d'État ou de gouvernement. Seuls pourraient faire défaut l'Ouganda (lire page 4) et les Seychelles, en raison du récent coup d'État. La conférence, qui réunit au total quelque quatre cents participants, doit consacrer l'essentiel de ses travaux au dialogue Nord-Sud et à la situation en Afrique australe (« le Monde » du 8 juin).

Un homme sur quatre dans le monde

La Commonwealth bénéficie d'une longévité qui pourient lui valoir la plupart des autres ensembles politiques ou économiques de la planète : il est né en 1926. Cette longévité est d'autant plus remarquable qu'elle ne repose sur aucune unité géographique ou économique et que les liens politiques entre États membres semblent fort lâches.

Aucune unité géographique : le Commonwealth comprend un milliard d'habitants — un individu sur quatre, dans le monde, est citoyen ou sujet d'un État membre, — mais ceux-ci sont répartis sur les cinq continents. L'Asie, certes, avec quelque sept cents millions d'individus représentés dans cet ensemble, occupe une place prépondérante, du moins au regard de la démographie, avec six cent quatre millions d'habitants et soixante et onze millions d'habitants du Bangladesh.

Mais le Commonwealth compte aussi des populations fort différentes, en Amérique (vingt-trois millions de Canadiens et environ cinq millions d'habitants de la Jamaïque, de la Trinité et Tobago, et d'autres États), en Afrique — dont le Nigéria aux quatre-vingts millions d'habitants, mais aussi des pays relativement peuplés comme la Tanzanie, le Kenya — et dans le Pacifique, où l'on compte plus de trois millions d'Australiens, trois millions de Néo-Zélandais et autant de citoyens de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Europe, le Commonwealth regroupe, outre les cinquante-six millions de sujets britanniques, environ six cent mille Chypriotes et trois cent mille Malais.

Des régimes très divers

Ainsi, contrairement à une certaine idée reçue, le Commonwealth est surtout caractérisé par la pauvreté. Il est vrai que la population du sous-continent indien fait baisser considérablement la moyenne : 80 % des individus, dont le revenu par tête est inférieur à 200 dollars par an, vivent dans les pays du Commonwealth. La dotation annuelle du fonds destiné à la coopération technique entre la Grande-Bretagne et les autres États membres est de l'ordre de 8 millions de livres — quelque 70 millions de francs.

Les statuts politiques des États membres sont aussi très divers. L'association a dû évoluer : limitée à cinq pays « blancs » en 1946 (Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada et Afrique du Sud), elle a aujourd'hui une orientation résolument tiers-mondiste qui repose précisément sur cette diversité. En 1967, quatre ans après l'indépendance de l'Inde, l'adjectif « britannique » a été supprimé de l'appellation officielle du Commonwealth. Londres continue d'exercer une certaine influence sur les États membres, mais que la reine Elizabeth ne soit plus aujourd'hui reconnue comme chef d'État que par onze de ces pays (mais elle reste « chef » du Commonwealth). Les vingt-cinq autres pays membres se partagent en vingt et une républiques démocratiques ou dictatoriales et quatre monarchies.

L'unité politique du Commonwealth a été battue en brèche d'une autre façon depuis la guerre : par certaines dissensions entre ses membres et par l'exclusion de fait ou la démission de certains d'entre eux. Quelques pays africains ont reproché à plusieurs reprises à la Nouvelle-Zélande d'entretenir des relations jugées trop cordiales — en particulier sur le plan sportif — avec l'Afrique du Sud, cependant que le différend entre Singapour et la Malaisie contribuait à alourdir le climat des rapports inter-asiatiques au sein de l'association et que d'autres dossiers délicats — ceux de Chypre, de la Rhodésie et... de l'encombrant président ougandais Idi Amin Dada, en particulier — continuaient de constituer autant de difficultés.

Quant à l'Afrique du Sud, elle a quitté le Commonwealth en 1961 alors qu'elle était en train d'être exclue en raison de sa politique d'apartheid ; dix ans plus tard, et pour des raisons bien différentes, elle fut invitée par le Bangladesh. Si la Papouasie-Nouvelle-Guinée participe pour la première fois à une réunion des chefs de gouvernement de l'organisation — de même que les Seychelles, mais un coup d'État vient d'y remettre en cause l'autorité du président Manoham (le Monde du 7 juin), — quatre territoires britanniques qui attendent leur indépendance doivent adhérer au Commonwealth l'an prochain : les îles Gilbert, Salomon, Dominique et, probablement, Sainte-Lucie.

Marcelle géographiquement et politiquement, l'association n'en a pas moins conservé une étonnante vitalité contre les sombres prédictions de ceux qui lui promettaient un éclatement prochain lors de différents tournants décisifs de son histoire, de l'indépendance de l'Inde à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne. Cette permanence à plusieurs raisons : élément du « standing » international de très jeunes États, union de pays qui ont en commun d'avoir appartenu à l'empire britannique, de posséder l'anglais comme langue officielle ou au moins officielle, mais surtout de trouver dans le Commonwealth d'importantes avantages en ce qui concerne la coopération économique, technique et culturelle avec la Grande-Bretagne.

BERNARD BRIGOULEUX.

S'adressant au corps diplomatique

Cliscard d'Estaing : respecter le pluralisme, c'est, en matière internationale, refuser les prétentions à l'hégémonie

Le président de la République a adressé ce mercredi 7 juin, à l'occasion de la réception du corps diplomatique, un discours dans lequel il a souligné l'importance du pluralisme en matière internationale. Il a déclaré que le respect de ce principe est essentiel pour éviter les prétentions à l'hégémonie et pour assurer la paix et la stabilité du monde.

ET AUCOURDI PAR LA RÉPRESSION

l'opération consacrée à la mission de l'armée pour la paix se déroule à Sofia

Une opération militaire consacrée à la mission de l'armée pour la paix se déroule actuellement à Sofia. Les forces armées sont engagées dans des exercices de maintien de la paix, visant à renforcer la coopération internationale et à promouvoir la stabilité régionale.

La manie du Japon

Le Japon continue de susciter l'intérêt international en raison de sa manie du Japon. Les médias et les analystes suivent de près les développements politiques, économiques et sociaux du pays, anticipant des changements majeurs dans sa politique étrangère.

RS LE MONDE

Union soviétique
Timor
Vietnam
Tunisie
Zaire

ERICH SEGAL

Les hommes ne meurent jamais.

FLAMMARION

ERICH SEGAL

Oliver's Story

Enfin la suite de Love Story

FLAMMARION

ASIE

Pakistan

LA LEVÉE DE LA LOI MARTIALE POURRAIT PRÉLUDER À UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'OPPOSITION.

Islamabad (A.F.P.). — La loi martiale proclamée le 21 avril dans trois grandes villes du pays — Lahore, Karachi et Hyderabad — a été levée mardi 7 juin à la suite des « progrès satisfaisants » enregistrés au cours des négociations entre le gouvernement et l'opposition. Le porte-parole des deux camps ont indiqué qu'un « tournant avait été pris » et qu'une « solution positive » était en vue. On s'achemine, semble-t-il, vers un règlement global de la crise, et les conversations pourraient s'achever dès jeudi avec l'annonce de la date des futures élections.

Le rassemblement de l'opposition, l'Alliance nationale pakistanaise, estimant que les élections législatives du mois avaient donné lieu à des irrégularités de la part de la formation gouvernementale, le parti populaire pakistanaise réclame une nouvelle consultation. Le gouvernement lui aurait donné le choix entre l'organisation d'un nouveau scrutin dans un délai très court, ou à plus long terme.

L'opposition ne semble pas avoir fait de la libération de tous les détenus politiques une condition sine qua non à la poursuite des négociations, auxquelles participe le premier ministre, M. Bhutto. Selon les chiffres fournis par le porte-parole d'Islamabad, douze mille neuf cents personnes arrêtées au cours des trois derniers mois ont été libérées depuis le 3 juin. L'Alliance nationale affirme de son côté que plusieurs milliers de personnes sont encore détenues. L'un de ses chefs, le général d'armée aérienne Asghar Khan, a menacé, mardi, de relancer l'agitation si le rythme des libérations ne s'accélérait pas.

AFRIQUE

Ouganda

Qui a peur d'Isti Amin ?

Depuis mardi matin, le maréchal Idi Amin Dada dans un hâle des milliers de personnes à travers le monde. Les salles de rédaction restent en alerte, s'efforçant de suivre la trace d'un avion ectoplasmatique, dont le plan de vol est ignoré de tous, et qui transporterait le dictateur ougandais vers l'Europe.

A l'origine de ce remue-ménage, l'annonce mardi, par la radio de Kampala, du départ du chef de l'Etat ougandais pour Londres, où se tient la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth. Le speaker avait ajouté qu'entre-temps le maréchal Idi Amin Dada serait « dans un pays arabe », puis qu'il se rendrait « par bateau en Grande-Bretagne, soit à partir de la France, de l'Allemagne fédérale ou de l'Irlande du Nord ».

Obéissant, jamais à court d'idées, le dictateur africain semble avoir tenté un nouveau coup de bluff. C'est l'opinion des observateurs en poste à Nairobi, qui demeurent persuadés que le président Amin, en fait, n'a pas quitté l'Ouganda. Ils en veulent pour preuve le fait que les plus proches collaborateurs du maréchal, et surtout ses gardes du corps, sont toujours à Kampala.

Les proclamations de la radio ougandaise n'ont pourtant pas été prises à la légère. Elles ont même à l'origine de spéculations extravagantes qui ont pris naissance en Europe même. C'est ainsi que, selon l'une des der-

nières rumeurs, le chef de l'Etat de l'Ouganda, qui a obtenu son brevet de parachutiste en Israël, se ferait larguer au-dessus des îles Britanniques.

Celui que soit le dénouement de son « voyage » réel ou imaginaire, le chef de l'Etat ougandais, a déjà marqué des points. En provoquant une réunion du cabinet ministériel, en créant un climat de psychose dans les ports de la mer du Nord, en perturbant les fêtes de la fête de la reine Elizabeth II, l'imprévisible maréchal a montré qu'il était en mesure d'inquiéter le monde. Hier encore, il a réglé un si vieux compte avec les Anglais, qu'il menait, sans doute jusqu'à son dernier souffle de vie, pour responsables des humiliations subies, sous l'unique forme de sous-officier des troupes coloniales ?

Malgré ses fantasmagories — et souvent singulières — l'initiative du maréchal peut se révéler de conserver apparemment quelques amis. Le secrétaire général français à l'évolution civile a indiqué qu'il pourrait, s'il le souhaitait, attirer sur un aéroport français alors que certains de ses pairs africains ne craignent plus de lui manifester hostilité ou dégoût. C'est le cas du président Kaunda de Zambie, homme réputé modéré, qui qualifie mardi, à Londres, son homologue ougandais d'« homme très dangereux, responsable, comme Hitler et Mussolini, de crimes contre l'humanité ».

PHILIPPE DECRADÉ.

Mozambique

Maputo ville-témoin de la construction nationale

De notre envoyé spécial

Maputo. — L'Etat mozambicain va fêter, à la fin de ce mois, son second anniversaire. Le 21 mai, à l'occasion de la conférence sur l'aide aux mouvements de libération de l'Afrique australe, une manifestation groupant une dizaine de milliers de personnes avait donné le ton. Il s'agissait alors de saisir la première occasion de montrer à la population locale l'audience internationale acquise par la toute jeune république. Le monde entier est ici pour célébrer notre victoire, a crié à la foule le camarade Joachim Chissano, ministre des affaires étrangères.

Somalie

Dans une interview à « Afrique-Asie »

« NOUS NE METTONS NULLEMENT EN CAUSE NOS RAPPORTS AVEC L'U.R.S.S. », déclare le président Siyaad Barre.

Dans une interview accordée à l'envoyé spécial d'Afrique-Asie à Mogadiscio, et publiée dans le numéro de cet hebdomadaire en date du 13 juin, le général Siyaad Barre, président de la République, déclare notamment :

« Nous ne mettons nullement en cause nos rapports avec l'U.R.S.S. Nous n'avons même pas prêté la main à la révolution contre le fait qu'elle ait été interrompue. L'U.R.S.S. a le droit souverain d'aider qui elle veut. Mais il reste que nous pouvons exprimer à nos amis soviétiques notre appréciation de la situation et leur dire que nous ne pouvons pas rester indifférents au renforcement d'un régime qui nous est hostile et qui constitue une partie de notre territoire national. »

« Mais, et si la république avec force, cette politique de l'U.R.S.S. ne met nullement en cause nos accords et les rapports étroits que nous entretenons avec elle et qui restent empreints d'une grande solidarité et d'une profonde amitié. Il faut connaître l'immense étendue de l'aide qu'elle nous a accordée pour comprendre ce que je veux dire. Cette aide se chiffre non pas en milliards, mais en millions. Et cela, aucun Somalien ne peut l'oublier ou l'ignorer. Nous pouvons fort bien ne pas partager certaines analyses politiques de nos amis sans pour autant conclure, comme le fait une certaine presse orientée par l'impérialisme et avide de sensationnalisme, que nous allons renverser nos alliances et rejoindre le camp occidental, ce qui serait une aberration monstrueuse. Le camp révolutionnaire, nous l'avons choisi une fois pour toutes. »

Rhodésie

SALISBURY MENACE DE SUSPENDRE LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ À LA ZAMBIE

La Rhodésie a menacé, mardi 7 juin, de suspendre la fourniture d'électricité à la Zambie, dans un communiqué demandant au gouvernement de Lusaka de ne pas perdre de vue sa dépendance envers le contrôle de Kariba. Ces installations, qui se trouvent sur la rive rhodésienne du lac de Kariba, appartiennent conjointement aux deux pays et représentent une source vitale d'énergie pour la « ceinture du coton » zambienne. La mise en garde rhodésienne survient quelques jours après une attaque zambienne contre la ville de Kariba. A ce sujet, le communiqué ajoute : « On doit espérer que le président zambien empêchera ses troupes de se livrer à de nouvelles attaques non provoquées contre la Rhodésie et des civils étrangers. »

Longue la Rhodésie décide, en 1973, de fermer sa frontière avec la Zambie. M. Smith, premier ministre, avait expliqué que le complexe de Kariba étant un projet conjoint, la partie rhodésienne respecterait ses engagements. La centrale avait, en conséquence, continué à fournir du courant aux mines zambiennes.

« A Lusaka, on précise que la Zambie disposerait de sa propre énergie électrique au cas où la Rhodésie suspendrait la fourniture de courant. En effet, la construction du barrage hydro-électrique de Kariba-Nord, sur le Zambèze, est achevée. — (A.F.P., Reuters.) »

Vous êtes sans doute de ceux que les enquêteurs n'interrogent jamais...

alors, la SNCF vous donne la parole...

Chaque année la SNCF interroge par sondage 200 000 personnes pour recueillir leurs avis et leurs souhaits.

Mais beaucoup d'entre vous n'ont jamais encore été questionnés. Cette fois-ci la SNCF vous donne à tous la parole. Dans quelques jours, vous trouverez dans ce journal un bulletin qui vous permettra :

- 1) de donner votre avis en répondant à l'enquête ouverte par la SNCF ;
- 2) de participer au concours organisé à cette occasion et doté de 800 prix.

Vous trouverez ci-dessous le texte du règlement et la liste des prix.

RÈGLEMENT DE L'ENQUÊTE-CONCOURS

Article 1 — La SNCF organise à partir du 1er juin 1977 un concours destiné à encourager le public à donner son avis sur les problèmes d'amélioration du service « voyageurs ». Article 2 — Le bulletin de participation au concours paraîtra dans ce même journal au cours de la première quinzaine de juin et comprendra un questionnaire-réponse et un questionnaire-concours. Néanmoins, ce Bulletin peut être obtenu séparément, en le demandant à l'adresse suivante : M. le Chef du Service des Relations avec le Public, SNCF, rue Saint-Lazare 75003 Paris Cedex 10. Article 3 — Les participants au concours doivent être âgés de 18 ans au moins et résider en France. Article 4 — Les participants au concours doivent être Français ou résider en France au 1er juin 1977. Article 5 — Les participants au concours doivent être Français ou résider en France au 1er juin 1977. Article 6 — Les participants au concours doivent être Français ou résider en France au 1er juin 1977. Article 7 — Les participants au concours doivent être Français ou résider en France au 1er juin 1977. Article 8 — Les participants au concours doivent être Français ou résider en France au 1er juin 1977. Article 9 — Les participants au concours doivent être Français ou résider en France au 1er juin 1977. Article 10 — Les participants au concours doivent être Français ou résider en France au 1er juin 1977.

LISTE DES PRIX

1er au 3e prix : Voyage et séjour gratuits d'une semaine pour 2 personnes à : TAORMINA (Sicile) (1er), SAINT-MAXIME (Côte d'Azur) (2e), et PORTICIO (Corse) (3e). 4e au 6e prix : Voyage et séjour gratuits de 4 jours, pour 2 personnes à VENISE. 7e au 9e prix : Voyage et séjour gratuits de 4 jours, pour 2 personnes à ROME. 10e au 20e prix : Voyage et séjour de week-end, pour 2 personnes, dans l'une des villes ou régions ci-après : MUNICH (7e), AMSTERDAM (8e et 9e), FLORENCE (10e), LONDRES (11e), ZERMATT (12e), PÉRIGORD (13e et 14e), GORGES DU TARN (15e), VALLEE DU RHONE (16e), CHATEAUX DE LA LOIRE (17e), ALSACE (18e), HAUTES-PYRENEES (19e), MONT-ST-MICHEL (20e). 21e au 100e prix : Deux voyages aller et retour en 1re classe sur les lignes de la SNCF. 101e au 200e prix : Un voyage aller et retour en 1re classe sur les lignes de la SNCF. 201e au 800e prix : Un bon de réduction de 50% sur le prix d'un billet aller et retour, place entière, valable au moins de 1re ou en 2e classe sur les lignes de la SNCF.

Vous possédez 10.000 Francs
Commencez
à gérer votre patrimoine

Appelez

cica 227.04.30

qui vous conseillera.

VOULEZ-VOUS PERFECTIONNER VOTRE ANGLAIS

BOURNEMOUTH INTERNATIONAL SCHOOL

un enseignement par un corps spécialisé
des classes à effectifs réduits
la préparation pour les examens de Cambridge et la
Chambre de Commerce de Londres
cours principaux de 4 semaines minimum d'enseignement
tous les mois
de juin à septembre, cours de vacances pour deux
semaines minimum
logement assuré dans des familles sélectionnées.
RENSEIGNEMENTS et DOCUMENTATIONS :
c/c 11702.59.77 ou écrire à la Duchesse
du Maine 92180 Antony.

Le Zaire

EUROPE

Portugal

M. Mario Soares se refuse à faire alliance avec la droite ou avec la gauche

De notre correspondant

Lisbonne. — M. Mario Soares rejette toute alliance avec la droite ou avec la gauche. Cette attitude a été confirmée par le parti socialiste lors des élections législatives d'avril 1976 et appliquée depuis presque un an. Le premier ministre portugais l'a réaffirmé, mardi 7 juin, à deux reprises dans une interview au quotidien *Diário de Notícias* puis à la télévision. Conclusion : le parti socialiste est « catégoriquement opposé à tout accord » (alors que les partis situés à droite du P.S. au Parlement voulaient négocier avec lui un programme de gouvernement).

D'après M. Soares, le parti a la « conscience du président de la République ». Il peut compter sur la « neutralité bienveillante » de l'Eglise et l'appui des forces armées. Aucune formation politique ne pourrait, estime-t-il, jouer le rôle de conciliateur, dialoguant avec les syndicats, les associations nationales et les autres courants d'opinion. « Hier nous nous sommes opposés aux tentatives de marginalisation du parti social-démocratique et du Centre démocratique et social. Aujourd'hui les rapports de forces ont changé, et nous nous battons contre tous ceux qui veulent évincer le parti communiste de la vie politique nationale. »

Aussi M. Soares se considère-t-il comme l'élément « stabilisateur » entre des « extrêmes qui essaieraient de s'écarter mutuellement ».

Le premier ministre s'est employé à réfuter toutes les critiques qui lui sont adressées. Voyage-t-il trop ? « Nous nous sommes habitués depuis un demi-siècle à un premier ministre qui ne quitte jamais le pays. Les déplacements que j'ai effectués étaient indispensables pour obtenir à l'étranger des appuis visant à consolider la démocratie et l'option européenne du Portugal. »

La politique économique du gouvernement reste-t-elle indécise ? « Non, répond M. Soares, nous avons défini au point une loi déterminant les secteurs public et privé de l'économie. Le conseil des ministres a en outre

approuvé un projet de loi sur les investissements étrangers qui donne aux entreprises toutes les garanties. » Mais, a-t-il ajouté, il faut qu'elles respectent les règles du jeu. « On accuse encore le gouvernement de ne pas avoir maîtrisé l'inflation. C'est peut-être la critique la plus sérieuse, admet le premier ministre. Il ne faut pas oublier cependant que nous dépensons 9 milliards d'euros par an afin de maintenir le prix de certains produits de première nécessité, et que, d'autre part, la hausse des prix tient en grande partie à des raisons extérieures à notre économie. »

M. Soares reconnaît que le Portugal traverse actuellement une crise qui se traduit notamment par un lourd déficit de la balance des paiements et un taux élevé du chômage.

L'accroissement acquis au début de l'année de la production industrielle, l'augmentation considérable des rentrées de fonds des travailleurs immigrés et la relance des activités liées au tourisme lui permettent, toutefois, d'envisager l'avenir avec optimisme.

Pourquoi donc les partis politiques s'efforceraient-ils de trouver une « alternative » démocratique au gouvernement actuel ? « À cet égard, M. Soares a été très clair : « A en croire certains dirigeants politiques, le gouvernement serait au bord de la chute. Mais ce n'est pas le cas. Si le C.D.S. et le P.S.D. sont mécontents, ils n'ont qu'à soumettre une motion de censure au Parlement. » Le premier ministre insiste sur la possibilité d'une scission au sein du groupe parlementaire du P.S.

Harcelé par la droite, M. Mario Soares a d'ailleurs corrigé ses perspectives. Le parti communiste est plus l'objet de propos aussi durs qu'abusifs. Le premier ministre s'est aussi félicité du « sens des responsabilités » des dirigeants de l'interpartidisme central unique influencé par les communistes — au cours des récents entretiens avec le gouvernement.

JOSÉ REBELLO.

Turquie

Les partis de droite conservent la majorité absolue à la Chambre

De notre correspondant

Ankara. — Le dépouillement complet du scrutin du 5 juin s'est enfin achevé en fin d'après-midi le mardi 7, et l'effervescence initiale du Parti républicain du peuple a été démentie. Si l'on se réfère à la loi électorale, les 50 en lice, il n'y a que 213 députés et ne se trouve donc pas en mesure de constituer une majorité cohérente, même s'il parvenait à attirer les quatre plus indépendants.

Les trois formations de droite, Parti de la justice, Parti du salut national et Parti du mouvement nationaliste, réunissent 224 députés, de plus qu'il n'en faut pour la majorité absolue. Ce qui permet à M. Demirel, qui passe à juste titre pour un homme de combinateurs, d'affirmer que

« le nouveau gouvernement ne sera pas celui du parti républicain ».

Le Parti du salut national, de M. Erbakan, occupe de nouveau la position-clé. Il commande en pratique toute majorité. Le Parti socialiste de M. Gökse, son organe semi-officiel, estime qu'une coalition avec le parti de M. Ecevit aurait les plus grandes chances de voir le jour. Mais Erbakan est un champion des volte-faces, ce qui conduit les milieux politiques à s'abstenir de tout pronostic.

La nouvelle législature s'ouvrira le 13 juin. Les résultats officiels n'ont alors pas été proclamés.

ARTUR UNAL.

ATHÈNES ATTEND UN GESTE DE DÉTENTE D'ANKARA

(De notre correspondant.)

Athènes. — Les résultats des élections en Turquie ont suscité de nombreux commentaires. Pendant la campagne électorale, les milieux turcs ont souvent affirmé que la déclaration du peuple de soutien à une intervention armée contre le régime d'Ankara était une incertitude dans les affaires internes d'un pays qui fut armé et allié et qui peut le redevenir. Cependant, M. Ecevit, avant d'être élu, avait déclaré qu'il n'y avait pas de problème de sécurité nationale. M. Demirel, plus récemment, a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de sécurité nationale. M. Demirel, plus récemment, a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de sécurité nationale.

MARC MARCEAU.

CHYPRE ESPÈRE ENCORE UN DÉBLOCAGE DES CONVERSATIONS

(De notre correspondant.)

Nicosie. — Les Chypriotes grecs, qui ont été élus députés, ont exprimé leur espoir de voir le gouvernement de M. Ecevit se pencher sur le problème de Chypre. En tant que premier ministre, il avait décidé l'intervention de Chypre pendant l'été de 1974, et personne ne pourrait l'accuser d'avoir accepté des concessions.

Le président Makarios avait récemment reçu des États-Unis et de certains pays du Marché commun l'assurance que, après les élections, la Turquie serait plus souple, ce qui permettrait d'aboutir à un règlement définitif du problème. Clark Clifford, l'envoyé spécial du président Carter à Chypre, avait annoncé un changement positif de la politique d'Ankara et certaines concessions importantes, notamment en ce qui concerne le problème territorial, qui constitue l'un des deux aspects fondamentaux du conflit. L'autre étant la question constitutionnelle.

De son côté, le président Makarios a déclaré le jour même des élections que « les perspectives dans le dialogue intercommunautaire s'améliorent ».

DIMITRI ANDREOU.

Espagne

Le parti nationaliste basque s'affirme face aux séparatistes divisés

mesures visant à garantir la sécurité jusqu'à la consultation électorale du 15 juin.

Pour apaiser la tension qui règne au Pays basque, le gouvernement envisageait de libérer dans les délais les plus brefs les prisonniers politiques coupables de « crimes contre l'État ». Il s'agit d'une douzaine de personnes qui feraient l'objet d'une mesure d'expulsion. Nous publions ci-dessous le reportage de notre

envoyé spécial sur la campagne électorale au Pays basque.

D'après un sondage d'opinion réalisé à la fin de la semaine dernière et publié par l'hebdomadaire *« Cambio 16 »*, 38 % des personnes consultées n'ont pas encore arrêté leur choix. La direction de la télévision et de la radio nationales, pour sa part, résolu, en accord avec la commission centrale des élections, de ne pas diffuser aucune enquête de sondage.

De notre envoyé spécial

qui a réuni plusieurs milliers de personnes sur un terrain de football, est né il y a quatre-vingt-deux ans d'une affirmation de souveraineté nationale. Avec le parti socialiste et quelques autres formations, il maintient un gouvernement en exil. Placé à droite par les séparatistes, comme comme moribond par les gardes de l'ETA, le P.N.V. est plus vivant que jamais. D'inspiration chrétienne, il s'est déconformé. Bourgeois d'origine, il n'est désormais la « libération sociale » à la « libération nationale ». Tout le monde s'accorde à le voir en tête à l'issue du scrutin.

« Gora Euzkadi Ahalaketa ! » (Vive le Pays basque libre !). Chaque discours se termine par ces mots. La foule reprend en chœur : « Gora ! » Les mains se lèvent, deux doigts en forme de V, non celui de la victoire — pourtant probable — mais le V du mot Vasco, Basque en espagnol. Chrysème basque est joué par les fibres et les tambours. Dans l'assistance, les bêtises sont nombreuses, coiffure du dimanche, signe de ralliement.

20 % des habitants connaissent leur langue nationale

À la tribune, les revendications se succèdent : enseignement bilingue, universités basques, police autonome, autonomie administrative et fiscale. Venues d'ailleurs, la gendarmerie et la police sont considérées comme des forces d'occupation ou tout au moins de répression. L'éphémère République espagnole avait accordé l'autonomie à quelques listes communistes et nationalistes traditionnelles se sont engagées à la réclamer aux nouvelles Cortes. Quant à la multiplication des *Ikastolas* (écoles d'adultes), comment ne serait-elle pas nécessaire ? « Souhaitons 20 % des Basques savent parler leur langue », nous dit M. Nicolas Redondo, secrétaire général de l'U.G.T. (syndicat socialiste) et tête de liste du P.S.O.E. à Bilbao. La tranquillité a tenté de coloniser les esprits par l'usage exclusif du castillan.

A-t-il essayé aussi de se joindre à la préminence industrielle de Bilbao et

de sa région ? L'opposition lui en a longtemps fait grief. Mais les arguments des nationalistes d'aujourd'hui contredisent ceux d'hier : « Ces deux dernières années, disent-ils, le Guipuzcoa est passé du premier au neuvième rang sur une cinquantaine de provinces pour le revenu par habitant. Le Biscaye a perdu sa place de premier centre industriel du pays. Les capitalistes madriléniens comptent contre nous pour nous empêcher et nous placer en position d'infériorité le jour où nous négocierons l'autonomie. »

Mais les bombes, les raptus d'industriels, ne font pas tant, sinon plus, pour appuyer la région en décourageant les entreprises d'y investir ? Or, les attentats ont repris à la veille du scrutin. Les séparatistes — du moins ceux qui ont décidé de boycotter les élections — ont amorcé une « campagne de déstabilisation ». Traqués par le B.N.V. de « prophètes de la catastrophe », ils sont accusés de recourir à la violence par peur d'un processus démocratique qui les réduirait à néant. « Ne pas voter ? C'est voter contre Euzkadi », dit le B.N.V. privé de tribune électorale pendant quarante ans. A quel les séparatistes répondent par un dessin qui montre un policier lançant une mine meurtrière avec un fusil à pompe. « Si vous votez, déclarent, nous légitimons nos assassins ! »

Déjà compliqué et fractionné ailleurs, le jeu politique est rendu ici

« Suarez a bien joué »

Basques vont massivement aux urnes. Les partisans de l'abstention se sentent-ils déçus ? Non, disent-ils, parce que nous n'avons pas eu le temps de diffuser notre idéologie.

Si elle est accordée, l'autonomie ne va-t-elle pas désamorcer la revendication séparatiste ? C'est ce que pensent les communistes. Mais pas l'ETA ni ses interprètes politiques : « Au contraire, l'autonomie nous donnera plus de force pour réclamer l'indépendance. » Les séparatistes n'ont rien des chaînes Cortés — qui seront dominées par la droite — et qui donneront — si elles le donnent — une autonomie de droite. En revanche, ils comptent, comme les communistes, sur les élections municipales pour posséder un embryon de pouvoir local. Et de la conquête l'indépendance d'Euzkadi. Sud et Nord (1).

CHARLES VANHECKE.

République fédérale d'Allemagne

M. Franz Josef Strauss critique les mesures de lutte contre le chômage proposées par la C.D.U.

De notre correspondant

Bonn. — M. Gieseler, secrétaire général de la C.D.U. (démocrates-chrétiens), a présenté, mardi 7 juin, le programme de lutte contre le chômage adopté par le parti. Ce programme, qui donne lieu à un nouveau conflit entre la C.D.U. et la C.S.U. bavaroise, de M. Strauss, part du principe que « il revient moins cher de donner du travail aux chômeurs que de les enrôler dans une armée ». Ainsi la C.D.U. n'oppose-t-elle aucune inquiétude pour le financement des mesures qu'elle propose. Elle évalue leur coût global à 12 millions de deutschemarks par trois ans, alors que la prévision d'un million de chômeurs contre 18 milliards par an à l'État (paiement des indemnités et perte de recettes fiscales et de cotisations sociales) et que la perte de production s'élève à 13 milliards.

La C.D.U. propose la création de 510 000 emplois en 1978 : 350 000 grâce à des allègements fiscaux en faveur des entreprises, 150 000 par l'abaissement de l'âge de la retraite de soixante-trois à soixante ans, 50 000 par le paiement d'une « indemnité d'écoulement » pour les mères qui renonceraient à travailler afin de pouvoir élever leurs enfants, et 35 000 par le développement de l'année d'apprentissage à la fin de la scolarité obligatoire. Pour les

DANIEL VERNET.

Pays-Bas

APRÈS L'AFFAIRE LOCKHEED

Les négociations officielles avec des constructeurs aéronautiques étrangers font l'objet de nouvelles critiques

De notre correspondant

Amsterdam. — La commission parlementaire présidée par un député socialiste, M. Klink, a précédemment examiné l'affaire Lockheed, a rendu public, mardi 7 juin, un premier rapport sur l'achat d'un autre avion de combat en 1965-1966 aux Pays-Bas. Il s'agit ici de l'avion F-3 de la firme américaine Northrop. Son achat avait été décidé en 1965 par l'armée de l'air néerlandaise, et en a ensuite tiré parti en achetant un autre avion de combat en 1965-1966 aux Pays-Bas. Il s'agit ici de l'avion F-3 de la firme américaine Northrop. Son achat avait été décidé en 1965 par l'armée de l'air néerlandaise, et en a ensuite tiré parti en achetant un autre avion de combat en 1965-1966 aux Pays-Bas.

LIBAN

Cendres et espoirs

Exposition-vente d'œuvres d'art et de manuscrits au profit des sinistrés libanais à la Galerie Jancovici, 16, r. de Lille, 75007 Paris, 161. 261-43-13

PROLONGATION

JUSQU'AU 12 JUIN DIMANCHE INCLUS

Dans de : Miro, Motta, Vassouly, Souleas, Messager, Lam, Zach, Pignat, Foton, Soave, La Parc, Adams, Tal Coat, Ezo, Schöner, Sota, Léonor, Fia, Gillet, Fromager.

Manuscrits de : Tahar Ben Jelloun, Hélène Pennel, François Châtelet, Hélène Cixous, Julia Cortez...

Sema - Sélection

Ingénieurs en chef formation France - Outre-Mer

SEMA (Metra International) recherche pour l'une de ses Unités (Entreprise et Développement) des ingénieurs bénéficiant d'une expérience confirmée de la formation en milieu industriel. Les missions confiées au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de besoins, choix des méthodes et des moyens, formation sur place des artisans. Elles impliquent des séjours Outre-Mer. — Soit des activités commerciales : négociation de contrats, en particulier, avec des sociétés d'engineering construisant des usines à l'étranger. Agés d'au moins 35 ans, les candidats, diplômés d'une grande école, connaîtront bien les problèmes de production et plus particulièrement de formation technique. L'anglais est indispensable. Le salaire sera fonction des qualifications et de l'expérience acquise. (Réf. 10.178M)

conseil en recrutement Paris - Outre-Mer

SEMA (Metra International) recherche pour étoffer son équipe, un Consultant ayant déjà une certaine pratique de l'insertion des cadres et/ou des non cadres dans les entreprises. Conseil en recrutement au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de besoins, choix des méthodes et des moyens, formation sur place des artisans. Elles impliquent des séjours Outre-Mer. — Soit des activités commerciales : négociation de contrats, en particulier, avec des sociétés d'engineering construisant des usines à l'étranger. Agés d'au moins 35 ans, les candidats, diplômés d'une grande école, connaîtront bien les problèmes de production et plus particulièrement de formation technique. L'anglais est indispensable. Le salaire sera fonction des qualifications et de l'expérience acquise. (Réf. 10.178M)

directeur général 160.000 F

Un groupement de 300 détaillants français spécialisés dans la distribution au grand public de produits techniques à usage personnel, recherche un Directeur de haut niveau, Répondant devant le Président entouré d'un Conseil, il assurera la responsabilité d'une structure permanente de cinquante personnes dont les bureaux sont installés en région Ouest parisienne et dont les activités couvrent la comptabilité, les achats, l'information, la publicité, les nouveaux produits et modèles et les informations et négociations commerciales. Son objectif est de poursuivre le développement du groupement. Un tel poste ne peut convenir qu'à une personne bénéficiant d'une pleine maturité pour s'imposer et d'un tempérament jeune pour faciliter une bonne communication avec des adhérents dans le domaine d'âge et particulièrement jeune — son expérience doit être confirmée en marketing, distribution, gestion. Références impératives Paris-Ouest. (Réf. 70302M)

secrétaire général 160.000 F

Une société française fabriquant des produits Grand Public sous une marque réputée, possédant plusieurs unités de fabrication en province et exportant une large part de sa production, recherche pour son siège parisien, un Secrétaire Général répondant directement au Président. Il s'agit d'une responsabilité importante couvrant des domaines diversifiés d'activités, comptabilité et finances incluses. Ce poste conviendrait à un candidat de 32 ans minimum, ayant une forte expérience de l'administration et de la gestion des affaires, y compris la partie commerciale. Des missions spécifiques lui seraient également confiées, tant au niveau de la société française que de ses filiales à l'étranger. La préférence sera donnée à un candidat de formation Grandes Ecoles, principalement Polytechnique. (Réf. 70301M)

directeurs d'agences indépendantes Paris Province

Pour assurer à Mèchelle de la tarification d'un service nouvellement mis au point, une société recherche 10 Directeurs d'Agence indépendants, auxquels elle donnera l'exclusivité de sa diffusion sur Paris et les métropoles régionales. L'originalité du service, ses avantages importants par rapport à la concurrence, une publicité d'envergure, leur garantissent une période rapide sur un marché qui sera profondément modifié par son introduction. La société assure aux candidats revenus une formation, une assistance complète et leur procure le financement initial pour assurer leur position d'indépendant commercial par la canal d'un groupe bancaire. Ces postes ne peuvent convenir qu'à des diplômés (grandes écoles commerciales, licence en droit ou sciences économiques...), âgés de 30 ans au moins et possédant une expérience leur ayant permis de prouver leurs qualités d'animateur et de gestionnaire. Les commissions envisagées doivent motiver les plus hauts espoirs. (Réf. 3634M)

directeur d'usine 140.000 F

Un groupe international ayant acquis par sa technicité une position dominante sur son marché, recherche le directeur de l'une de ses usines, situé dans l'Ouest de la France et occupant un millier de personnes. Le poste comporte la responsabilité entière d'un centre de profit doté d'une large autonomie de gestion dans un cadre budgétaire. L'homme recherché, âgé de 35 ans minimum, sera diplômé d'une grande école d'ingénieur (E.C.P., A.M.), et possédant une bonne expérience dans le domaine mécanique, en usinage en particulier. Il sera motivé par une recherche constante dans l'amélioration de la productivité et dans l'abaissement des coûts de production. La réussite en ce domaine doit entraîner l'extension de ses responsabilités au niveau de plusieurs usines. Une pratique courante de l'anglais est indispensable. (Réf. 10.137M)

direction commerciale - bâtiment 140.000 F

Le Directeur Général d'une filiale d'un Groupe important dans le domaine de la construction (CA 400 MF) recherche, pour faire face au fort développement de son entreprise (CA 50 MF), un Ingénieur de haut niveau pour lui confier la responsabilité de ses activités commerciales. Son rôle consistera à promouvoir auprès des prescripteurs privés et administrations publiques les réalisations de la société dans les secteurs rénovation, reconstruction et constructions neuves et à établir avec le bureau d'études des prix, des propositions d'intervention compétitives mais rentables, en vue d'élargir des affaires nouvelles. Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande École (Centrale, AM, TP), 32 ans minimum, ayant une bonne expérience d'activité de travail — et commerciale si possible — dans une entreprise Bâtiment ou TP. Le salaire sera essentiellement lié à l'expérience du candidat. (Réf. 10.080M)

directeur des ventes 110.000 F

Une société internationale, leader mondial dans la fabrication d'appareils de pesage à usage ménager, recherche pour sa filiale française récemment créée, un Directeur des Ventes qui sera chargé de lancer sa gamme de produits sur le marché. Sa mission consistera d'abord à débiter la politique commerciale de la société, puis à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qui auront été fixés. Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école de commerce, 30 ans minimum, ayant une première expérience dans le marketing et la vente d'articles ménagers, dans les différents circuits de la distribution. Une grande disponibilité et une pratique courante de l'anglais sont nécessaires pour réussir. Le lieu de résidence est indifférent et la rémunération sera fonction des capacités réelles du candidat. (Réf. 10.038M)

ingénieur technico-commercial 80.000 F

Une société d'engineering internationale agit comme concepteur et maître d'œuvre d'installations de caractère industriel et en qualité d'assistance des architectes dans les réalisations à caractère immobilier. Dans le cadre de son développement dans la région du Nord, elle recherche un nouvel ingénieur technico-commercial. Ses tâches seront de prospecter la clientèle potentielle, de participer à l'élaboration des offres, au développement et à la gestion des affaires, et de rechercher de nouveaux clients. Agé de 32 ans au moins, le candidat souhaité possède une solide formation générale, une orientation pour la vente et la prestation de service, un sens aigu des opportunités et de la négociation. Les perspectives d'avenir sont excellentes. La résidence peut être indifféremment située dans le Nord ou le Pas-de-Calais. (Réf. 50112M)



Centre Metra
16, rue Barbès — 92126 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes gratuites)

POLITIQUE

LE PROJET D'ÉLECTION DU PARLEMENT

Le R.P.R. accentue ses réserves

La décision du groupe R.P.R. de déposer, mardi 14 juin, une motion d'ajournement contre le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, ne s'explique pas seulement par la « découverte » qui aurait été faite « in extremis » d'un article du règlement de l'Assemblée nationale qui interdit d'amender un acte international. La nouvelle attitude des députés gaullistes, adoptée mardi 7 juin après plusieurs heures d'une discussion à laquelle participaient les membres du conseil politique du R.P.R. et à l'initiative de M. Chirac, constitue une véritable novation.

Ce comportement, après les critiques adressées par M. Chirac à la politique étrangère du gouvernement lorsqu'il a reçu le corps diplomatique à l'Hôtel de Ville (« le Monde », du 4 juin), illustre sur le point particulier de la politique européenne le désaccord persistant entre les conceptions des gaullistes et celles de M. Giscard d'Estaing. Les dirigeants R.P.R. ne font toujours pas une confiance absolue au chef de l'État pour qu'il soit le défenseur sourdilleux de l'indépendance nationale et le garant intransigent de la souveraineté du pays contre tout empiètement.

Il se sont montrés particulièrement inquiets des déclarations récentes de plusieurs responsables étrangers, souhaitant que l'Assemblée européenne une fois élue au suffrage universel élargisse ses compétences, et ils ont dénoncé, selon l'expression de M. Debré, l'« attitude solitaire » de la France, dont seule les dirigeants ne croiraient pas à une telle extension. Ils ont aussi dénoncé comme le « comble de l'absurdité », selon la formule de M. Chirac, que la conférence Nord-Sud due à une initiative française se tienne à Paris sans que la France y soit représentée en tant que telle, tout comme cela s'était déjà produit pour la conférence de Londres, où la France avait accepté de déléguer ses pouvoirs au représentant de la Communauté européenne. Ils ont vu dans ces faits autant d'« abdications ».

Les élus R.P.R. ont donc tout à la fois voulu

manifestar leur inquiétude, marquer leur vigilance et lancer une mise en garde en demandant une nouvelle discussion européenne et nationale du traité prévoyant l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Il leur a semblé aussi que cette attitude était mieux à même de préserver leur propre unité. Les partisans d'un comportement plus sévère, c'est-à-dire ceux qui étaient favorables à la question préalable déposée par M. Debré, sont apparus plus nombreux qu'on ne le pensait. Un vote indicatif a donné, mardi, 17 voix pour cette question et 18 contre, le reste du groupe s'abstenant. En revanche, la solution de la motion d'ajournement a tout d'abord recueilli 43 voix contre 10, puis, après d'autres explications, 70 contre 10. M. Chaban-Delmas se faisait le porte-parole de ces derniers. Ainsi une forte majorité, mais non une quasi-unanimité, comme le pense M. Chirac, s'est dégagée.

Les élus du R.P.R. ne veulent toutefois pas pousser leur offensive jusqu'à la crise. M. Chirac ne veut pas « s'engager dans un processus d'escalade », et il a déjà annoncé que ses amis ne voteraient pas de motion de censure contre le gouvernement. Si ce dernier engageait sa responsabilité, ce serait sans doute dénoncé comme « un détournement de procédure manifeste ».

Certains élus communistes, qui, eux aussi, avaient envisagé le dépôt d'une motion d'ajournement, se disaient « intéressés » par l'attitude du groupe R.P.R., mais ils ne devaient arrêter leur position que mardi matin, alors que les socialistes n'envisageaient pas encore de s'opposer au projet gouvernemental.

Tandis que les gaullistes se déterminaient, M. Raymond Barre, devant les députés du groupe républicain (ex-R.I.), proclamait qu'il n'accepterait aucun amendement au projet de loi, et, selon M. Chaban, il se montrait « résolu et serein ». Il est vrai que le premier ministre ignorait alors la décision du plus important groupe de « sa » majorité.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac : des discussions nationales ou internationales nouvelles sont nécessaires

Le bureau du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale et le conseil politique du mouvement, dont la réunion, initialement prévue pour le mercredi 2 juin, avait été avancée au mardi 7, ont, après la voix de M. Chirac, que l'article 128 du règlement de l'Assemblée, qui interdit aux députés de déposer une motion d'ajournement, a été interprété par M. Chirac, qui a affirmé sa volonté de « ne pas ouvrir de crise au sein de la C.E.S. ni créer de difficultés au gouvernement », par lequel il a permis de déposer une motion d'ajournement.

En proposant successivement le dépôt d'un amendement, puis celui d'une motion d'ajournement, M. Chirac, qui a affirmé sa volonté de « ne pas ouvrir de crise au sein de la C.E.S. ni créer de difficultés au gouvernement », par lequel il a permis de déposer une motion d'ajournement.

La question avait été soulevée, le 2 juin, par M. Couve de Murville, président de la commission des affaires étrangères, M. Couve de Murville, président de la commission, avait alors déclaré que les députés pourraient amender l'article 2 du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de septembre 1976 sur le régime des affaires étrangères des Communautés européennes au suffrage universel direct. Cet article, dont l'introduction dans le projet avait été négociée avec le gouvernement par le ministre des affaires étrangères, reprend les « considérants » de l'avis rendu par le Conseil constitutionnel en décembre dernier (1).

Depuis l'adoption du projet de loi par le conseil des ministres, le 15 mai, le bureau d'Assemblée nationale examinait la question de savoir si les dispositions d'ordre purement politique, et ne concernant que la France, qui sont contenues dans l'article 2, pourraient être modifiées par les députés. M. Couve de Murville et M. Debré, qui était premier ministre lors de l'adoption du règlement de l'Assemblée, en 1958, n'ignoraient l'existence de l'article 128, qui dispose :

« L'Assemblée est saisie d'un projet de loi autorisant la ratification d'un traité ou l'approbation d'un accord international non soumis à ratification, si n'est pas voté sur les articles contenus dans ces actes et si ne peut être prise d'ajournement. L'Assemblée conclut à l'adoption, au rejet ou à l'ajournement du projet de loi. L'ajournement peut être motivé. »

Ordinairement, un projet de ratification ne comprend qu'un seul article, renvoyant au texte de l'acte international qui en est l'objet. La présence, dans le projet, sur l'Assemblée européenne, d'un second article, qui ne met pas en question les clauses de l'accord de septembre 1976, avait amené un certain nombre de députés, dont les communistes, à penser qu'ils pourraient renforcer les « garanties » offertes par le texte du gouvernement. Mardi soir encore, à la conférence des présidents, M. Balladur, président du groupe communiste, a posé la question à M. Edgar Faure. Celui-ci a élargi son interprétation négative sur plusieurs précédents.

M. Chirac, avait indiqué, à la dernière (1), que M. Couve de Murville allait reprendre sa négociation avec le gouvernement pour modifier l'article 2 du projet de loi de manière à apaiser les craintes d'un groupe de députés gaullistes qui, avec M. Debré, con-

sidèrent que l'Assemblée européenne, élue au suffrage universel, pourrait empiéter sur la souveraineté nationale française. La « découverte » de l'article 128 a amené les dirigeants du R.P.R. au cours de la réunion du conseil politique et du bureau du groupe, suivie de la réunion hebdomadaire du groupe, auquel le conseil politique s'est joint, à se prononcer à recommander la procédure de la motion d'ajournement, présentée après la discussion générale du texte.

En proposant successivement le dépôt d'un amendement, puis celui d'une motion d'ajournement, M. Chirac, qui a affirmé sa volonté de « ne pas ouvrir de crise au sein de la C.E.S. ni créer de difficultés au gouvernement », par lequel il a permis de déposer une motion d'ajournement.

Après la réunion du groupe et du conseil politique, M. Chirac a tenu une conférence devant les journalistes, « l'attachement pro-

communautaire. De plus, face à cette incertitude, à ce manque de foi, d'élan, de responsabilité nécessaires à l'évolution historique de nos peuples, on nous propose, à titre de substitut, une petite réforme, l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. On veut ainsi créer une institution en contradiction totale avec l'idée de confédération, puisque celle-ci est essence fédérale. »

Certes, a-t-il dit, le gouvernement nous apporte un certain nombre de garanties, mais elles ne sont pas opposables aux tiers. La volonté du gouvernement de ne pas laisser s'étendre les pouvoirs de l'Assemblée européenne est solitaire. Les déclarations récentes des plus hauts responsables européens nous montrent leur volonté de donner à cette assemblée des pouvoirs étendus, y compris constitutionnels.

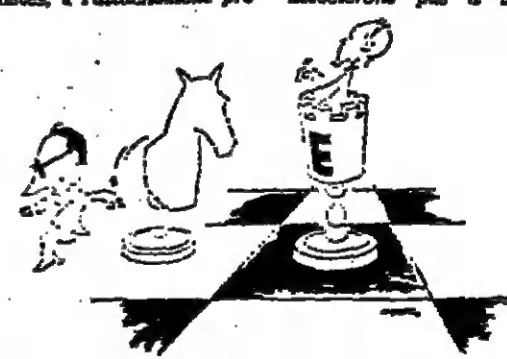
M. Chirac s'est clairement prononcé pour une renégociation du traité de Rome en déclarant : « Quels que soient les termes de l'article 2 de ce projet, ils ne sont pas conformes à la sauvegarde de notre souveraineté nationale. (...) On ne joue pas avec la souveraineté nationale. Nous ne nous associerons pas à un tel jeu.

Nous présenterons, à la fin de la discussion générale, une motion d'ajournement, voulant indiquer par là que nous ne sommes pas hostiles au principe, mais qu'il est nécessaire que de nouvelles discussions, nationales ou internationales, interviennent pour nous apporter les garanties que nous demandons. » Le président du R.P.R. a indiqué que cette position faisait la « quasi-unanimité » du groupe.

M. Chaban, président du groupe républicain, a aussitôt dénoncé le « retraitement » du R.P.R. Il estime que le gouvernement devrait engager sa responsabilité sur ce texte et contraindre ainsi les députés gaullistes, pour en empêcher l'adoption, à déposer et à voter une motion de censure, ce qui entraînerait la dissolution de l'Assemblée. M. Chirac ayant affirmé que le R.P.R. ne voterait pas la censure, M. Chaban en a conclu que les dirigeants gaullistes essayaient peut-être, en obligeant le gouvernement à engager sa responsabilité, de provoquer l'adoption du texte sans avoir à le voter.

M. Chirac a précisé que le groupe arrêterait une position définitive lors de sa réunion du mardi 14 juin, qui précéderait l'ouverture du débat devant l'Assemblée.

(1) Le Monde du 2 juin.



(Dessin de CHENEZ)

EUROPÉEN AU SUFFRAGE

QUELQUES PAYS DU NORD

de la région

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

du Nord

POLITIQUE

EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

QUELQUES PRISES DE POSITIONS ANTÉRIEURES

M. Giscard d'Estaing : la France n'a pas l'intention de demander la négociation d'un protocole additionnel

Interrogé le 12 avril, au cours d'un entretien radiodiffusé, sur le risque d'une crise au sein de la majorité, à propos de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, M. Giscard d'Estaing avait d'abord rappelé que le principe de cette élection, inscrit dans le traité de Rome, avait été confirmé par le conseil européen des 9 et 10 décembre 1974. Cinq conseils européens et six conseils des ministres français, a-t-il ajouté, « ont entendu parler de ce sujet », la dernière délibération gouvernementale ayant eu lieu le 15 juillet 1976. Le président de la République poursuivait : « Maintenant, il faut que le Parlement se prononce. »

« Alors, je vous dirai que je ne crois pas qu'il y ait eu une très grande difficulté. Il y a eu naturellement quelques hommes qui ont été hostiles à cette élection parce qu'ils sont en général hostiles, ce qui est leur droit, à la construction européenne. Mais à l'intérieur de l'Assemblée telle que la loi prévoit, des parlementaires tels que je les ai rencontrés, il y en a un très grand nombre qui sont favorables au principe de cette élection. »

« Parmi eux, certains éprouvent une crainte. Cette crainte est que la nouvelle Assemblée puisse déborder de sa compétence, et s'arroger de nouveaux pouvoirs qui n'appartiennent qu'au pouvoir du Parlement français. »

« Je voudrais vous dire, à propos de cette crainte, que nous avons pris les dispositions nécessaires pour qu'elle n'ait aucun motif de se manifester. (...) »

« Il s'agit d'abord de la constitution du Conseil constitutionnel à laquelle j'ai procédé. (...) Ensuite, le gouvernement a accompli tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher la proposition de ratification de l'accord. »

M. Chirac : les plus expresses réserves

Le 10 décembre 1976, M. Chirac, alors premier ministre, déclarait devant les journalistes économiques : « Cette élection est un élément nécessaire de la construction européenne. Il faut que l'Europe progresse d'une façon ou d'une autre, à condition, bien entendu, de préserver l'indépendance des nations qui la composent. »

Le 17 décembre 1976, à Strasbourg : « Il n'est évidemment pas question que la prochaine Assemblée puisse se voir confier des pouvoirs autres que ceux qui sont actuellement les siens. Une déclaration solennelle du gouvernement devra affirmer qu'on n'a pas l'intention de modifier les compétences de l'Assemblée telles qu'elles résultent du traité de Rome. »

Le 26 mars 1977, devant le comité central du R.P.R. : « Je tiens à dire que nous ne proposons pas de modifier les compétences de l'Assemblée telles qu'elles résultent du traité de Rome. (...) Ce projet ne nous donne pas les garanties nécessaires au regard de nos exigences en matière d'indépendance nationale. (...) »

An : Club de la presse d'Europe le 3 avril 1977 : « Ce projet ne nous donne pas les garanties nécessaires au regard de nos exigences en matière d'indépendance nationale. (...) »

Le 7 avril 1977, devant les journalistes anglo-américains : « Il nous faudrait des garanties réelles pour nous associer à une réforme qui se servirait de nos yeux qu'une réforme destinée à masquer l'incapacité de nos dirigeants à construire l'Europe. (...) »

Le 18 mai 1977, après l'adoption du projet par le conseil des ministres : « Nous sommes très réservés dans cette affaire, car... »

M. Raymond Barre : le gouvernement résolu.

M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré le 5 octobre 1976 dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale : « Certains craignent que ce changement ne conduise à une sorte de coup de force, la nouvelle Assemblée déborderait de sa compétence, s'arrogerait de nouveaux pouvoirs qui n'appartiennent qu'au pouvoir du Parlement français. (...) »

SEULE L'ITALIE A RATIFIÉ L'ACCORD

Un seul des États membres de la Communauté a ratifié l'accord sur l'élection du Parlement européen au suffrage direct. Il s'agit de l'Italie.

Le débat est prévu pour l'automne en Allemagne fédérale, en Belgique, en Irlande, au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Au Danemark, la date du débat n'est pas encore fixée, mais l'opposition aux élections européennes est beaucoup faible.

Le cas le plus complexe est, en dehors de la France, celui de la Grande-Bretagne. Le gouvernement doit faire à ce sujet une déclaration aux Communautés la semaine prochaine. Il est à ce point divisé que les ministres la liberté de vote.

Le texte du projet de loi

Le projet de loi autorisant le gouvernement à approuver la décision du Conseil européen du 20 septembre 1976 sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel, et adopté par le conseil des ministres le 18 mai, avait été déposé au conseil des ministres le 18 mai. Il est ainsi rédigé :

ARTICLE PREMIER. — « Vu la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976, est autorisée l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants des Communautés européennes au suffrage universel direct, dont le texte est annexé à la présente loi. »

ART. 2. — « Toute modification des compétences de l'Assemblée des Communautés européennes, telles qu'elles sont fixées à la date de signature de l'acte portant élection des représentants de l'Assemblée au suffrage universel direct, qui n'aurait pas fait l'objet d'une autorisation de ratification ou d'approbation suivant les dispositions des traités de Paris et de Rome, et qui, le cas échéant, n'aurait pas donné lieu à une révision de la Constitution conformément à la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976, serait de nul effet à l'égard de la France. »

Il en serait de même de tout acte de l'Assemblée des Communautés européennes qui, sans se fonder sur une modification de ces compétences, les outrepasserait en fait.

Le projet de loi relatif au mode d'élection des représentants de l'Assemblée nationale et à la plus forte moyenne des représentants de la France à l'Assemblée européenne, adopté par le conseil des ministres en même temps que le premier, a été publié au même moment.

Le conflit rebondit

(Suite de la première page.)

Le 9 mai, le président de la République avait précisé dans une interview à l'« Express » : « Le point fort c'est que désormais le gouvernement de M. Raymond Barre ne pourra être renversé que par une motion de censure de certains députés de la majorité, joignant leurs bulletins aux bulletins des députés socialistes et des députés communistes, et créant la situation préalable à l'arrivée aux responsabilités des représentants du programme commun. »

Le 20 mai, il s'était répété une nouvelle fois, à la faveur d'un entretien avec les représentants des grands quotidiens régionaux : « L'adoption d'une motion de censure, qui suppose son vote par un nombre important de membres de la majorité, signifierait que ceux-ci renouvellent par leur vote de confiance et qu'il y a eu une démission de la majorité. Dans ces conditions, il y aurait lieu de prononcer la dissolution. Mais je fais confiance aux députés de la majorité, à ces hommes et à ces femmes qui connaissent en profondeur les réalités françaises et qui ont une haute conscience de leurs responsabilités, pour maintenir le soutien qu'ils ont apporté à Raymond Barre. Raymond Barre confie la législature à sa majorité. »

Le nouvel épisode de la guerre entre « Européens » et « anti-Européens », en définitive, est la démission de la majorité et, toujours, risquant donc de se dérouler dans des conditions déplorablement. Les gaullistes qui ne veulent pas aller jusqu'à censurer le gouvernement peuvent avoir une fois de plus le loisir de ne pas aller jusqu'au bout de leur propre logique et de laisser passer un texte dont on sait pourtant qu'ils ne veulent pas.

C'est une occasion de plus de rappeler, pour y souscrire, le sévère jugement que Paul Reynaud avait formulé le 13 août 1958 devant le comité consultatif Constitutionnel qu'il présidait : « Chaque fois qu'il s'agit d'un acte important, le gouvernement posera la question de confiance et l'Assemblée nationale, empêchée de discuter le texte, ne disposera plus que d'un droit de veto. C'est unique dans le monde, l'Assemblée ne votera pas la loi, c'est le gouvernement qui, de sa propre autorité, la fera. »

« Eh bien ! Je dis qu'accepter de telles dispositions serait une erreur capitale. Autant je suis d'accord, et nous le sommes tous, pour reconnaître que l'Assemblée nationale de la IV^e République a mérité de graves critiques dans sa gestion des affaires, autant j'estime injuste de diminuer ainsi la prochaine Assemblée, de la déshonorer d'avance. »

Le gouvernement peut se dispenser, par une absence de prudence, d'obtenir le concours explicite de sa majorité pour le vote d'un texte auquel il tient, mais que se passera-t-il l'an prochain, lorsque que soit la conjoncture politique, le gouvernement, lorsque le pays sera appelé à élire ses députés et européens ?

Le président du référendum sur l'élargissement de la Communauté économique européenne ne saurait être oublié : l'indifférence du corps électoral (59,15 % d'abstention) avait, le 29 avril 1972, enlevé une bonne part de sa portée politique à une consultation sur laquelle Georges Pompidou avait fondé les plus grands espoirs.

RAYMOND BARRILLON.

LIQUIDATION TOTALE

BOGART
CHEMISIER-HABILLEUR

CESSE SES ACTIVITÉS
au
CENTRE COMMERCIAL MAINE MONTPARNASSE.

ARTICLES DE LUXE POUR HOMMES

MERCREDI 8, JEUDI 9, VENDREDI 10, SAMEDI 11 JUIN (101 jours suivants)

par autorisation préfectorale (loi du 20/12/1960)

CHEMISES toutes formes, tous coloris. PULLS lainages, shetland, etc. PANTALONS BLAZERS droits ou croisés, VESTES sport, COSTUMES ville ou sport. IMPERMEABLES, BLOUSONS, ARTICLES D'ÉTÉ.

SACRIFIÉS à prix de disparition

Niveau Haut - Face Bar "Le Parnay" 17, rue de l'Arrivée PARIS (15ème) Métro : Montparnasse-Bienvenue Ouvert de 10 h à 19 h 30

A FONTENAY/BOIS (94)

AUCHAN CASSE LES PRIX !

Canon ... Minolta ... OLYMPUS ... Nikon ... Sankyo ... Kodak ...

... POLAROID ... KONICA ... FUJICA ... PENTAX ... PRAKTIKA ...

<p>Caméra CANON 514 XLS sonore - Zoom électrique 5 fois 2130,00 F</p>	<p>Film SUPER 8 KODAK K 40 28,18 F</p>
<p>NIKON F2 Photomic DP1 - Objectif 2/50 mm avec sac 2650,00 F</p>	<p>PRAKTIKA LTL3 Objectif 1,8/50 mm 790,00 F</p>
<p>CANON AE1 Objectif 1,4/50 mm automatisme électronique avec sac 2250,00 F</p>	<p>NIKORMAT ELW Objectif 2/50 mm automatique 3050,00 F</p>
<p>OLYMPUS OM2 - Objectif 1,4/50 mm automatique avec sac 3440,00 F</p>	<p>Caméra BOLEX 551 XL sonore Zoom électrique 5 fois 2213,00 F</p>
<p>POLAROID 2000 développement instantané 338,60 F</p>	<p>Caméra SANKYO 40 LX sonore avec sac - Zoom électrique 4 fois 1951,00 F</p>
<p>KODAK EK 6 développement instantané 388,00 F</p>	

(offres limitées jusqu'à épuisement des stocks et sous réserve d'erreurs typographiques.)

JUIN LE MOIS DE LA PHOTO

AVENUE DU MAL JOFFRE FONTENAY/BOIS TEL: 876 47 95

POLITIQUE

Réflexions constitutionnelles

II. - L'ÉQUILIBRE

par PIERRE CHATENET (*)

La Constitution de 1958 ayant institué un pouvoir exécutif doté d'une existence propre, et non plus simple prolongement du pouvoir législatif comme dans la situation antérieure, le problème des relations entre l'un et l'autre pouvoirs doit trouver un équilibre (Le Monde du 8 juin).

La Constitution, dans son texte, est un code de relations, et éventuellement de répartition des pouvoirs. De ces rapports entre les pouvoirs publics l'arbitrage suprême est d'ailleurs explicitement confié, par l'article 5, au président de la République, seul cas où la Constitution emploie ce terme d'arbitrage. Cette fonction d'arbitrage, ou certains de ses aspects, ont été très précieusement prévus dans le fonctionnement des pouvoirs publics. Elle apparaît comme une conséquence directe de la Constitution investissant le chef de l'Etat, à savoir être le gardien des institutions.

Le gouvernement est le lien entre l'exécutif et le législatif. Il procède très incontestablement de l'exécutif, car le premier ministre est nommé par le président de la République, pouvoir sans partage de celui-ci, puisque, ainsi qu'il résulte de l'article 13, il agit à l'un des deux pôles sans aucun contrepartie. Cette situation n'a évidemment rien à voir avec l'investiture parlementaire de la Constitution de 1946. Est-ce à dire que ce pouvoir sans partage soit un pouvoir arbitral ? Sans doute non, car ce premier ministre que seul le président de la République peut nommer, le Parlement, ou plus précisément l'Assemblée nationale, n'est pas le gouvernement. Le conseil constitutionnel, ancien ministre, ancien membre du conseil constitutionnel.

semble nationale, peut, par le vote d'une motion de censure, procéder d'ailleurs assortie de conditions précises, le contraire à dénoter. C'est donc au niveau du premier ministre que se trouve le premier cas de nécessité d'un équilibre puisque l'Assemblée ne peut pas désigner le premier ministre, mais elle peut dire qu'elle ne veut pas, ou ne veut plus, de celui choisi par le président. Telle est la situation de droit. La situation de fait s'apprecierait éventuellement, en cas de divergence, en fonction de la position de l'Assemblée relative des deux pouvoirs que du risque pour l'un ou l'autre de supporter devant l'opinion la responsabilité de l'initiative du conflit ou du maintien d'une position trop intrinsèque.

Le problème se pose de nouveau à propos de la nomination des ministres. Là, il faut une collaboration entre le président de la République et le premier ministre. Le premier ne peut nommer que sur proposition du second, mais celui-ci doit obtenir la signature du décret de nomination par le

président, et il n'a nul moyen juridique de le contraindre. De même, si l'article 20 dispose que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation, on ne peut pas supposer, comme certains semblent le croire, que celle de l'Etat. En effet, cette politique de la nation s'exprime dans des actes, qui sont les plus importants, et qui sont des projets de lois, des décrets en conseil des ministres, ou, éventuellement, ordonnances. Or les délibérations correspondantes ont lieu en conseil des ministres, c'est-à-dire sous la présidence du président de la République, et les actes eux-mêmes requièrent la signature de celui-ci. L'idée d'un gouvernement investi par le président de la République, comme lorsque existait un président du conseil investi par l'Assemblée, n'est pas compatible avec la Constitution de 1958.

Majorités et majorité

Depuis, ce gouvernement n'est pas indépendant du Parlement, puisque sa responsabilité peut être mise en cause devant lui. Certes, il ressort de la comparaison de la terminologie relative à 1958, que cette mise en cause n'est plus préalable et que cette responsabilité est organisée dans une procédure assez soignée. Il n'en reste pas moins que le gouvernement doit démission-

ner si la majorité des membres composant l'Assemblée en a ainsi décidé.

Majorité, ce mot qui revient si souvent dans le langage politique courant — avec des sens variables d'ailleurs — ne se trouve que sept fois dans tout le texte de la Constitution de 1958, dont trois seulement à propos de l'Assemblée nationale. On peut lire la Constitution de 1958 aussi attentivement qu'il est possible,

on peut passer au crible tous ses articles, nulle part on ne trouve ni explicitement ni implicitement la notion d'une majorité, de la majorité, au sens où ce mot est utilisé fréquemment dans la jargon politique de tous les jours, est un fait politique, mais n'a pas de consécration constitutionnelle.

Dans les premières années du fonctionnement de la Constitution, pratiquement pendant tout le premier septennat du général de Gaulle, le fait politique majoritaire n'était pas au premier plan. On pouvait voir à une certaine époque dans la ligne même de la rupture avec le régime d'Assemblée, beaucoup pensaient alors qu'il fallait qu'il y ait, à l'occasion des votes émis par le Parlement, des majorités, sans que cela impliquât une majorité, toujours la même, et plus ou moins organisée en tant que telle. Pourtant, depuis la disparition du général de Gaulle, et aussi sous la pression d'une opposition qui tend à transformer un simple cartel électorale en unité politique, on a pris l'habitude, de part et d'autre, de parler de la majorité

comme d'une composante obligatoire de la vie politique. L'avenir dira si, pour ceux qui attachent du prix au changement de philosophie politique intervenu en 1958, ce n'était pas tomber dans le piège.

Quel qu'il en soit, certains proposent d'aller plus loin encore en institutionnalisant, et en quelque sorte en enfermant, cette notion de majorité — il ne faut pas l'oublier, dans la seule Assemblée nationale, — dans un système appelé « contrat de législature ». Cette procédure, dont l'adoption nécessiterait sans doute une révision constitutionnelle préalable, notamment au regard de l'article 27 de la Constitution, consacrerait la soumission d'une sorte de bloc : majorité de l'Assemblée-gouvernement. Certains proposent même de renforcer ce bloc à l'égard des autres par un engagement des partis sur le vote de leurs élus, qui, lui, paraît formellement contraire au deuxième alinéa de l'article 27 de la Constitution (1). Il faut être clair : il s'agit d'un retour complet, et en quelque sorte organique, au régime d'Assemblée, mais à un point tel que l'on ne voit pas, dans ce système sclérosé, la place qui peut rester au débat politique au cours de la législature.

Le contrat de législature

En réalité, le contrat de législature n'est qu'un appareillage un accord institutionnel : en fait, c'est un pacte entre des élus, majorés de partis, instances par-

lement respectables, mais qui n'ont aucun lien de filiation directe avec le citoyen tel qu'il doit s'exprimer, en cette seule qualité, dans le cadre de la souveraineté

nationale. Le contrat de législature, tel qu'il a été proposé, est en réalité un mécanisme de captation du pouvoir, risquant de dénaturer une élection pour le renouvellement de l'Assemblée nationale dans la mesure où il ne s'agit pas seulement d'indiquer sur les votes qu'elle émet dans le cadre des pouvoirs que lui donne la Constitution, mais bien de changer la portée réelle de ceux-ci au détriment des autres institutions de la République, notamment le président de la République et le Sénat. Il n'y a plus d'équilibre.

Alors, on en revient au vrai problème, pour lequel il faut être clair, il faut être franc. Veut-on ou non, revenir sur la rupture intervenue en 1958, avec le régime d'Assemblée ? On peut être favorable au régime d'Assemblée, les citoyens ont le droit de se prononcer en sa faveur. Mais ce qui n'est pas admissible, c'est qu'elle risquent de la faire sans savoir. Ce qui n'est pas honnête, c'est de ne pas les éclairer complètement sur la portée exacte du vote qu'un tel système d'Assemblée, ce qui est dangereux, est d'entretenir les malentendus généraux de colères futures lorsqu'ils sont déçus. Le vote des citoyens est le fondement même de la démocratie, il est prévu dans des cas précis, avec des finalités précises. Le citoyen doit savoir en toute clarté lorsqu'il vote pour élire les membres de l'Assemblée nationale s'il désigne des législateurs ou change de République.

JIN

(1) Article 27 : « Tout mandat impératif est nul. Le vote des membres du Parlement est personnel. »

Les socialistes face aux institutions

(Suite de la première page.)

Mais, alors, le président de la République doit-il intervenir pour peser sur l'élection, pour obtenir une majorité parlementaire conforme à ses vues ? Les socialistes ont très longtemps été partisans de ce point de vue. Pour les tenants d'un vrai régime parlementaire, le chef de l'Etat ne doit en aucun cas intervenir lors des élections législatives. A l'inverse, Gaston Defferre, au cours de sa campagne présidentielle de 1969, avait indiqué qu'il entendait peser de tout le poids de son autorité sur le vote des députés, pour leur faire élire un vrai régime parlementaire, le chef de l'Etat ne doit en aucun cas intervenir lors des élections législatives. A l'inverse, Gaston Defferre, au cours de sa campagne présidentielle de 1969, avait indiqué qu'il entendait peser de tout le poids de son autorité sur le vote des députés, pour leur faire élire un vrai régime parlementaire.

François Mitterrand, pour sa part, se déclarait, pendant un temps, hostile à une telle attitude, n'étant « ni président, ni chef d'Etat ». Mais, dans une interview récente, il a déclaré qu'il n'était pas hostile à une telle attitude, n'étant « ni président, ni chef d'Etat ». Mais, dans une interview récente, il a déclaré qu'il n'était pas hostile à une telle attitude, n'étant « ni président, ni chef d'Etat ».

PUBLICATION JUDICIAIRE

Jugement rendu le 18 janvier 1977 par le Tribunal de grande instance de Paris, 1^{re} chambre, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, à la demande de M. Raymond BOURGINE.

ATTENDU que l'Association « FRANCE 69 » a été déclarée d'utilité publique par l'Assemblée nationale le 10 mai 1969, et que son objet est de promouvoir la culture française et de soutenir les artistes français ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

ATTENDU que M. Raymond BOURGINE a été élu président de l'Association « FRANCE 69 » le 10 mai 1969, et qu'il a été réélu à ce poste à plusieurs reprises ;

DES JOBS
1^{er} 1^{er} « LES JOBS »
EN VENTE PARTOUT
10 F.

2000 ADRESSES
PLUS DE
500 000 JOBS.

Bien en main
Bien en bouche
Bien à vous

PANTER
MIGNON

Le cigare du juste milieu



Les cigares
hollandais
par excellence

LA MAISON DES
BIBLIOTHEQUES
150
MODELES
VITRES

MODERNE
VOUS
VOUS

MODERNE
VOUS
VOUS

MODERNE
VOUS
VOUS

MODERNE
VOUS
VOUS

MODERNE
VOUS
VOUS

MODERNE
VOUS
VOUS

MODERNE
VOUS
VOUS

MODERNE
VOUS
VOUS

[illegible]

هكذا اقول الاصل

EMBLÉE NATIONALE

à la mer communautaire

Une nouvelle étape est appelée à se dérouler dans le processus d'élaboration de la politique communautaire de la France. Après ceux de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée régionale et de l'Assemblée communautaire, il faut maintenant passer à l'Assemblée nationale.

M. Raymond Barre, qui devait venir en France pour assister à la conférence de la mer communautaire à Bruxelles et à l'ONU, a dû annuler son voyage en raison de l'absence de l'Assemblée nationale.

Il est sur en tout cas que le gouvernement français défendra avec fermeté ses positions sur la mer communautaire lors de la conférence de la mer communautaire à Bruxelles.

Le ministre de la Pêche, M. Chauty, a été adopté dans les dispositions de la loi relative à la pêche dans les eaux de la Communauté.

Le Sénat refuse le projet gouvernemental sur le vote des Français de l'étranger

Les sénateurs ont refusé mardi après-midi le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le projet de loi prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales. Il prévoit également que les Français de l'étranger puissent être élus députés et sénateurs.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Chirac : le premier ministre souhaite éviter la cacophonie

Outre le projet de loi relatif à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, plusieurs autres projets ont été déposés au cours du week-end organisé mardi 7 juin à l'Assemblée nationale.

M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré qu'il souhaitait éviter la cacophonie lors de la campagne électorale.

Il a déclaré que le gouvernement ne voulait pas que les élections législatives soient marquées par une cacophonie de propositions.



(Dessin de KONE)

Pour prévenir une victoire de la gauche

LE « NEW YORK TIMES » INVITE WASHINGTON ET BONN A AIDER M. GISCARD D'ESTAING

Un éditorial publié le mardi 7 juin et repris mercredi par l'International Herald Tribune, le New York Times analyse la situation politique en France. Le journal américain écrit que les Français ont le droit de choisir leur président, mais qu'ils ne doivent pas choisir un président de gauche.

Le journal américain invite Washington et Bonn à aider M. Giscard d'Estaing pour éviter une victoire de la gauche.

Le journal américain écrit que la France est en danger et que les États-Unis et l'Allemagne doivent intervenir pour sauver la France.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Les entreprises de plus de trois cents salariés devront présenter leur bilan social en 1982

Les sénateurs ont adopté (et le Sénat a refusé) le projet de loi relatif au bilan social des entreprises. Ce projet prévoit que les entreprises de plus de trois cents salariés devront présenter un bilan social en 1982.

Le projet de loi prévoit également que les entreprises de plus de trois cents salariés devront présenter un bilan social en 1982.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Le Sénat a refusé le projet de loi relatif au vote des Français de l'étranger. Ce projet, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, prévoit que les Français de l'étranger puissent voter aux élections législatives et sénatoriales.

Le Sénat a estimé que ce projet était contraire à la Constitution. Il a donc refusé de l'adopter.

Voilà votre concessionnaire Renault vous propose :

une Renault 5

RENAULT

Achetez votre Renault pendant l'été, la première mensualité n'arrivera qu'avec la chute des feuilles.*

le crédit "spécial vacances" s'applique à l'ensemble de la gamme Renault

Consultez votre concessionnaire Renault

*Après versement du comptant légal : 20%, le plus souvent couvert par la reprise de votre ancien véhicule.

RENAULT

Renault préconise elf

Voilà votre concessionnaire Renault vous propose :

une Renault 14 L

VERSEMENT COMPTANT (20 %) 4.900 Francs

3 mois sans rien verser

12 mensualités de 1.094,58 Francs

5200 Francs total (171 Francs T.T.C.)

RENAULT

Renault préconise elf

PRÉPAREZ le DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Demandez le prospectus

100 rue de la République, 75001 Paris

Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous avez un téléphone ? un fax ? un ordinateur ?

Allez à la télé !

étreve

SERVICE TÉLÉ

345.21.62-4 346.00.28

75001 Paris - CEDEX 03

Franchisez la barrière des langues avec PHILIPS

Laboratoires de langues pour Collèges - Lycées Enseignement Privé Universités - Grandes Ecoles Administrations - Ministères Associations et Chambres de Commerce - Banques - Industries

Pour tous projets, demandes de documentation ou liste de clients, consultez en retournant la présente annonce avec votre carte de visite.

PHILIPS

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE

Bureaux Clientèle

Tél. : 506 52 40

SCIENCES

L'UTILISATION PACIFIQUE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Une mission d'experts américains va visiter l'usine de retraitement de combustibles de Tokaimura

De notre correspondant

Tokyo. — Après de longues négociations, les États-Unis et le Japon ont décidé, mardi 7 juin, d'envoyer une mission d'experts américains inspecter la petite usine de retraitement de combustibles nucléaires de Tokaimura. Les Japonais, qui voudraient la mettre en service en juillet, présentent l'envoi de cette mission comme un préalable à la signature d'un accord sur la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Depuis plusieurs semaines, les Japonais ont refusé de faire fonctionner l'usine de Tokaimura. Aux termes de l'accord de coopération nucléaire signé entre les deux pays en 1964, les États-Unis ont le droit de contrôler les installations nucléaires japonaises. Les Japonais, qui ne veulent pas que l'usine de Tokaimura soit utilisée à des fins militaires, ont refusé de laisser des experts américains inspecter la petite usine de retraitement de combustibles nucléaires.

JEUNESSE

Le débat télévisé entre M. Giscard d'Estaing et des jeunes

L'UNCAL DÉNONCE LA « MANIPULATION » DES LYCÉENS

Les responsables de l'Union nationale des lycéens (UNCAL), animée notamment par des jeunes communistes, démentent les thèses selon lesquelles la préparation de l'émission télévisée face aux jeunes, diffusée mercredi 7 juin à 20 h 30, serait une « manipulation ».

M. BARRE : priorité à la formation de ceux qui n'ont pas d'emploi

M. Raymond Barre a déclaré, mardi 7 juin, l'inauguration du nouveau siège social de l'Institut français de gestion (IFG) à Paris. Il a souligné que la formation professionnelle n'est pas une fin en soi, mais qu'elle doit servir à la formation de ceux qui n'ont pas d'emploi.

Le IFG est une association pour la formation et l'activité des jeunes. Elle a pour but de leur offrir une formation professionnelle et de leur permettre de trouver un emploi.

ÉDUCATION

Libres opinions

LA RÉUSSITE DES L.U.T.

par CLAUDE MICHEL (*)

CHACUN des près de vingt-cinq mille étudiants qui entrent à l'Université... soit 15 % de ceux qui ont obtenu le baccalauréat, dans les six cents instituts universitaires de technologie (I.U.T.) débouchent sur une activité professionnelle réelle.

Les programmes sont fixés par les commissions pédagogiques nationales dans lesquelles sont représentés les universitaires et les professionnels du monde économique et industriel. Plus de mille professeurs et universitaires aident par des conseils et par leur enseignement les étudiants de l'I.U.T. à acquiescer un enseignement de qualité, ouvert sur les professions.

Pendant ces deux dernières années, les I.U.T. ont permis à de nombreux étudiants d'acquiescer un enseignement de qualité, ouvert sur les professions. Ils ont permis à de nombreux étudiants d'acquiescer un enseignement de qualité, ouvert sur les professions.

Enfin, le secrétariat d'État aux Universités, qui a été créé en 1975, a permis de mieux coordonner les actions des différents ministères concernés par l'enseignement supérieur.

(*) Président de l'Union nationale des présidents d'I.U.T.

Portraits

Trois lauréats du Concours général

Cinquante-cinq prix — sur quatre-vingt-deux — ont été décernés au concours général de 1977 (« le Monde » du 8 juin). Nous publions ci-dessous les portraits de trois lauréats : Eric Kayayan, premier prix d'éducation musicale, du lycée Maudslayi à Paris ; Sylvia Fonseca, premier prix de portugais, des lycées Henri-IV et Paris ; Rami Chamoun, premier prix de construction mécanique, du lycée technique des Lombards à Troyes.

Servir Dieu par la musique

« Quatre pages, dans qu'il n'avait pas dix ans, il avait des heures à écouter la musique classique... » Mme Kayayan se souvient : son fils a toujours aimé la musique.

Le premier prix d'éducation musicale au concours général de 1977, Eric Kayayan, 17 ans, est élève du lycée Maudslayi à Paris. Il a été nommé par le jury du concours. Il a obtenu le premier prix de portugais, des lycées Henri-IV et Paris.

Une « bûcheuse »

Que fait-on lorsqu'on habite à Paris, entre l'école et l'école supérieure de physique et chimie, que l'on est « bonne en tout » au lycée et que l'on a une mère professeur agrégé ?

Études, cyclisme et bricolage

De notre correspondant

Troyes. — C'est avec calme que Rami Chamoun, 17 ans, élève du lycée technique des Lombards à Troyes, a obtenu le premier prix de construction mécanique.

« Rami est trop modeste, précise son professeur, M. Christian Bédou. Il est exact, comme ses camarades, il n'a pas préparé spécialement ce concours. En effet, je suis contre le bachelotage. En revanche, durant nos cinq heures hebdomadaires de cours, Rami n'a jamais perdu son temps et a toujours fourni un travail régulier. C'est là, je crois, l'explication de sa réussite. Si nous avons obtenu dans cette classe un premier prix avec Rami et deux autres avec d'autres élèves, c'est grâce à son travail d'équipe qui a duré toute l'année ».

Ce succès ne grise pas Rami, qui le fête seulement après le baccalauréat, un examen pour lequel il n'a pas trop à se préparer de son côté, bien qu'il soit un peu faible en français. Il ne s'agit pas de rigoler, ajoute Rami.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté, mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

Nous faisons travailler
notre argent.
Par 150 mètres de fond
et -40° dans l'Arctique.

Compagnies Pétrolières de l'énergie à votre service.

L'ens

COORRESPONDANT

Le Monde

Il est intéressant de voir que...

elle a tout...

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

L'enseignement au féminin

Portraits

Les lauréats du Concours général

Un quart de siècle après le premier concours général de la République, le concours général de 1977 a été remporté par trois lauréats : un élève de la classe de philosophie de la lycée de la Sorbonne, un élève de la classe de philosophie de la lycée de la Sorbonne, et un élève de la classe de philosophie de la lycée de la Sorbonne.

Servir Dieu par la musique

« Servir Dieu par la musique » est le titre d'un ouvrage de M. J. B. qui explore les liens entre la foi et l'art musical. L'auteur analyse comment la musique a servi Dieu à travers les siècles, de la liturgie médiévale à la musique contemporaine. Il souligne le rôle central du compositeur comme médiateur entre le divin et l'humain.

Une « bûcheuse »

« Une « bûcheuse » » est un portrait d'une femme qui a consacré sa vie à la coupe de bois. L'auteur décrit son quotidien, ses défis, et son amour pour son métier. Cette femme incarne la force, la résilience, et le lien profond avec la nature.

Études, cyclisme et bricolage

« Études, cyclisme et bricolage » est un récit d'un jeune homme qui jongle entre ses études, son passion pour le vélo, et ses projets de bricolage. L'ouvrage explore comment il trouve l'équilibre entre ces différents aspects de sa vie.

La série de trois articles consacrés à l'enseignement au féminin a été publiée dans le Monde des 3, 4 et 5 mai. Elle a suscité un certain nombre de réactions, notamment de la part des enseignants et des parents.

Mme Elizabeth Arnold, professeure de lettres à l'école de la rue de la République, a écrit pour nous une lettre dans laquelle elle exprime ses impressions sur ces articles.

« Ce sont les femmes qui ont le plus de mal à trouver leur place dans l'enseignement », dit-elle. Elle souligne les obstacles que rencontrent les femmes pour accéder aux postes de responsabilité et pour être reconnues pour leurs compétences.

« En outre, c'est une tâche plus difficile pour elles que pour les hommes », ajoute-t-elle. Elle évoque les préjugés persistants et les attentes différentes qui pèsent sur les femmes enseignantes.

Mme Marie-France Raquet, professeure à l'école normale nationale d'enseignement de la Sorbonne, nous écrit pour nous dire que les articles ont été très intéressants et qu'elle a beaucoup appris.

« Les articles ont été très intéressants », dit-elle. Elle souligne l'importance de ces réflexions pour la communauté éducative et exprime son espoir que de réformes positives émergent de ces débats.

« Les articles ont été très intéressants », dit-elle. Elle évoque les défis de l'éducation moderne et l'importance de former des citoyens responsables et engagés.

« Les articles ont été très intéressants », dit-elle. Elle conclut en affirmant son engagement à continuer de travailler pour l'amélioration de l'enseignement.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

LA FACILITE pour préparer à une qualification fondamentale dans l'économie nationale dans son

ÉCOLE DE GESTION DE PERSONNEL

Admission niveau Bac
Durée des études : 3 années

LE DIRECTEUR REÇOIT LE MATIN OU SUR RENDEZ-VOUS
23, rue de la Sorbonne, PARIS - Tél. : 01-47-31-31

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
RECRUTE DES

ÉTUDIANTS

POUR PARTICIPER DANS
TOUTES LES UNIVERSITÉS DE PROVINCE
ET DE PARIS A LA CAMPAGNE
DE PROMOTION DE LA PRESSE ÉCRITE
ET DE VENTE D'ABONNEMENTS DANS
LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE ET SCOLAIRE,
DU 1^{er} SEPTEMBRE 1977 AU 30 JUIN 1978.

Les candidats devront :

- Être inscrits régulièrement à l'université
- Être âgés de 17 à 25 ans
- Être capables de recruter, former, diriger et contrôler une équipe de délégués
- Connaître parfaitement leur ville, disposer d'une voiture et, si possible, du téléphone

L'activité qui s'exerce uniquement sur le lieu de leurs études est compatible avec la poursuite de leurs études.

La rémunération, liée aux résultats, garantit des gains élevés.

Adressez votre candidature (curriculum vitae, manuscrit + photo d'identité récente) à :

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
15, RUE TIPHAIN - 75740 PARIS CEDEX 15
Il vous sera répondu dans les meilleurs délais.

ET LES ÉLÈVES ?

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

« L'enseignement au féminin » est un thème qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les auteurs de ces articles ont voulu ouvrir un débat nécessaire sur les rôles et les défis de l'éducation.

Louez cet été dans l'île de Coudalère, et profitez de son club tous loisirs.

Une île au bord du Roussillon, protégée et accessible : Perpignan est à 25 km. La Coudalère vous offre une remise des clés de votre appartement et vous bénéficiez d'un tarif très privilégié sur toutes les activités de l'île (ski nautique, voile, wind-surf, plongée, location de bateaux, piscine, tennis, découverte de châteaux cathares, etc.). Garderie gratuite.

Votre appartement est au bord de l'eau avec jardin privatif ou terrasse, dans de petits immeubles-maisons à 2 étages.

Bon pour une location gratuite Location

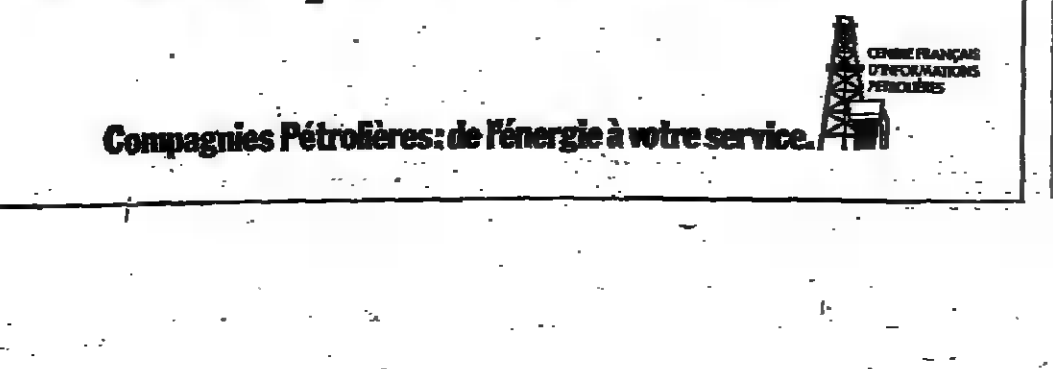
Nom : _____ Tél. : _____

Club Coudalère - BP 14 - 66430 Port Barcasses - Tél. (04) 36.25.83 et 36.25.84



Dans un litre de super, il y a un peu de pétrole et beaucoup de taxes.

Compagnies Pétrolières de l'énergie à votre service.



Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York

sans escale.

Le premier 747 de la flotte. Départ: 12 h - Arrivée: 13 h 45.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 15 h - Arrivée: 18 h 10.

Boston

sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25.

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25.

Washington

sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 30.

Los Angeles

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 18 h 15.



N°1 sur l'Atlantique

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

HISTOIRE

SUR FRANCE-CULTURE

Les services secrets : de l'assassinat à l'académisme

Deux vétérans de la guerre se-
crète : M. Roger Wybot, ancien d'un
réseau en France occupée, des ser-
vices secrets de la France libre à
Londres, fondateur de la Direction
de la sécurité du territoire (D.S.T.)
il fut le chef jusqu'en 1968 :
M. M. Colby, ancien de
l'O.S. (1) et de Jedburgh, puis
de 1944 dans l'Yonne, en
directeur général de la C.I.A. de
1970 à 1976.

Il fut le chef jusqu'en 1968 :
M. M. Colby, ancien de
l'O.S. (1) et de Jedburgh, puis
de 1944 dans l'Yonne, en
directeur général de la C.I.A. de
1970 à 1976.

L'ennui est que M. Colby, qui

eut bien malheurs la tête
d'une C.I.A. à l'ère des
comptes, dirigeait un service
planning. M. Wybot, au con-
traire, le premier se défendait
de porter atteinte aux lois
françaises en agissant à l'intérieur
des frontières de la France : le second
soulignait qu'on ne pratiquait jamais
l'espionnage dans la légalité, celle
des autres pays.

Le premier ou le second ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

Le second ou le premier ? En fait, on
n'a guère parlé que de l'un.
Pour M. Colby d'ailleurs, il y a
une tradition américaine, la
confusion est quasi totale. Et
M. Wybot s'en rendait compte. Pour l'Américain,
la C.I.A. arme le renseignement
su contrôle du législatif, n'a, malgré
son nom, ni de l'espionnage ni
des projets de guerre.

SOCIÉTÉ

MORT A VINGT ANS

Depuis une demi-heure, Francis
Vielly, âgé de vingt ans, lève son
bras comme s'il était à une
exécution. Les personnes présentes
se précipitent vers lui, le catastrophe
à la « brasserie du Plo de
Paris », à Cluses (Haute-Savoie).
Pistolet à long rifle au poignet,
Francis Vielly vise tout à coup
les consommateurs de l'établissement,
les gendarmes, lui-même.

Francis Vielly, est un suicidé en
survie. Il plaide sa cause, résume
les arguments, pécuniaires, énumère
tous les maux, depuis quinze heu-
res, paraissent très longues. On
cherche les mots justes.

Francis Vielly n'était pas un
insensé. Il avait une position,
un temps, à l'hôtel-restaurant
du Plo de Cluses. Il y avait des
amis, une fiancée, un travail dans
une entreprise de travaux publics.
Il était, dit-on, « très méchant », très
entêté. Mais voilà, les jours de
la vie, pour Francis Vielly, s'étaient
brusquement dégradés. Il n'y avait
plus de sens, plus de sens.

Deux deuil dans une même
famille, des maux sur maux.
Francis Vielly, servait en
cuisine.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

Le 10 juin, Francis Vielly sortait
de l'hôtel-restaurant du Plo de
Cluses. Il était à 13 h 30, il se
dirigeait vers la gare. On l'a
trouvé mort dans la gare. Dans la
gare, il y avait quelques bagages de
Francis Vielly, vingt ans, il est con-
sulté par la gare. — L.

CHEZ NOUS L'ORDINAIRE SORT DE L'ORDINAIRE.

Ceux qui ont utilisé le super-
carburant TOTAL existant
depuis 9 ans n'ont jamais
surconsommé.
En effet, dès 1968, TOTAL avons
proposé un super additif
détergent qui maintient la parfaite
propreté des carburateurs.

Mais quoi de plus normal que
de présenter un produit parfaitement
au point.
Il n'y avait pas, pour nous, de
quoi s'en vanter.
Désormais, pour mieux vous servir,
nous allons mettre aussi l'additif
détergent dans notre essence ordinaire.

TOTAL
MAIS CHEZ NOUS, CELA FAIT 9 ANS QUE
VOUS CONSOMMEZ MOINS.

La magie

Le R.P.R. « refuse tout achat réel ou déguisé de Boeing nouveaux » par la compagnie Air France

Le secrétaire général du R.P.R., Raymond Mondon, mardi 14 juin, que l'on a vu refuser avec force à l'achat réel ou déguisé de Boeing nouveau. Seules seraient acceptables des locations, dans l'attente d'un marché de l'Etat. Le R.P.R. fait référence au désir de la compagnie Air France d'acquiescer des bristacoteurs court et moyen courriers Boeing 737 pour remplacer les avions Caravelle.

Le R.P.R. a-t-il accepté la France de l'Etat ?

LES ÉTUDIANTS HOSPITALIERS ONT REPRI LE TRAVAIL

Les affectations dans les services ont repris dans toutes les U.E.R. de médecine, après la grève des étudiants hospitaliers qui, depuis deux mois, les tenaient éloignés des malades.

Dans un communiqué, l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) souligne à ce propos que diverses assurances ont été données à ses représentants par Mme Simone Veil, lors d'une entrevue le 2 juin. La rémunération des gardes de chorégraphie et de maternité sera portée de 40 à 50 francs, les stages d'été des externes seront reconstruits à partir de la fin de la deuxième année du second cycle, un congé maternité serait accordé aux étudiantes enceintes.

Un nouveau rendez-vous sera pris fin juin entre le ministre et l'UNEF, déclare aussi ce ministre, afin de discuter le projet de statut des étudiants hospitaliers.

Mme Veil a, d'autre part, réaffirmé aux étudiants, conclut l'UNEF, qu'aucun des points faisant litige dans le rapport de la commission Fougère ne sera appliqué dans les années prochaines (pré-sélection, examen de second cycle).

nombre de ses Airbus commandés, tout en reconnaissant que cet appareil ne couvre pas tous les besoins des compagnies françaises.

« La vraie question, c'est celle de l'avenir nous-mêmes qui doit être européen. L'échec... »
 ...McDonnell Douglas...
 ...McGregor-200, ne fait pas disparaître...
 ...d'actions de la famille-200 autour du moteur CFM 56, qui...
 ...être obtenu d'un pacte...
 ...monté d'urgence...
 La technologie européenne est là en tout cas, mais on ne fera pas d'actions sans marché. Ce marché européen, c'est en fait le marché qui faudra bien constituer parce qu'il ne puisse pas tendre aux États-Unis...
 ...le marché...
 ...la pression d'un monopole éternel de fait et en se...
 ...plus libérale que le...
 ...écart...
 ...principal le...

La C.G.T. réclame des crédits de développement

De son côté, la C.G.T. « exige le relèvement du statut social des travailleurs, la mise en œuvre d'études concernant un avion moyen-courrier dont ont besoin les compagnies françaises et européennes. Par ce moyen-courrier, la recherche d'une coopération, plus particulièrement en Europe, doit être conçue comme un moyen de développement et de préservation de nos capacités nationales et de dégauchement de la domination américaine ».

Requies au salon du Bourget par M. Jean-Louis Vallières, président-directeur général du groupe Dassault-Breguet, qui est en présence son projet Le premier moyen-courrier Mercure-200, une délégation du P.O.P., conduite par M. Claude Popereau, membre du bureau politique, a estimé que « la concurrence »

« apportait une justification supplémentaire au projet de nationalisation de Dassault, tout en rendant possible une réelle coopération franco-française. Le P.O.P. est allusion au projet d'avion A-300, conçu par la SNIAS et rival du programme Mercure-200 de Dassault.

AUX VINGT-QUATRE HEURES DU MANS

Renault va provoquer Porsche sur son terrain

De retour envoyé spécial

Le Mans. — Vous l'intéressent ?
Quatre Heures du Mans tiendra
et 12 juin, dans le match qui va
Porsche ■ Renault. Confrontati
nale que celle de ■ ■ ■ ■ ■ cons
qui ne semblaient pas ■ ■ ■ voca
rencontrer sur un ■ ■ ■ terrain.

La participation de Renault aux Vingt-Quatre Heures est la conséquence d'un travail si profond que, progressivement, modifié, l'approche qu'avait la Régie du sport automobile au plus haut niveau. La transformation a même été à ce point radicale que Renault est en passe de devenir le premier constructeur français à avoir une équipe officielle allouée pour la compétition. En 1977, l'offensive s'opère tous azimuts. Les débuts de la formule 1 sont annoncés pour dans un mois, et, dimanche soir, la Régie compte bien prendre, au Mans, la succession des constructeurs les plus réputés du palmarès des Vingt-Quatre Heures.

Dans ce match qui ne peut que redonner à cette compétition un crédit et un lustre perdus ces dernières années, ce sont deux philosophies de l'automobile qui s'affrontent, mais aussi se rejoignent, dans ce but à atteindre. Il s'agit pour Renault comme pour Porsche de la conquête de la notoriété par le biais de la course. C'est dans le même temps, pour

De même en

chacun des adversaires, un match exemplaire pour ceux qui le voient. Il pourra se prévaloir d'un succès significatif. Les deux la qualité du vaincu. Ce sont deux constructeurs qui ont choisi d'en faire une affaire loyale, la meilleure. Le Mans, pour la suprématie d'un jour de bien plus que les républicains pour leur image.

Porsche et Renault, bien entendu, ne sont pas seuls en possession du rapport de forces qui semble exclure qu'une autre marque puisse jouer au troisième larrocin. Si Porsche n'a engagé officiellement que trois voitures (deux prototypes et un de série), Renault a tout un lot de bonnes Porsche, et notamment quatre autres «silhouettes» 935, présentées par des écuries privées, sont à même, le cas échéant, d'être paillez de la même façon. Les 935 de Porsche et d'usine. La force de Renault est encore plus importante : le type de voitures qui a, en principe, le plus de

[illegible]

tradition sportive.
abrication porte
que, en consé-
cut une consi-
derable

qui a gagné
vingt-quatre heures en 1970
et en 1971, les deux voitures
de sport a 917 », et en 1978
avec son prototype 936. Vite et bien
construites, les Porsche ont
remporté le championnat du monde :
le vingt-quatre heures de Mans.
Chaque fois que Renault
crotte aux commandes 936, les
preuves d'endurance,
comme les Porsche, tirent

Le service de compétition, né de la nouvelle politique sportive, connaît d'être mis en place, et quel-
ques heures de travail ont permis de
l'expérience, n'ont pas permis de
potentiel de la compétition, il convient
En 1977, le service de compétition
a été mis en place, et quel-
ques heures de travail ont permis de
l'expérience, n'ont pas permis de
potentiel de la compétition, il convient
En 1977, le service de compétition
a été mis en place, et quel-
ques heures de travail ont permis de
l'expérience, n'ont pas permis de
potentiel de la compétition, il convient

L'AMERICAINE DE BERNARDINI s'est prise
 grand plaisir de ne pas se reconnaître
 dans les vingt-cinq heures de la Vingt-
 quatre Heures. Elle a constaté que
 construire l'essai avant de commencer
 la preuve est une erreur. Elle a vu que
 ce n'est pas de se préparer pour le Mans
 que les équipes se distinguent, mais de
 disputer les épreuves les unes ou les
 autres. Elle a constaté que la Vingt-quatre
 Heures n'est pas un événement unique
 du monde. Ce sont deux types de
 courses : les courses de vitesse et les
 courses de tenue distinctes qui
 ont lieu pendant ces courses.
 Les plus forts Porsche que l'on ait
 jamais vus ont été vus à la Vingt-quatre
 Heures. L'heure l'avantage dans le
 domaine de la vitesse est celui
 de la tenue. Les équipes indigènes
 gagnent la Vingt-quatre Heures.
 Elles ont le temps de Porsche. Elles
 ont les voitures allemandes au son des
 moteurs d'endurance sans histoire
 et ce point satisfaisants que le

comme un banc d'essai logique, à l'instar de Renault, par la grande diffusion de sa production et le lien étroit qu'elle entretient avec la compétition, pouvait aussi logiquement ne pas se risquer à prendre la mesure de pareil adversaire dans son lieu de prédilection.

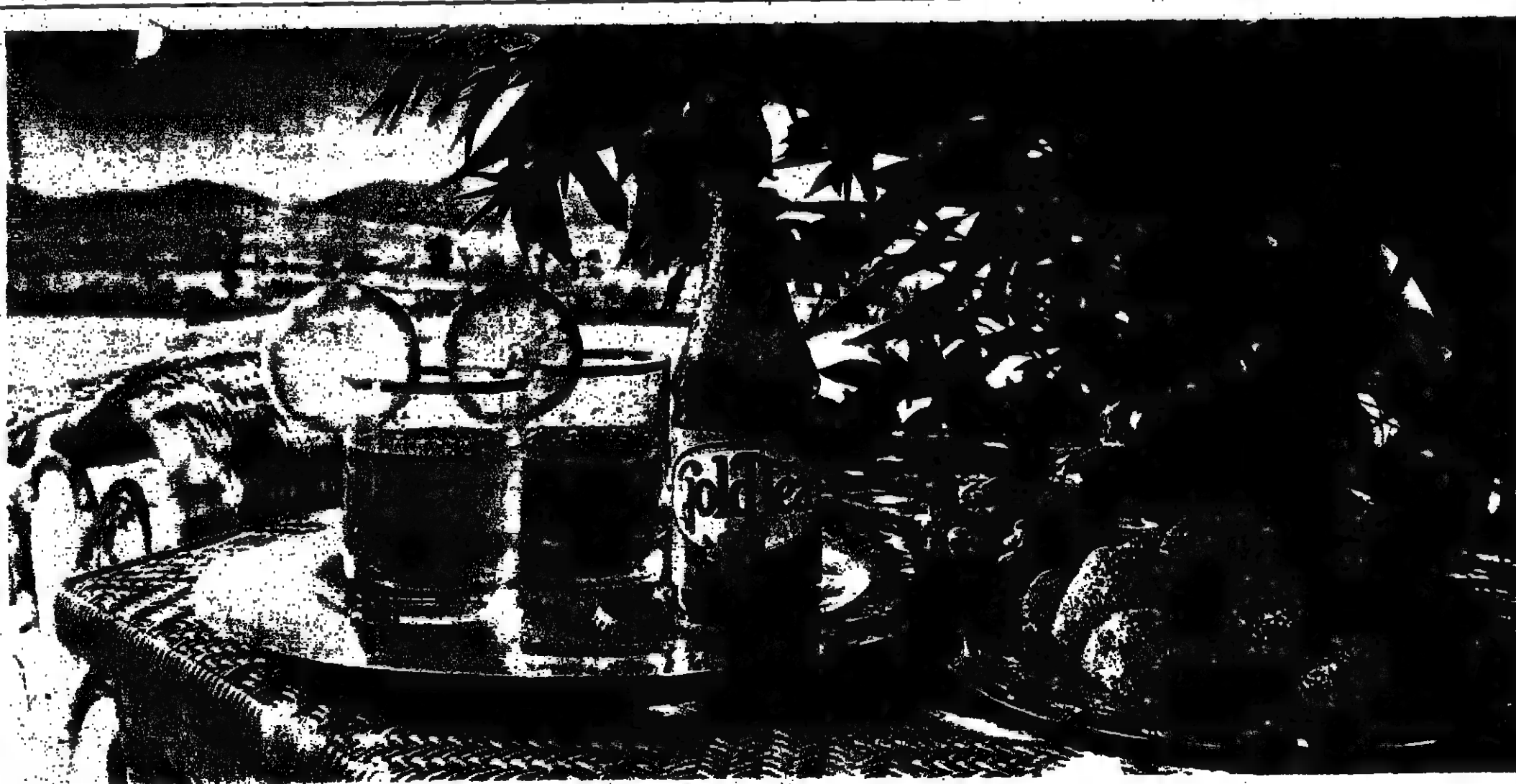
[illegible]

Alpinismo

Il y a vingt-cinq ans

LA VICTOIRE SUR L'EVEREST

Le victoire de l'expédition
 coloniale d'Haut Everest
 (29 mètres) la fête
 les alpins britanniques
 comme ils le firent
 L'expédition fut vingt-cinq
 à minutes le 2 juin, et
 quant le grand jour de
 l'expédition signa, et
 transporta la joie par
 foule massée et les trottoirs
 le mal que, après
 treize de parties
 l'expédition fut
 Néo-Zélandais P. B. Hill
 officier R.A.F.,
 le therm Tensing
 l'expédition fut
 haute cima du monde et
 inaugura, équipée d'appareils
 oxygène, la grande marche
 d'expéditions victorieuses
 jours par le persant nepalais
 sept premières
 tines sur le sol du monde
 et la diffusion de
 dans les himalayens
 tibétain The Angliss
 Mallory et l'expédition parvinrent
 jusqu'à l'altitude extrême de
 8 668 mètres, puis, par
 qu'on ne jamais
 guère O. M.



Gold Tea.

La magie des plantes qui apaisent la soif.

Gold Tea: du thé de la province de Nilgiris en Inde, de la gentiane cueillie dans les Monts Vindhya, du capsicum ou poivre indien, et très peu de sucre. Ce cocktail de thé et de

plantes désaltérantes est connu depuis toujours pour son effet rapide et durable contre la soif.

Il n'y avait rien à ajouter à la magie de cette recette : ni gaz, ni colorants, ni conservateurs.

Garanti par Vittel.



NEOGRAVURE, PARIS.

JEAN PLANTARD

IS SORT AIRE.

TOTAL

TOTAL
NE CHEZ NOUS, CELA FAIT 9 ANS QUE
VOUS CONSOMMEZ MOINS.

EN BREF

Les droits d'auteur ont deux cents

Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur. Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur. Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur.

La scène de l'intérieur et de l'extérieur

Les deux pièces de l'intérieur et de l'extérieur, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur. Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur.

Cannes à l'Olympic

Le cinéma olympique, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur. Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur.

Une rétrospective Emile de Antonio

La rétrospective Emile de Antonio, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur. Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur.

Labiche, Rimbaud et la répression sexuelle

Le dix-neuvième siècle, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur. Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur.

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Les clowns de l'Etat-providence

Deux Anglais, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur. Le 3 juillet 1977, qui nous pèse et que cassons d'exercer, a été consacré à la défense des droits d'auteur.

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

UN WEEK-END A LILLE AVEC LA SALAMANDRE

Cette bizarre souffrance

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Le spectacle de l'Etat-providence

Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages. Le monde de Labiche n'est pas celui de l'affetivité des mariages.

Regards américains sur un maître parisien

Costume de

PHILIPS

■ Ambiance musicale ■ Orchestre. - P.M.R. : Prix moyen du repas. ? J... h. : ouvert jusqu'à... h.

LAISSANCE AUX WAILES	338-34-1	T.J.s	Ouv. Jour et nuit. Chans. et music. de 22 h à 1 h du week. av.
16, rue Coquillière, 1^{er}.	T.J.s		avec Spect. Assoc. Vins fins de 1 h à 2 h du week. av. 22 h à 1 h du week. av.
LE ROI DE CŒUR	522-80-90	T.J.s	J. 23 h. Mens. Invits à la table de la Botanière de la REINE PÉDAU
6, rue de la Pépinière, 8^e.	T.J.s		avec mens. à 62 et 90 F vins à discrétion, service compris. Ph.
RESTAURANT PIERRE F/Dim.			Malson de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Dim.
10, rue de Valenciennes, 10.	T.J.s		avec Spect. Assoc. Vins fins de 1 h à 2 h du week. av. 22 h à 1 h du week. av.
CREZ WANSY	546-06-42	T.J.s	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécial.
3, place du 18-Juin, 8^e.	T.J.s		alcovier. Ses vins fins d'Alsace et MUKZEG, la Reine des Bis
AUD. DE RIQUERWIS	77-25-11	T.J.s	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécial.
12, rue de Valenciennes, 12.	Montmartre	T.J.s	alcovier. Ses vins fins d'Alsace et MUKZEG, la Reine des Bis
LA BOUTIQUE — FAXISSE	77-25-11	T.J.s	J. 23 h. M. 34 h 30 week. man. dim. Ses 3 plats du jour renouv.
10, rue de Valenciennes, 10.	T.J.s		avec Spect. Assoc. Vins fins de 1 h à 2 h du week. av. 22 h à 1 h du week. av.

L'ATALANTE Dans un merveilleux cadre de verdure sous de grande ar-
Ris de veau aux morilles. Fonds d' landais. Grille

LA CREMAILLERE Juin. 1 h. du mat. Sous les tonnelles de la fameuse guinguette
Carte de classe. Vivier d'eau de mar. Spéc. : Cressonade d'acariag
l'oselle. Blanquette de ris de veau aux nappes. Cimet. Juit.

RIVE DROITE

ASSIETTE AU BOUÏ - POCARDIS 2, bd des Italiens, T.L.jus
à 10 h.

ASSIETTE AU BOUÏ
123, Champs-Élysées, 8. T.L.jus
à 10 h.

AU CHARBON DE BOIS
10, rue de Valenciennes, 19. F./dim.
à 10 h.

LA LIGNE F.w/m. à dim.
à 10 h. Jean-Marcel, 7.

LES FRAMWAYS AU BOURG 2-3
10, rue Strasbourg, 10 C. gar. T.L.j.
à 10 h.

LE TABLEAU DU MAÎTRE 5, rue Marivaux, 2. F./dim.
à 10 h.

LES FRAMWAYS AU BOURG 2-3
10, rue Strasbourg, 10 C. gar. T.L.j.
à 10 h.

Monsieur BOURF F.w/m. dim. midi
21, rue Saint-Denis, 16.

LA SALAMANDRE
54, rue P.-Choron, F. T.L.j.
à 10 h.

VILLA D'ESTE EXL. 10-14
4, rue de Valenciennes, 8.

DOUCET RESTAURANT
Rue de S-Mat-1944, 10. T.L.j.
à 10 h.

LES PETITS NIKKIN F/d., rom. 5-10,
3, Montparnasse, 149. F./D-h.

MONTMARTRE RUSSO 10-14
rue d'Amboise, 6. F./D-h.

RESTAURANT 10-15-16 10-14-16
64, rue de Ternes, 17. F/D., L. midi

MICHEL OLIVIER propose une formule Bouff pour 24 F s.a.s. (17.50 le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec collation consistante).

MICHEL OLIVIER propose une formule Bouff pour 24 F s.a.s. (17.50 le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin).

Pour le 12, Brochette de moules 13, Gaschapo & ses grillades pour le 12, Saiee 22, Pavé de jambon 22.

Jusq. 23 h. Jean Spayer aux fourneaux près ses spéc. INALPHABETIQUE. 10-14-16, 10, rue de Valenciennes, 19.

Jusq. 23 h. Magnifique terrasse sur grandes boulevards. Ses grillades polonoises & fruits de mer. MENUS 23.80 et 34 F. bois, et serv. conc.

Jusq. 23 h. Cadre confortable. Fête gas maison, chon farci au caneton, choucroute polonoise, crêpe, frites de bœuf etc... P.M.R.

Bouff-coch. 1. 30. 10-14-16, 10, rue de Valenciennes, 19.

Bouff-coch. 1. 30. 10-14-16, 10, rue de Valenciennes, 19.

Dét. Dîna-Songer. Cadre & tables de marbre.

"BOUFF COCH." et ses vins de propriété Terrasses.

A deux pas des Champs-Élysées, cadre feutré, plantation, saie climatisée. Spécialités, Grillades, Buffet. MENUS 59 74 F. vin, serv. conc.

A 20 h. 30, spect. à 22 h. 30, av. MOULOUZIS G. DERNAI, J. SAAR. 10-14-16, 10, rue de Valenciennes, 19.

W. CLYDE Menu suggestif. 60 Vendred, samedi et veilles des fêtes 10-14-16, 10, rue de Valenciennes, 19.

Carte. 10-14-16, 10, rue de Valenciennes, 19.

Parquet 42 (2 pers.) et 42 (2 pers.) et POISSONS.

Le cadre ravissant en plein cœur de Montparnasse. Environ 200 personnes.

Dîneres et soupers dînars d'ambiance, les spécialités de la cuisine française, truffe, caviar, champagne.

Une gamme complète de Coctails. Son band d'instruments, ses orchestres.

On peut y manger, danser, écouter les classiques et les nouvelles compositions.

[illegible]

MOUTON DE PANTURON	742-78-49	Jusq. 1 h. Décor de Dubout unique au monde. Dîners. Soupers
15 rue de Choiseul, 2^e	T.11.	en chais. paillettes, pas rabais sur par nos
ALCAZAR		Dîners 21 h. 8 spectacles 22 h. Nouvelle revue de Bonin & Valca-
10, rue de Choiseul, 1^{er}	T.11.	zari. 23 h. 2 spectacles 24 h. 2 spectacles
CH&E TRUITY	NOF.	Dans le cadre typique de l'Opéra de Paris. 2 spectacles
4, rue Malherbe, 1^{er}	F/undi	Attractions avec LOS MUCHACHOS.
L'OREN DU BOIS	722-92-92	Marcel BÉKIER présente : Gase Quartet, Maria Négel.
11 rue de Choiseul, 2^e	T.11.	Michel et Trio Abel. 2 ^e animé par Michèle Fina

CHATEAU DE LA COMTESSE FIZ.
A 40 min. de Paris, vos parents ont besoin d'un lieu pour leurs
piscine chauff., Salons récep., salle-musée et un Tél.749-80

RECEIVED 22 Jan 1964

SERVICE DES ABONNEMENTS
6, rue des Mathias
75427 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.M.		
108 F	195 F	370 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE		
198 F	375 F	710 F
ÉTRANGER (par avion)		
Z — BELGIQUE — LUXEMBOURG — PAYS-BAS —		
135 F	250 F	480 F
IL — TUNISIE		
173 F	475 F	910 F

Par voie aérienne, tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virements) doivent joindre à leur demande :

— pour les abonnements annuels : deux quittances (deux ou plus) ;

— pour les abonnements semestriels et trimestriels : une quittance ;

— pour les abonnements mensuels : la dernière bande d'envoi et toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous nos noms propres en capitales d'imprimerie.

EXPOSITION

N. 1. — Art primitif.
N. 2. — Art ancien.
N. 3. — Art moderne.
N. 4. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 5. — Orfèvrerie.
N. 6. — Tableaux mod., tapis anc. et mod., objets d'art et styl., tapis.
N. 7. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 8. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 9. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 10. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 11. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 12. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 13. — Objets d'art et d'ameubl.
N. 14. — Livres anc. et mod.
N. 15. — Extrême-Orient.

VENTES

N. 1. — Bijoux, objets vtr., argent.
N. 2. — mod.
N. 3. — Bibliothèque d'un amateur.
N. 4. — voyages, histoire.

PALAIS D'ORSAY

Expositions du 1^{er} juin - 1^{er} juillet et 21 h.

Import. meubles et sculptures mod.

Tableaux contemporains.

On parle beaucoup de l'ère post-Liebertmannienne » ■ L'Opéra et l'administration » ■ Lui-même, employé l'expression, mardi 7 juin, au cours de l'exposé qu'il a fait de ses projets devant ses chefs de service, les membres du Comité d'atelier un peu vite qu'il est à encore pour trois ans et nous prépare quelques créations exceptionnelles, entourées par les soirées somptueuses d'un service permanent (voir ci-dessous).

Mais il est vrai que sa succession est ouverte et s'avère même assez urgente, me saison lyrique se programmera trois ans à l'avance, ■■■■ serait-ce pour engager les chanteurs internationaux. Des candidats se sont déjà manifestés, mais, selon M. d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, aucune décision ■■■■ prise. Il semble exclu qu'on fasse appel à un étranger, quoique les personnalités de talent et de renommée soient guère nombreuses en France.

Tout ce manège, il ne semble pas que la désignation du nouveau administrateur soit la tâche prioritaire. Mieux vaudrait définir une fois pour toutes la politique à poursuivre à l'Opéra de Paris, après le Dr Liebermann. La tâche paraît exceptionnelle. Les objectifs à atteindre, le type d'exploitation, l'équilibre financier, l'organisation administrative, la reconstruction des troupes, l'organisation du ballet, l'éventualité d'un nouveau salle, tout cela devrait trouver lieu à un large débat public, au sein d'une administration de la R.T.N. et du Parlement (M. d'Ornano s'y est récemment engagé, qui défendait les enseignements tirés de l'exploitation fastueuse, mais coûteuse, et préparait un cadre d'action bien défini au futur responsable).

Les éléments de ce livret, si
moins sur le plan technique et
et financier, existent dans le rap-
port de la commission.
par M. François Bloch-Laine, qui
avait été instauré en mai 1976
par M. Jacques Chirac, alors pre-
mier ministre, et devait proposer
« les réformes nécessaires à une
vraie action de rétablisse-

COMMODEMENT installé dans les décors *antiques* — herbe sèche, Merz, boulesaux — nous — qu'habitent les autres soies la Dams de la mer, d'isen, sur la scène du Nouveau, Carat, le dernier comédien de l'itinéraire ressemblait un peu à une garçonne, mais la venue ou non, l'œil et l'oreille n'étant pas absolument indépendants, la même musique jouée au même rythme a produit un effet identique. Un peu de discernement permettait tout de même de se rendre compte que la musique de Steve Reich n'est pas celle de Gligo, ou d'être déconcerté par la définition savoureuse placardée à l'entrée que l'auteur de *Poor Gyal* donne de ces géants nordiques un peu ziaïes).

Une fois lancée, *Pendulum Music*, de Steve Reich, pour quatre microphones-pendules qui se balancent devant un double haut-parleur, se poursuit sans interruption, avec des bruits effarés du claquage éternel des sons cont-

nus, et puis cela s'arrête sentimentalement comme cela a commencé.

L'orage d'après *Giorgetti's*, d'Enigma Difurati, a été écrit cette année à Royan par les membres du Studio-11 (*Le Monde* du 5 avril). Reprise ici par les musiciens de l'itinéraire, cette longue pièce dure vingt-cinq minutes, elle exploite évidemment les plus beaux et leurs vibrations, dure un peu trop qu'on ne voudrait, car si réelles que soient les émotions (la montée vers l'align par exemple), elles ne suffisent pas toujours à maintenir l'intérêt qu'on est prêt d'emblée, à accorder à une musique marquant son rythme ses rythmes à l'auditeur.

Plus atroce, violente même, la pièce suivante de Fernand Vandenberghe — *Fernand Vandenberghe* — temps, pour deux groupes à huit microphones et dispositifs acoustiques manipulés en direct (fermeture de portes, rediffusion d'un retard de dix secondes) — n'est pas l'une des meilleures.

Un **trio** ■■ fermierse vient d'être pris par la prefecture de police contre le Théâtre Campagne ■■■. Mardi 7 juin, les responsables de l'entreprise se sont vu notifier l'arrestation d'une durée de trois mois. Motif : gêne causée par le bruit. Ils estiment pourtant avoir porté une attention particulière à ce problème. A juste titre, semble-il, car les groupes électrifiés apparentés au rock ne se font entendre qu'en de rares occasions, et sont généralement insonorisés et, à partir de 20 heures, les autres musiciens programmés s'y produisent à leur tour, dans l'absence de toute amplification.

C'était ■■ cas mardi pour le chanteur australien David Allen ■■ qu'accompagnait des guitaristes ■■ Ensemble ■■ de Chicago.

Situé à ■■ pas de Montparnasse ■■, le théâtre Premier se ■■ depuis le 1964.

tout d'act public. « L'on ne peut pas danser sur des nuages », généralement orientées, en tout cas fragmentaires et éphémères, avec la plus grande précaution. Mais l'on ne voit pas très bien pourquoi l'organisation et la politique artistique de l'Opéra devraient ressortir aux secrets d'Etat. Déjà, le rapport commandé en 1998 à Jean Vilar n'a jamais été publié, alors qu'il offrait un intérêt scientifique, historique et rétrospectif, pour enfin clarifier les problèmes de l'opéra moderne. Pourquoi l'avenir du théâtre lyrique devrait-il toujours se décider dans les huis clos des cabinets ministériels ?

JACQUES LONCHAMP.

[illegible]

peu ce compositeur ; s'entendant peu, peu dans son même, elle s'achappe à une perception concentrée, l'écoute et se perd dans les détails de la dernière œuvre : programme : *Blending of Emmanuel Nunes*, dure d'une demi-heure. Compte de l'effort imposé au public par un tel programme, on se dit : mais, voilà une erreur qui a peut-être transformé en succès d'estime ce qui aurait pu être un accueil négatif. Mais pour organo-électrique, flûte, clarinette et alto, transformée et redistribuée dans ses haut-parleurs après un synthétiseur, cette partition est fur et la mesure de son talent. Or, elle est si souvent attentive d'une réelle agilité de la mémoire auditive, faite de quel on admire seulement la finesse du contour dans lequel chaque voix suit son chemin et se développe selon ses propres lois ; on admire et l'on propose que l'on finisse. Mais, d'ailleurs, n'est-ce pas cause : d'être nées en valeur, or se lassent des meilleures choses, et elles ne peuvent s'y résigner facilement.

GERARD CONDE

GERARD CONDE

ça peut



rapporteur

gros



LOLO

DANIEL CAUX

Cinéma

Variétés

[illegible][illegible]

**MULTI
CINE**

ELISA YIDA MHA

KLYBRES LINCOLN/MAYFAIR
SAINT-LAZARE PARADISE
SAINT-PIERRE/MATIN

CAR WASH
NORTE CARLO DRAGERS
SAINT-GERMAIN STUDIO

VERA BAXTER
KLYDEE LINCOLN - QUINTETTÉ

LA DENTELLIÈRE
SAINT-GERMAIN VILLAGE/NATION

LA QUESTION
QUARTIER LATIN

cinéma

JACQUES PRÉVERT

CINÉMA CRITIQUE

CINÉMA ARABE

ET TOUTE L'ACTUALITÉ

En vente partout
et 4, rue Orsini: Paris. (15°) :

G.C. NORMANDIE - BRETAGNE
ODEON - HELDER - U.G.C.
OBELIS - U.G.C. GARE DE L'EST
MISTRAL - 3 SECRETAN
3 MURAT
PARAMOUNT-MAILLOT
BUXY Vol-d'Hyères

• C'est un film sur l'amour et comme tous les bons films de Truffaut, celui-ci aide à vivre.

LE MONDE

**L'HOMME
qui aimait
LES FEMMES**
FRANÇOIS TRUFFAUT

Quatre Cents Coups : jeu. : Ascenseur pour l'échafaud : vend. : A
souffle : sam. : la Beau
dim. : Elschischme mon
amour : lundi : Paris nous appen-
tient : mardi : Adieu Philippe.

[illegible]

Aventures du Pinocchio : 16 h. 8
le Pantalon : 18 h. 15 : Miracle
l'Alliance : 20 h. : les Monstres
22 h. 15 : Un poète, un train et
un monde

LAIN TANNER, *composé*, 16 h. (562-
61-45) : Les deux : Balmain
dus : vap. : la Retour d'Afri-
que : 22 h. : la Mille du monde
Jandi, mari : Jonas, qui sera vingt-
cinq ans en l'ao 2000.

NOÏTES A FILMS (v.o.), 15 h (704-
51-60), 1 h. 15 h. : Pink Floyd
et les Beatles : 15 h. 15 h.

GALE ET GROUPE O
les 11 et 12 à
les 13 et 14 à
les 15 et 16 à
les 17 à
les 18 à
les 19 à
les 20 à
les 21 à
les 22 à
les 23 à
les 24 à
les 25 à
les 26 à
les 27 à
les 28 à
les 29 à
les 30 à
les 31 à
les 32 à
les 33 à
les 34 à
les 35 à
les 36 à
les 37 à
les 38 à
les 39 à
les 40 à
les 41 à
les 42 à
les 43 à
les 44 à
les 45 à
les 46 à
les 47 à
les 48 à
les 49 à
les 50 à
les 51 à
les 52 à
les 53 à
les 54 à
les 55 à
les 56 à
les 57 à
les 58 à
les 59 à
les 60 à
les 61 à
les 62 à
les 63 à
les 64 à
les 65 à
les 66 à
les 67 à
les 68 à
les 69 à
les 70 à
les 71 à
les 72 à
les 73 à
les 74 à
les 75 à
les 76 à
les 77 à
les 78 à
les 79 à
les 80 à
les 81 à
les 82 à
les 83 à
les 84 à
les 85 à
les 86 à
les 87 à
les 88 à
les 89 à
les 90 à
les 91 à
les 92 à
les 93 à
les 94 à
les 95 à
les 96 à
les 97 à
les 98 à
les 99 à
les 100 à

CAMPAGNE PREMIERE
le 11 et 12 à
le 13 et 14 à
le 15 et 16 à
le 17 et 18 à
le 19 et 20 à
le 21 et 22 à
le 23 et 24 à
le 25 et 26 à
le 27 et 28 à
le 29 et 30 à
le 31 et 32 à
le 33 et 34 à
le 35 et 36 à
le 37 et 38 à
le 39 et 40 à
le 41 et 42 à
le 43 et 44 à
le 45 et 46 à
le 47 et 48 à
le 49 et 50 à
le 51 et 52 à
le 53 et 54 à
le 55 et 56 à
le 57 et 58 à
le 59 et 60 à
le 61 et 62 à
le 63 et 64 à
le 65 et 66 à
le 67 et 68 à
le 69 et 70 à
le 71 et 72 à
le 73 et 74 à
le 75 et 76 à
le 77 et 78 à
le 79 et 80 à
le 81 et 82 à
le 83 et 84 à
le 85 et 86 à
le 87 et 88 à
le 89 et 90 à
le 91 et 92 à
le 93 et 94 à
le 95 et 96 à
le 97 et 98 à
le 99 et 100 à

CAVEAU DE LA NUCE
Maxime Saury.

1979 Polakowski; 18 h. 30 : Jéhanth
 1980 1981 1982 1983 1984 1985
 + 24 h. 10 : 1986 1987 22 h.
 1988 1989 1990 1991 1992 1993
 1994 1995 1996 1997 1998 1999
 2000 2001 2002 2003 2004 2005
 2006 2007 2008 2009 2010 2011
 2012 2013 2014 2015 2016 2017
 2018 2019 2020 2021 2022 2023
 2024 2025 2026 2027 2028 2029
 2030 2031 2032 2033 2034 2035
 2036 2037 2038 2039 2040 2041
 2042 2043 2044 2045 2046 2047
 2048 2049 2050 2051 2052 2053
 2054 2055 2056 2057 2058 2059
 2060 2061 2062 2063 2064 2065
 2066 2067 2068 2069 2070 2071
 2072 2073 2074 2075 2076 2077
 2078 2079 2080 2081 2082 2083
 2084 2085 2086 2087 2088 2089
 2090 2091 2092 2093 2094 2095
 2096 2097 2098 2099 2100 2101
 2102 2103 2104 2105 2106 2107
 2108 2109 2110 2111 2112 2113
 2114 2115 2116 2117 2118 2119
 2120 2121 2122 2123 2124 2125
 2126 2127 2128 2129 2130 2131
 2132 2133 2134 2135 2136 2137
 2138 2139 2140 2141 2142 2143
 2144 2145 2146 2147 2148 2149
 2150 2151 2152 2153 2154 2155
 2156 2157 2158 2159 2160 2161
 2162 2163 2164 2165 2166 2167
 2168 2169 2170 2171 2172 2173
 2174 2175 2176 2177 2178 2179
 2180 2181 2182 2183 2184 2185
 2186 2187 2188 2189 2190 2191
 2192 2193 2194 2195 2196 2197
 2198 2199 2200 2201 2202 2203
 2204 2205 2206 2207 2208 2209
 2210 2211 2212 2213 2214 2215
 2216 2217 2218 2219 2220 2221
 2222 2223 2224 2225 2226 2227
 2228 2229 2230 2231 2232 2233
 2234 2235 2236 2237 2238 2239
 2240 2241 2242 2243 2244 2245
 2246 2247 2248 2249 2250 2251
 2252 2253 2254 2255 2256 2257
 2258 2259 2260 2261 2262 2263
 2264 2265 2266 2267 2268 2269
 2270 2271 2272 2273 2274 2275
 2276 2277 2278 2279 2280 2281
 2282 2283 2284 2285 2286 2287
 2288 2289 2290 2291 2292 2293
 2294 2295 2296 2297 2298 2299
 2300 2301 2302 2303 2304 2305
 2306 2307 2308 2309 2310 2311
 2312 2313 2314 2315 2316 2317
 2318 2319 2320 2321 2322 2323
 2324 2325 2326 2327 2328 2329
 2330 2331 2332 2333 2334 2335
 2336 2337 2338 2339 2340 2341
 2342 2343 2344 2345 2346 2347
 2348 2349 2350 2351 2352 2353
 2354 2355 2356 2357 2358 2359
 2360 2361 2362 2363 2364 2365
 2366 2367 2368 2369 2370 2371
 2372 2373 2374 2375 2376 2377
 2378 2379 2380 2381 2382 2383
 2384 2385 2386 2387 2388 2389
 2390 2391 2392 2393 2394 2395
 2396 2397 2398 2399 2400 2401
 2402 2403 2404 2405 2406 2407
 2408 2409 2410 2411 2412 2413
 2414 2415 2416 2417 2418 2419
 2420 2421 2422 2423 2424 2425
 2426 2427 2428 2429 2430 2431
 2432 2433 2434 2435 2436 2437
 2438 2439 2440 2441 2442 2443
 2444 2445 2446 2447 2448 2449
 2450 2451 2452 2453 2454 2455
 2456 2457 2458 2459 2460 2461
 2462 2463 2464 2465 2466 2467
 2468 2469 2470 2471 2472 2473
 2474 2475 2476 2477 2478 2479
 2480 2481 2482 2483 2484 2485
 2486 2487 2488 2489 2490 2491
 2492 2493 2494 2495 2496 2497
 2498 2499 2500 2501 2502 2503
 2504 2505 2506 2507 2508 2509
 2510 2511 2512 2513 2514 2515
 2516 2517 2518 2519 2520 2521
 2522 2523 2524 2525 2526 2527
 2528 2529 2530 2531 2532 2533
 2534 2535 2536 2537 2538 2539
 2540 2541 2542 2543 2544 2545
 2546 2547 2548 2549 2550 2551
 2552 2553 2554 2555 2556 2557
 2558 2559 2560 2561 2562 2563
 2564 2565 2566 2567 2568 2569
 2570 2571 2572 2573 2574 2575
 2576 2577 2578 2579 2580 2581
 2582 2583 2584 2585 2586 2587
 2588 2589 2590 2591 2592 2593
 2594 2595 2596 2597 2598 2599
 2600 2601 2602 2603 2604 2605
 2606 2607 2608 2609 2610 2611
 2612 2613 2614 2615 2616 2617
 2618 2619 2620 2621 2622 2623
 2624 2625 2626 2627 2628 2629
 2630 2631 2632 2633 2634 2635
 2636 2637 2638 2639 2640 2641
 2642 2643 2644 2645 2646 2647
 2648 2649 2650 2651 2652 2653
 2654 2655 2656 2657 2658 2659
 2660 2661 2662 2663 2664 2665
 2666 2667 2668 2669 2670 2671
 2672 2673 2674 2675 2676 2677
 2678 2679 2680 2681 2682 2683
 2684 2685 2686 2687 2688 2689
 2690 2691 2692 2693 2694

STUDIO CHANDON (250-07-28), Les
11 et 12. À 21 h. : *Susy Blanc*,
— **LA VIE INTERNATIONALE** (889-
39-69), 21 h. : *Mart Mignon* (der-
nière le 11) ; à partir du 14, à
21 h. : *Compagnie alphabétique* (in-

8, 9 et 10
de des de-
12-15
h. 30 :
12-30) la 12
A. R. Boni.
8, 9 et 10
12-15 :
12) 11
(348-85-35)
LES OPÉRÉTES.
ARTS-HERCOTOT (367-53-23) (dim.
soir, jeudi), 20 h. 45. Mat. dim. &
h. 6 et 10 h. 30 : Les Comédiens du
Gala.
COLLE DES AFFAIRES DE FEMES.
Hôtel Intercontinental (250-57-50),
la 10 à 21 h. : Mori.
LES SAINT-JAQUES.

18 h. : Hector
19 h. : Shire.
20 h. (75-75)
21 h. : Remonte
22 h. : David
23 h. : Bijou
0 h. : Shakin

14 et 15 h. :
17 h. 31 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

16 h. :

17 h. :

18 h. :

19 h. :

20 h. :

21 h. :

22 h. :

23 h. :

0 h. :

1 h. :

2 h. :

3 h. :

4 h. :

5 h. :

6 h. :

7 h. :

8 h. :

9 h. :

10 h. :

11 h. :

12 h. :

13 h. :

14 h. :

15 h. :

1

Le music-hall

MAISON FOUR TOUS, le 30
20 h. 30 : Valse ;
les ballets
vend. 11 h. 20 h. 30 : le Vieux Paris en
un song.

CH. MARAIS
01-60), les
Dames du
Japon, par
le 10 h. 30
et 8 h. 30
l'Inde.

ELYSEE-MONTMARTRE (400-20-78)
(D.) 21 h. : Oh! Calcutta.

FALACE (74-45-97) (L.) 19 h.
nando Marquis ; 22 h. 45 : Sylvia
Kuhn dans 35 minutes a.

FALACE DES ARTS (22-25-14)
à 20 h. 30 : Philippe Châtel.

OLYMPIA (763-25-69), les 6, 8 et 12
h. 30 : Les 1000 ans de l'Inde.

BALZAC ÉLYSÉES vo. • STUDIO CHRISTINE vo
ACTION RÉPUBLIQUE vo

LES CHIFFES D'UNE VIE

DE JOHN LENNON ET PAUL MCCARTNEY

EN SON STEREOPHONIQUE

LA GUERRE
LA MUSIQUE
HOLLYWOOD
ET NOUS...

A MUSICAL
AND HISTORICAL
PATCHWORK

LA GUERRE LA MUSIQUE HOLLYWOOD ET NOUS
(ALL THIS AND WORLD WAR I)

Disponible en cassette et en disque compact. Les commandes doivent être adressées à la maison de production de la musique, 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris. Les commandes doivent être accompagnées du montant de la commande. Les commandes doivent être adressées à la maison de production de la musique, 10, rue de la Chapelle, 75010 Paris. Les commandes doivent être accompagnées du montant de la commande.

HAUTEFEUILLE - OLYMPIC ENTREPOT.

A black and white photograph of a city street at night. The street is dark, with several cars visible, their headlights and taillights glowing. The buildings lining the street are dark, but some windows are lit up, and there are streetlights visible. The overall scene is a typical urban night view.

News from home
News from home
News from home
un Film de Chantal AKERMAN.

PARAMOUNT ELYSEES (v.o.) - PUBLICIS ST-GERMAIN (v.o.) - STUDIO ALPHA (v.o.)
PARAMOUNT MARIVAUX (v.f.) - PARAMOUNT MONTPARNASSE (v.f.)
ALPHA Argentine (v.f.)

**Remplace avec brio dans le contexte
des "Raisins de la colère".**
L'EXPRESS

Tour à tour drôle et émouvant...
**Le metteur en scène joue sur tous
les registres avec un bonheur constant.**
FRANCE-SOIR

**Une œuvre réussie dans sa description
d'une Amérique sauvage...**
Evoque "Mr DEEDS" et Gary Cooper.
L'AURORE

Un grand film sans conteste.
LE PARISIEN LIBÉRÉ

D'un réalisme saisissant.
**Hal Ashby a parfaitement assimilé
les références à John Ford.**
LE MONDE



**EN ROUTE
POUR LA
GLOIRE**
(Bound for glory)

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLE**
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.3
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

EST LE CŒUR - LE MARAIS

**ALICE
DANS
LES
VILLES**

de
WIM WENDERS

avec
Rüdiger VOGLER

Distributions **CAPITOL FILMS/MICZ**

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

U.G.C. OPÉRA - STUDIO RIVOLI

Bilitis

4^e MOIS
DE SUCCÈS!

UN FILM DE DAVID HAMILTON

UGC BIARRITZ VO • UGC OPÉRA VO • UGC BANTON VO • BIENVENUE MONTPARNASSE VO

UN FILM DE
TERRY GILLIAM
LE ROMAN DE
**MONTY
PYTHON**
SACRÉ GRAAL

JABBERWOCKY

AVEC MICHAEL PALIN - HARRY H. CORBEET - JOHN LE MESURIER - WARREN MITCHELL - MAX WALL

CYRANO VERSAILLES - ARTEL NOGENT

UGC BIARRITZ - UGC OPERA - UGC ODEON - MISTRAL - 14 JUILLET BASTILLE - PLM St JACQUES
Périphérie : CYRANO Versailles - ARGENTEUIL - ARTEL Rosny

3^{ème} mois LA COMMUNION SOLENNELLE

[illegible]

CHAÎNE I TF 1

VISIT
du PARITAIRE

J. CHAMPION

à partir de la
101 22-12-78

Tout sur

L'ADOPTION

J. DELMAS

114 p 68 F

20. 30. Emission de l'I.N.A. : L'épreuve des
deux (Sylviane, la mère l'appelle, rse) // Bon-
22. a. Document, l'Année de la Reine - 1982.
En 1982, la reine Elizabeth d'Angleterre
montait sur le trône.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Magazine d'information Question de temps (M. Valéry Giscard d'Estaing face aux jeunes).

Après un reportage réalisé par trois élèves d'une classe terminale du lycée Saint-Siméon, à Lyons, des questions ont été posées au président de la République par l'ensemble de la classe (série C).

23 h. Jazz : la parade des Arènes de Cimiez & Nicaïel, J.-Ch. Averty

23 h. 30, Journal

CHAINE 1 : TF 1

De 12 h. 15 à 13 h. 50. Programme de la mi-journée ; reprises à 18 h. jusqu'à ■ h. 30.

20 h. ■ Téléfilm américain : Une famille comme les autres.

■ Tranche de jeu quinquennale en Californie.

21 h. 45. Magazine d'information : l'Evénement d'ENR en question.

■ Les enquêtes de François Debry, assisté d'un dach.

23 h. Journal.

CHAINE 11 : A 2 :

De 13 h. 35 à 20 h. 30. Programme ininterrompu avec, à 15 h. Téléfilm : - La Ferme de Crow Haven.

20 h. Film : DOMICILE CONJUGAL.

■ F. Truffaut (1970), avec J.-P. L aud, C. Jado, F. Berg r, D. Cecaldi, C. Duhamel, D. Boulanger.

■ Antoine Bonnet a épousé Christine.

■ Jeune fille du Batavia trouve fil   son petit garçon Miki Antoine trouve sa femme avec un japonais. Une comédie mélancolique et d faisante série adulte et les comédies du mariage. ■ des meilleurs films de ce temps plus le film de François Truffaut.

22 h. 10. M di te. Les jours de ■ vie, de P. Desgraupes, ■ J. Bernard. Première partie ; Nôtre aujourd'hui.

23 h. 10. Journal.

CHAÎNE III : FR 3.

20 h. III. FILM (les grands noms de l'histoire du cinéma) cycle Aspects du cinéma italien : DRAME DE LA JALOUSIE, d'E. Scialoja (1970), avec M. Mastroianni, M. Vittì, G. Gianini, M. Zarzo, M. Merini (Rediffusion.)

22 h. 10. Journal

FRANCE-CULTURE

20 h. La musique et les hommes : Musique dans les collèges anglais, par D. Fernandes ; 23 h. 20. Entrebiens avec Birgitta Tromén, par Jean Daive ; 23 h. La nuit ; 24 h. 55. Poésie : Edouard Glissant.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée internationale de [] : • Sonate
Sébastian Bach, par Radu F. [] : • Sonate
op. 2 n° 1 a, • Sonate op. 27 n° 1 a, • Sonate op. 105 :
22 h. 30. France-Musique, le suit : Nouvelle musique
américaine, avec Pauline Orléans : 6 h. 5. Festival
d'arts traditionnels de Marrakech : 6 h. 30. Nouvelle
chronique de Sam. par J.-P. Gillard

CHAÎNE III : R 3
20 h. 30. FILM Les grands noms de l'histoire
du cinéma, cycle Aspects du cinéma italien :
UNE SAISON EN FENÊTRE de N. Risi (1971)
avec T. Stamp, J.-C. Brialy, P. Bolkan, P. Capponi,
W. Sabetier, G. Segal.

FRANCE-CULTURE
20 h. **Dramatique** : La Tempête, de W. Shakespeare, par Le Roy Hart Theater, réalisation Anne Lemaitre.
22 h. 30. **Entretiens** avec Birgitte Trotzig, par Jean Daive ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie : Edmond Quinault.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Récital de chant, par Martti Talvela.
basco-ender et de l'œuvre de J. Schubert, œuvres de
Moussorgski : Chate et l'œuvre de Martti A.
homage à Adolphe : 23 h. 30. On y danse, par
J.-P. Chevrel. ■■■■ populaire au XIX^e : 0 h. 8.
Festival d'arts traditionnels de Marrakech : 0 h. 30.
Nouvelle chronique de Sam, par J.-P. Gillard.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 8 JUIN
— Le P.P.R. s'exprime à la
« Tribune libre » — FR 2 à
10 h 40

JEUDI 9 JUIN
— « L'Europe » est le thème du
journal de France-Inter, à 13 h
qui a lieu en direct de Bruxelles.
Mme. Olivier Ortolé, vice-pré-
sidente de la Commission euro-
péenne, Georges Spénale, vice-
président du Parlement européen,
Jean-Marie Benoist, auteur de
« Pour une Europe d'avenir »,
Des interventions anonymes
sont également prévues, de

Édité par le S.A.R.L. le Monde.
Général :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.

MM. Jean Lecanuet, président du C.D.S., Michel Debort, ancien premier ministre, fondateur du Comité pour l'indépendance et l'unité de la France, Claude Cheysson, membre de la Commission des Communautés européennes, Mme Colette Flesch, représentant le Luxembourg, Mlle Oren Goldberg, ancien ministre des affaires étrangères du Danemark, et Laurens Brinkhorst, secrétaire d'Etat néerlandais pour les affaires européennes.

— Dom Helder Camara, archevêque de Recife et Olinda, est l'invité du journal de TPI à 13 heures.

— Le parti radical a la parole

— La Fraternité d'Abraham dispose de la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

**EUROPE 1 EN TÊTE
DE L'INDICE CESP**

● Le dernier indice d'écoute du C.R.S.P. (Centre d'études des supports publicitaires) indique que, pour la première fois depuis 1973, Europe 1 prend la tête des stations de radio avec 24,1 % d'écoute, moyenne journalière (contre 22,1 % l'an précédent) devant R.T.L. (21,1 %) et France-Inter, (19,1 %).

« LA MER VIVANTE »
A LA MAISON

● Jusqu'en 3 juillet, Radio-France présente une exposition consacrée à « la mer vivante ». Les transports, le pétrole offshore et la plaisance, les nodules polymétalliques et la recherche océanographique, les vacances et la pollution sont l'occasion de montrer des maquettes, des dioramas, des animaux naturalisés et des sonagrammes.

★ Maison de Radio-France, quai Kennedy, Paris, 18^e, ouvert tous les jours de 10 h. à 19 h. Entrée gratuite.

POUR ELLE COSTUMES POUR LUI

Printemps Été

- non doubles, **235 F 270 F**
- extra légers, **283 F 320 F**
- lavables,
- défroissables

**PRIZ, COUPE, QUALITÉS
IMBATTABLES**

NOUVEAU!

POUR VOS

LUNETTES

La Société Industrielle d'Optique (S.I.O.)
1^{er} LABORATOIRE DE MONTAGE OPTIQUE FRANÇAIS
lance une formule révolutionnaire.

**LUNETTES OPTIQUES
A PRIX FORFAITAIRE**

optical-forfait

OPTICAL-FORFAIT c'est une nouvelle collection de lunettes optiques, gaies, originales et sérieuses mais toujours très actuelles : 700 montures présentées en libre choix. Quelle que soit la monture choisie par vous dans cette collection exclusive et quelle que soit la puissance de vos verres correcteurs : (1).

UN SEUL PRIX TOUT COMPRIS

forfaitaire et sans surprise **250'** **monture et verres à votre vue**

Les montures et les verres optical-forfait sont tous garantis gratuitement un an contre la casse.

optical-forfait

est vendue en exclusivité

En étage : **48, rue de Miromesnil. Paris 8^e.** (métro Miromesnil)
92, avenue des Ternes. Paris 17^e. (métro Porte Maillot)

En étage : **24, rue du 4 Septembre - Paris 2^e.** (métro Opéra).

Ouvert de 10 h à 19 h - Fermé le lundi

CENTRE DE RENSEIGNEMENT TELEPHONIQUE : 266.56.78

(1) Il s'agit de verres simple foyer dans la plage (+ 4) à 6 d, ou qui couvre 100 % des cas de myopie en simple foyer. Tous nos verres peuvent être livrés, sans supplément de prix, soit en verres classiques, soit en verres incassables CR 39, blancs ou teintés. Il existe également des forfaits pour les doubles foyers Photographs ; toujours le forfait de base pour adultes de : 178 F. Et un forfait pour enfants de : 150 F.

COSTUMES
Printemps Été

- non doubles, **235 F** **270 F**
- extra légers, **283 F** **320 F**
- lavables
- défroissables

**PRIX, COUPE, QUALITÉS
IMBATTABLES**

E. LECLERC
CENTRE OFFICIEL VETEMENTS
15 boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry
M. BONSERGEANT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT au PARCOMETRE
Ouvert de 9h30 à 12h30 et de 14h à 19h - Ferme Dimanche & Lundi matin

Pour ELLE Pour LUI

COSTUMES
velours ■ coloris
côté ou velours uni

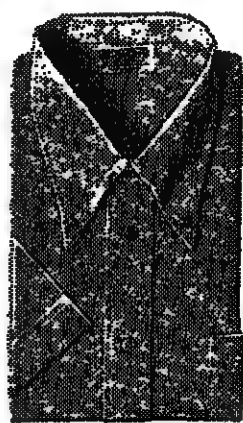
COSSERAT 385 F 445 F

et la fameuse mesure industrielle.

RAYON SPECIAL HOMMES FORTS RAYON SPECIAL HOMMES GRANDES

72

Quinzaine de la chemise



Chemisette unie, manches courtes, 65 % polyester, 35 % coton, 7 coloris.

30,-



Chemisette rayée, manches courtes, 65 % polyester, 35 % coton, 3 coloris.

30,-



Chemise rayée, manches longues, 65 % polyester, 35 % coton, 2 coloris.

30,-



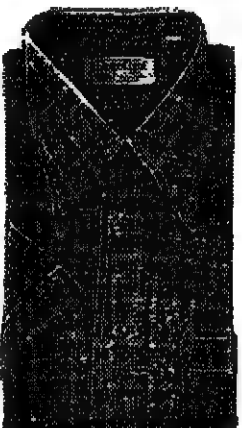
Chemisette rayée, manches courtes, 65 % polyester, 35 % coton, 2 coloris.

35,-



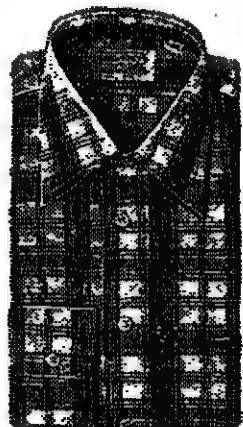
Chemisette jersey, manches courtes, 65 % polyester, 35 % coton, 5 coloris.

35,-



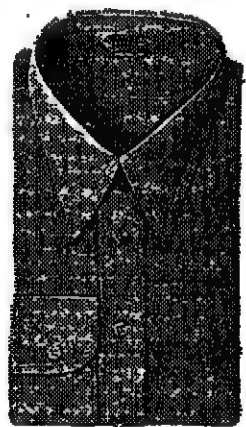
Chemisette côtelée, manches courtes, 65 % polyester, 35 % coton, 2 coloris.

35,-



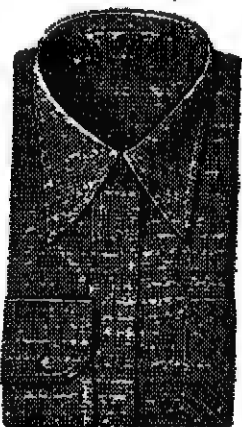
Chemise en madras, manches longues, 65 % polyester, 35 % coton, 2 coloris.

40,-



Chemise fil à fil, manches longues, 65 % polyester, 35 % coton, 1 coloris.

40,-



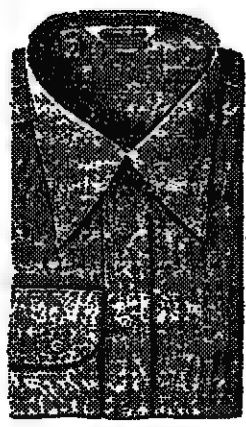
Chemise à carreaux, manches longues, 65 % polyester, 35 % coton, 2 coloris.

40,-



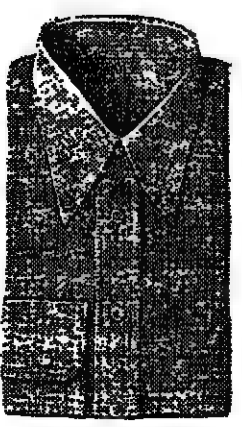
Chemise rayée, manches longues, 65 % polyester, 35 % coton, 1 coloris.

45,-



Chemise rayée, manches longues, 65 % polyester, 35 % coton, 1 coloris.

45,-



Chemise à carreaux, manches longues, 65 % polyester, 35 % coton, 3 coloris.

45,-

Galerias Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine

EQUIPEMENT

ENVIRONNEMENT

L'Aéroport de Paris fait la guerre au bruit

Faire silence sur le bruit ? Ce serait irréaliste car, de manière, le bruit fait du bruit... a reconnu M. Jacques Larché, président de l'Aéroport de Paris, qui présentait, le mardi 7 juin à Bourget, la politique de l'établissement public dans ses relations avec l'environnement.

Le bruit, d'abord une affaire d'argent. L'Aéroport de Paris a déjà dépensé 105,5 millions de francs pour racheter, autour d'Orly et de Roissy, deux cent cinquante et une propriétés. Mais il s'agit particulièrement de propriétés publiques proches des pistes (1). Pour ce produit, l'établissement public a perçu sur chaque propriété par l'Etat des compagnies qui le transportent. « L'effet financier est très positif », a indiqué M. Larché.

Pour minimiser les nuisances, l'Aéroport de Paris définit des trajectoires de décollage et d'atterrissage. L'administration ne dispose d'aucun pouvoir disciplinaire. Mais elle a dressé et constaté aux compagnies fautives. Pour l'heure, l'établissement public procède par sondage et fait un « relevé de trafic » hebdomadaire à Orly et à Roissy. Avant un an, il envisage d'automatiser et de systématiser ce contrôle afin de « sortir tous les écarts ». Ne faudrait-il pas, en fin de compte, verbaliser les contrevenants ? L'Aéroport de Paris ne le pense pas, qui croit aux vertus de la persuasion. « Les pilotes res-

pectent de mieux en mieux les procédures d'envol », constate-t-il. Une déviation par semaine à Roissy, dix par jour à Orly, mais, ici, la trajectoire imposée aux navigateurs est très contraignante.

« Ces contraintes ne sont pas neutres du point de vue du coût et du temps », reconnaît M. Larché. Ainsi la trajectoire de décollage de la Plaine de France, en expérimentation à Roissy, allonge la durée du vol de dix à quinze minutes, ce qui pour Air France, par exemple, représente environ deux heures de vol par an. « Cela dit, il n'y a pas de raison de penser qu'il le restera toujours. »

L'Aéroport de Paris n'impose pas aux avions une norme de bruit comme le font les pays anglo-saxons. « Ce système a un défaut majeur, autant ses responsables », seules les compagnies très rigoureuses sont obligées de se discipliner ; les autres — c'est-à-dire le plus grand nombre — dont le niveau sonore se situe au-dessous de la barre de 140 décibels, ne font aucun effort pour améliorer leurs performances. » Aussi l'établissement public préfère-t-il jouer sur les trajectoires pour obliger les pilotes, sans exception, à mieux contrôler leur machine.

L'Aéroport de Paris, enfin, a pris à sa charge la construction de murs anti-bruit dans la zone d'entretien des avions à Orly et à Roissy. Il a, d'autre part, obligé les compagnies aériennes à s'équiper de réducteurs de bruit de long rayon. L'achat de ces équipements des compagnies est financé par le programme de Roissy : il est réalisé à 65 % à Orly.

beils à proximité immédiate de l'aéroport de Paris disposent de cinq réducteurs qui représentent un investissement global d'environ 7 millions de francs.

Lorsqu'ils doivent subir une visite approfondie, les moteurs sont alors déposés et révisés dans des stations d'essais inscrites. Celle que possède la compagnie nationale sur l'aéroport Charles de Gaulle représente un investissement global de 20 millions de francs.

Somme toute, des solutions d'attente. Longtemps encore, l'avion sera un gêneur. Il n'y a pas de raison de penser qu'il le restera toujours. « Nous devons nous en rendre compte », a-t-il dit M. Larché. Le bruit concerne tous ceux qui sont associés au transport aérien : pouvoirs publics, compagnies, constructeurs, gestionnaires d'aéroports. Et pour des résultats, qui, en tout état de cause, ne seront que très progressifs.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Autour de Roissy, 255 propriétés sont rachetables, 223 demandes ont été déposées et 152 accordées. L'Aéroport de Paris a déjà dépensé 41 millions de francs. Autour d'Orly, 255 propriétés sont rachetables, 154 demandes ont été déposées et 89 accordées. L'Aéroport de Paris a déjà dépensé 25 millions.

Au total, 255 propriétés sont rachetables pour un coût de 3,9 millions de francs. Autour de Roissy, 255 propriétés sont rachetables, 154 demandes ont été déposées et 89 accordées. L'Aéroport de Paris a déjà dépensé 25 millions.

Faits et projets

Construction navale

■ **Un sein de la construction navale.** Les conseils d'administration de la Société métallurgique de Dunkerque et de la Société métallurgique de Roubaix ont approuvé la fusion de ces deux sociétés. La fusion sera réalisée par absorption des actions de la Société métallurgique de Dunkerque par la Société métallurgique de Roubaix. La parité de change est établie sur la base de 1 franc pour 1 franc. La S.M.R. aura alors deux actions de 100 000 francs de France - Dunkerque. (Corresp.)

■ **Importance croissante pour un chantier britannique.** Le chantier britannique Sunderland Shipbuilders vient d'être racheté par un consortium de 10 sociétés. Parmi elles, une seule est française, mais elle est la plus importante. Le consortium a un chiffre d'affaires de 100 millions de livres, ce qui représente plus de 100 millions de francs. La commande porte sur six cargos de ligne de 18 350 tonnes pour la compagnie britannique Bank Line. (A.F.P.)

Un ronronneur

Priorité au silence plutôt qu'à la vitesse. Tandis que, devant les portes du Musée de l'Air, le Concorde 001 partait en patrouille, à quelques mètres de là, le Dash-7 était la vedette. On ne l'aurait pas, si ce n'est pour cette raison-là que ce quadricoptère, présenté par la société canadienne de la compagnie régionale, a été construit par la société canadienne de la compagnie régionale.

Dans leur jargon, les spécialistes disent de lui qu'il est « rustique », en clair, d'un faible coût d'exploitation vu sa consommation de carburant. Le Dash-7 est surtout, selon ses constructeurs, « l'appareil le plus silencieux du monde » : son niveau sonore au décollage est inférieur de 20 décibels au niveau bruyant des biplans de sa catégorie. « C'est un avion de bon voisinage. »

Equippé de cinq sièges, le Dash-7, dont le prix est d'environ 10 millions de francs, peut, en version cargo, transporter environ 8 tonnes de fret. Conçu pour décoller sur des pistes de 600 mètres, il est à même de desservir des aéroports urbains, de s'ap-

procher ainsi des centres-villes sans trop se faire remarquer. Pour l'heure, une seule commande ferme : celle de la compagnie américaine Rocky Mountain, qui voudrait livrer à l'automne prochain.

Parmi les quatre options, quatre ont été prises au nom de l'air. Les responsables de la compagnie régionale affirment vouloir transformer leur lettre d'intention en contrat d'achat, à titre que l'aviation sera certifiée en France, et que le gouvernement canadien mettra en place des financements appropriés. Mais, jusqu'à présent, la compagnie politique d'équipement, la direction générale de l'aviation civile ne paraît pas décidée, pour l'instant, à faciliter la conclusion de cette affaire.

Aujourd'hui, le Dash-7 connaît un beau succès de curiosité. Il y a une dizaine d'années, l'aventure du Dash-7, qui a été présentée à l'Exposition de l'aviation de Paris, a été présentée à l'Exposition de l'aviation de Paris, a été présentée à l'Exposition de l'aviation de Paris.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Ile-de-France

Le conseil régional veut favoriser les transports collectifs

Le conseil régional d'Ile-de-France a adopté, mardi 6 juin, le principe d'un programme triennal de 850 millions de francs par an en faveur des transports collectifs. Le conseil a voté à l'unanimité, par 110 voix (majorité) contre 42 (P.C.) et 12 abstentions (F.S.).

À la fin de l'année 1976, les grands travaux d'infrastructure de transport grevaient leur budget pour plusieurs années, avaient demandé au préfet de leur programme pluri-annuel qui leur permettrait de mieux mesurer l'effort financier à accomplir. M. Lucien Lanier, préfet de région, a donc proposé aux conseils régionaux de la région d'adopter un programme de diminution des dépenses aux transports collectifs, la maintenance de leur effort au rythme des années précédentes, son accélération (il s'agit de 26 mai).

La région d'Ile-de-France consacre 75 % de son budget aux transports, dont 50 % aux transports collectifs et 25 % aux infrastructures routières. Restent 25 % pour les initiatives régionales et les dépenses de l'Etat. Le conseil régional va-t-il augmenter la masse des crédits aux transports en commun au détriment des autres domaines ? M. Paul-Louis (C.D.S.), président de la commission transports et de

circulation, a proposé d'adopter l'hypothèse la plus ambitieuse : la plus haute aboutirait en 1980, 4 milliards 150 millions de francs de dépenses aux transports collectifs, compte tenu de la participation des pouvoirs publics, la part de la région s'élèverait aujourd'hui à 860 millions de francs par an.

Priorité maintenance

Pour M. Tenailon, la priorité aux transports collectifs, à l'occasion des budgets précédents, doit être maintenue. « L'hypothèse la plus haute qui nous est proposée, a-t-il affirmé, n'est en fait, compte tenu de la dette monétaire, que la poursuite de l'effort financier entrepris, jusqu'en 1977 800 millions de francs ont été consacrés aux transports collectifs. » M. Alain Griotteray (P.R.), rapporteur général du budget, a souligné que le choix de l'hypothèse la plus haute aboutirait en fait à une augmentation de la part du budget régional affectée aux transports, et les possibilités d'intervention dans d'autres domaines d'activités resteraient alors limitées les années suivantes dans la mesure où les opérations de transports sont des opérations lourdes qui engagent fortement l'avenir », a déclaré M. Griotteray.

On trouvera des moyens financiers supplémentaires, au cas où un programme plus ambitieux encore serait choisi ? C'est la question à laquelle Mme Brigitte Gros, sénateur (radical) des Yve-

lines et le groupe communiste ont tenté de répondre. Pour la première, l'accélération du rythme des investissements serait possible si la participation de l'Etat passait de 30 à 55 %, un emprunt spécifique de 4 milliards serait également consenti à la S.N.C.F. et la R.A.T.P. C'est aussi une modification des clés de financement que propose le groupe communiste, ainsi que le transfert à la région des bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières.

Les élus régionaux, craignant d'engager l'avenir, avant le vote du budget qui doit intervenir à la fin de l'année, n'ont finalement pris aucune décision de principe en adoptant l'hypothèse la plus ambitieuse présentée par le préfet, « sous réserve des décisions budgétaires ultérieures nécessaires ». Après ce débat, deux constatations s'imposent : tout d'abord une véritable conscience régionale est née au sein du conseil d'Ile-de-France. Alors que les précédents débats sur les transports étaient restés à l'addition des intérêts particuliers, chaque élu y ayant réajusté sa ligne de conduite de son prolongement de la région, les élus ont, au cours du débat, exprimé des préoccupations moins égoïstes.

Un grand pas a donc été franchi, mais certains ne manquent pas de remarquer que, après avoir demandé au préfet un plan pluri-annuel afin de mieux mesurer l'effort qui leur a été demandé, les élus ont refusé de s'engager pour l'avenir. Ils ont néanmoins pris un engagement moral qui devrait se traduire dans le prochain budget.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

سكينة الحلي

PRÉVISIONS POUR LE 3-VII-77 DÉBUT DE MATINÉE

La conduite économique est-elle dangereuse ?

haut sur les lignes droites, où la mutation les force de « pousser » une pointe « surmontée par les petites cylindres » — il devient agréable, presque « sportif », d'être que « l'air écoule » dans le conduit, fait « sans déranger les résistances », inutiles qu'il « rétrograde » et « anticipe » l'« état-à-dire motrice » du « litre » — mais « l'air » « déplace » le « litre » franchement, en « passant » un « rapport inférieur » au « litre » précédent, lorsqu'un « litre » présente « l'air » « bien » « dans » « l'essence » et la « route » n'est pas un terrain de compétition, même s'il « n'est » pas « un » « litre ».

Les normes dépassées

Quelles consommations faut-il espérer ? Les résultats des concours ne sont pas significatifs puisqu'ils ne concernent que des véhicules remarquablement préparés, sur des modèles très « chics », (un « pilote sans bagage »). Même si la version 1977 du Mobil Economy Run (rappelé à l'1) imposera deux équipiers « professionnels » (un « pilote » et un « co-pilote »), les « normes » « normales » des « litres » par « kilomètre » de l'UTAC.

La consommation > la vitesse

correspondre qu'à [] véhicules
[] leurs bagages).
la moyenne routière de
65 km-h (un peu plus s'il s'agit
d'une grosse cylindrée ou si le
parcours est [] et peu
dense). A la vitesse stabilisée []
120 km-h correspond []
110 km-h. Quant à la norme
concernant le passage urbain,
[] peut toujours s'améliorer,
à 19 km-h de moyenne, à condi-
tion d'éviter les sursurges et les

conduite « chauffeur de taxi » qui
 qu'un inconvénient : celui de
 participer au ralentissement du
 trafic et à l'exaspération des
 automobilistes.

MICHEL BERNARD.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1723

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
X									
II									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Fus temporairement un corps flottant : Embarré. — II. Dérailleur toujours : Ebranlé. — III. Pièce de soutien : Appui. — IV. Dispensées quand elles sont rares. — V. Se — infidèle. — VI. — porteur. — VII. Préfixe : Animal. — VIII. Fruits d'Italiens : Troue un tissu fragile. — IX. A qui la campagne — : Ne se faisait pas sans —. — X. Pronom :

Le droit à l'information et la souveraineté des États

Un colloque, organisé à Strasbourg, par l'inscription du droit à l'information dans le droit international, vient également d'avoir lieu.

correspondant

de la chole, à la décente. Certes, jamais jamais franchement dire que la situation est le droit couvrir le droit de la fiscalité en réel dans l'ère d'un monde nous s, la gamme des à la circulation le non- l'analyste étranger sur indolence sur

reprochant de donner une déformée de leurs réalités, nous aspect folklorique ou sensationnel.

Le colloque a également mis les aspects techniques de la situation des agents sociaux de l'information, des agences de presse, à la suite du rapport de la D.P. et de l'adjoint de l'A.F.P. et celle des correspondants de presse.

Le problème de la protection internationale des journalistes, qui s'élève à l'étranger, qui l'objet d'une convention internationale du Conseil de l'Europe.

déformée
nationales

des informa-
tions des pays
technologie avancée.
C'est un moyen
d'être dans d'au-
tre et un véhicule
de la relation des entre-
prises du cinéma.
ou de l'édition.
elle seule vend
des tous l'Adri-
currence, le fier-
ce l'information sori donc
dominus de la compétence en
sement nationale des Etats
a-t-il souligné. Critiquer
attentes des Etats à ce droit
saurait donc être considé-
rable une ingérence des
affaires internes. Rat-on ce
droit international permet
autorise une action de protec-
teurs des initiatives et grou-
qui ont droit à la libre infor-
tion ? Je pense que oui »

COMPTES DU « MONDE » EN 1976

Capital	300 000,00
Réserve légale	30 000,00
Réserve générale	4 242 328,50
Réserve de réévaluation	466 224,41

1940 323	Capital	300 000 000
38 944 641 61	Reserve légale	30 000 000
38 421 528 10	Reserve statutaire	4 948 238 45
38 171 277 03	Reserve de répartition	449 236 44
12	Provisions	106 339 33
2 398 979 30	Dotations et réserves	1 000 000 000
1	Long terme	3 500 000 000
2 398 894 04	Provisions	106 339 33
12	Provisions	106 339 33
2 398 126 46	Provisions	106 339 33
2 398 240 18	Provisions	106 339 33
12	Provisions	106 339 33
5 060 941 61	Provisions	106 339 33
44 621 955 11	Provisions	106 339 33
3 226 932 34	Provisions	106 339 33
183 439 831 18	Provisions	106 339 33

COMPTE D'EXPLOITATION 1978	
CHARGES	
Moyens	Travaux et matériel
38 288 457 03	38 288 457 03
38 100 110 10	38 100 110 10
167 071 651 26	167 071 651 26
38 454 524 22	38 454 524 22
1 030 206 22	1 030 206 22
225 702 70	225 702 70
258 180 920 05	258 180 920 05
3 876 105 18	3 876 105 18
3 876 105 18	3 876 105 18

2	681	844.51
3	908	336.12
		24 793.00
251	872	89

France	2 081 844,51	
Union	3 908 336,12	574 272 272,56
Etranger	34 793,00	
Totaux	6 024 973,63	
Chiffre	331 972,80	
Total	574 172 272,56	

Le brut de 8 400 000 F a diminué d'un million plus et plus encore, et on le calcule en francs néanmoins suffisant pour assurer les investissements de la trésorerie. La rémunération du capital est de 6 % de la valeur nominale, soit un total 18 000 F.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INGENIEURS D'ETUDES BATIMENT ELECTRICITE - CLIMATISATION

Notre société développe son activité second-œuvre à l'étranger. Nous recherchons pour notre Directeur Technique 2 ingénieurs de formation supérieure (A et M, ESE, ou équivalent), ayant quelques années d'expérience d'un bureau d'études d'une direction technique dans le bâtiment.

Nous voulons leur confier une responsabilité de

CHEF DE GROUPE

dans leur spécialité (électricité ou conditionnement d'air). Nous attendons d'eux :

- qualités rigoureuses dans l'organisation
- le fonctionnement de leur section.

Les postes sont à pourvoir à PARIS quelques déplacements à l'étranger. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Veuillez écrire sans tarder avec C.V. photo et prétent. s/réf. 885 à SWEETS B.P. 75424 Paris Cedex 09 qui tr.

Centre de Recherche Biologique de classe internationale

Pour la Direction d'un Service de SPECTROMÉTRIE de masse

Docteur en Sciences ou PhD en Chimie, Biologie, Pharmacologie

- ayant une expérience de 4 à 5 ans dans les techniques de Spectrométrie de masse,
- et 3 ans au moins dans l'application de la Spectrométrie de masse à la biologie.

Rémunération importante.

Adressez C.V. et photo à : Le Monde, 2, rue des Italiens, 75001 Paris-P. qui transmettra.

IMPORTANT PERIODIQUE recherche

chef de publicité

PROFIL :

- passionné d'un esprit rationnel et logique
- aimer la publicité ou avoir le désir d'entrer dans une entreprise avec différentes formes
- doit être capable de synthétiser les différentes lignes d'entreprises
- doit être capable de synthétiser les différentes lignes d'entreprises
- doit être capable de synthétiser les différentes lignes d'entreprises

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 150, rue Hausmann, 75001 PARIS. référence 35244

TECHNICIENS DE MISE EN ROUTE Électricité - Conditionnement d'Air

PARIS/MOYEN-ORIENT

Notre Groupe (4.000 personnes, C.A. : 1,5 milliards de francs) a orienté depuis quelques années ses activités (climatisation, plomberie, électricité) vers les pays du Moyen-Orient.

Nous recherchons quelques techniciens pour assurer la mise en route des installations techniques dans les pays du Moyen-Orient.

Pour résumer dans un C.V. une expérience appropriée (B.T.S.), il faut une EXPERIENCE dans le démarrage des installations techniques sur ce type de pays.

Nous sommes à PARIS avec de fréquents séjours au Moyen-Orient. Il faut savoir parler anglais.

Envoyer rapidement avec C.V. photo et prétentions à : SWEETS, B.P. 75424 Paris Cedex 09 qui tr.

SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche

AGENTS TECHNIQUES

Ingénieurs et techniciens, niveau B.T.S.

- Compétence : électricité et téléphonie.
- Déplacements fréquents Paris-Provence.

Adressez C.V. et photo à : SWEETS, B.P. 75424 Paris Cedex 09 qui tr.

TOTAL COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

La Direction Analyse et Synthèse Opérationnelles de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION, recherche un

AUDITEUR OPERATIONNEL

La mission, dans le cadre de l'assistance aux sociétés pétrolières, est de :

- Diriger les vérifications des fonctions opérationnelles et services fonctionnels qui lui sont assignées
- Aider l'adaptation des sociétés pétrolières aux normes de la Direction
- Assurer la mise en œuvre des activités exercées dans tous les domaines par les unités opérationnelles
- Rendre compte, au moyen d'expressions claires et de rapports écrits, des résultats et former des propositions pour corriger les insuffisances éventuelles, et pour améliorer les conditions de fonctionnement, réduire les coûts.
- Effectuer des interventions spéciales à la demande de la Direction.

Les candidats, de formation supérieure (grandes écoles commerciales ou ingénieurs) auront déjà trois à cinq années d'expérience en contrôle de gestion, audit ou organisation. Ils pratiqueront parfaitement l'anglais. Ils ne sont pas retenus par de fréquentes missions à l'étranger et devront même envisager, après deux à trois ans de formation au Siège, une expatriation en France.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre C.V. (inséparable + photo) au Service Recrutement, 5, rue Michel-Ange 75761 PARIS Cedex 16, sous réf. 77027.

DESSINATEURS PROJETEURS II

pour son bureau d'études

— implantation électrique

— petite mécanique et dessin fine

— conception des pièces moulées en plastique et non moulées

AGENTS TECHNIQUES III

B.T.S. ou D.U.T. électronique

Expérience demandée 3 ans minimum

logique.

G.V. et prétentions à : SWEETS, 2, rue de Valenciennes, Paris-P. qui transmettra.

PHARMACIEN

titulaire 3 C.E.C. min., diplôme rapide, 500.000 francs C.V. détaillé sous n° 420 B. BLEU, 5000 VINCENT.

UN (E) ADJOINT (E)

Le candidat devra posséder un sens commercial très développé

- il sera chargé :
- de l'animation d'une équipe de 15 personnes (commerciales, facturation, magasin)
- du contrôle et de l'animation d'une équipe commerciale permettant de garantir le meilleur service à la clientèle
- expérience professionnelle minimum 5 ans
- entrée en fonction septembre.

Envoyer C.V. (lettre manuscrite avec photo et prétent. s/réf. 125 JRD 30, rue de Valenciennes, PARIS) et photo à : SWEETS, 2, rue de Valenciennes, PARIS.

5 COMMERCIAUX

Fortes connaissances dynamiques des P.M.E.

Ces candidats en contact recevront une formation

DELEGUE CONSEIL

DIRECTEURS ENTREPRISES

Si vous êtes libre immédiatement, possédez voiture + permis

Téléphonez à M. BARRIÈRE, le mercredi 8 et jeudi 9 de 9 h à 19 h au 01-24. P. 24 ou envoyez C.V. sous référence NIVE (reçu par email) à : SWEETS, 2, rue de Valenciennes, PARIS.

Nous sommes un Groupe Industriel Français d'importance internationale

Motivés, nous recherchons

chef du service administratif international

Minimum 20 ans, de formation supérieure commerciale (B.E.C., B.E.C., E.C.E.) ayant travaillé dans un service administratif international ou dans une société à activité internationale.

Ses missions seront :

- Assurer le lien entre les autres Directions de la Société :
- l'élaboration et la gestion du budget de la Division et des filiales internationales du groupe
- l'organisation et le suivi de l'information sur les filiales étrangères,
- une assistance administrative et financière pour la mise au point et la gestion des groupes

Il prioritairement à la mise en place d'un service administratif de gestion permettant de contrôler le fonctionnement des filiales et le déroulement des contacts d'assistance technique.

Localisation : PARIS - Voyages occasionnels.

RÉMUNÉRATION : sera déterminée en fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. et photo + prétentions sous référence 550-41 - 25, rue de Valenciennes, PARIS.

PROSSER International

CONSEIL HUMAINES

IMP. 24, implantée au GABON

rech. pour son centre industriel A. PORT-GENTIL

UN OPERATEUR CONFIERE

sur système 10 6140 ou équiv.

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

débutant pouvant également assurer fonctions OPERATEUR après formation par nos soins à Paris.

Adress. C.V. et photo à : SWEETS, B.P. 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

Importante Société recherche pour son service Commercial

JEUNE INGENIEUR

formation Grande Ecole ou Assimilé, ayant au minimum deux années d'expérience dans la fabrication ou le développement de matériel.

Adress. C.V. et photo à : SWEETS, B.P. 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

PUBLICITES UNIES

112, boul. Voltaire, 75011 Paris.

PRESTA FRANCE

URGENT recherche pour le PORTUGAL

TECHNICIENS

supervision travaux électriques et électroniques

Partent anglais.

Adress. C.V. et photo (reçu par email) à : SWEETS, B.P. 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

SOCIÉTÉ F. BERT

PROGRAMMAT. ANALYSTE G.A.P. 2. Homme ou Femme exp. pour le matériel informatique.

Adress. C.V. et photo (reçu par email) à : SWEETS, B.P. 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Conviendrait à un candidat possédant une expérience machines-outils ou mécaniques.

Création de poste. Anglais nécessaire.

BASE PARIS OU LYON

Adress. C.V. et photo et prétentions, à : SWEETS, B.P. 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

Société spécialisée dans l'emballage

DÉLEGUE TECHNO-COMMERCIAL

1 à 2 ans d'expérience, esprit inventif, ou ayant 1 ou 2 années d'expérience de la vente en milieu industriel.

NOUS PROPOSONS :

- Une situation stable
- Une évolution
- Une voiture

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° T. 2000 à : REGIE-PRESS, 55 bis, rue Beaumartin, PARIS, qui transmettra.

Banque de l'Indochine et de Suez

crédit grande exportation

Jeune diplômé d'études supérieures, avec une première expérience bancaire. Vous devez rédiger les conventions de crédit et les mettre en place.

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction des Affaires Extérieures. Au sein de sa cellule Technique, vous vous verrez confier le montage d'opérations de crédits à moyen et long terme pouvant s'élever à plusieurs millions.

Vous irez défendre les intérêts de la banque. Votre langue de travail sera alors le plus anglais.

Nous avons confié aux consultants de SIRCA le soin de recruter votre candidature. Ecrivez leur rapidement sous référence 77104 M

Sirca

33, rue de Valenciennes, 75001 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEILS A PARIS

recherche

NÉGOCIATEUR CADRE COMMERCIAL

Anglais ANGLAIS

Ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans

Pour négocier à haut niveau avec des sociétés françaises et internationales. Assisté par le service technique, il prépare les dossiers et contrats qu'il va traiter avec les clients.

Fonctions précédant un aspect de négociation et d'initiation ainsi que des capacités commerciales.

Bonne rémunération en fonction de l'expérience professionnelle.

Ecrire en indiquant précises sous références 227 à : CEPHAD, 2, rue Joseph-Barnabé, 75009 PARIS.

PRESTA FRANCE

recherche pour l'étranger

CHEF DE CENTRALE

Compétence particulière turbines à gaz, compresseurs centrifuges

INGENIEUR SCIENTIFIQUE

Superviseur

CONTREMAÎTRE

sur matériel varié

Anglais indispensable

Adress. C.V. et photo (reçu par email) à : SWEETS, B.P. 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

Burroughs

pourrait son expansion et recherche pour ses départements :

- TELECOMMUNICATIONS
- LOGICIELS
- LOGICIELS DE BASE
- FORMATION

ANALYSTES

jeunes diplômés d'études supérieures (maîtrise d'informatique ou ingénieurs diplômés) pour Paris, Lyon, Lille, Afrique du Nord.

Libérés O.M. - Anglais souhaité.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à : M. Louis-Jacques BOLL, S.A. BURROUGHS, 230, av. Laurent-Coty, 92220 Gennevilliers. Réponses rapides à toutes les candidatures.

ANNONCEUR IMPORTANT DANS LE SECTEUR de l'IMMOBILIER et de la CONSTRUCTION recherche

POUR SON SERVICE PUBLICITÉ

UN ou UNE ASSISTANTE de GESTION du CHEF de PUBLICITÉ

Le ou la candidate devra justifier de 2 à 3 années d'expérience dans une agence de publicité à un poste similaire.

DEBRA BIEN - CONNAÎTRE le fonctionnement d'une agence et surtout les rouages internes.

Envoyer C.V. et photo, n° T. 2000 à : REGIE-PRESS, 55 bis, rue Beaumartin, 75001 PARIS.

Finale Groupe BURMAN CASTROL

recherche

DIRECTEUR DE MARKETING

Il devra :

- définir la stratégie marketing
- élaborer et appliquer la politique commerciale des Directions de Vente et superviser la publicité en harmonie avec les directives du Groupe
- participer aux ventes à haut niveau.
- dépendre du P.D.G.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, il devra être parfaitement bilingue anglais.

Une expérience dans une fonction et une activité similaires sera exigée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à : M. BOLL, S.A. BURMAN, 230, av. Laurent-Coty, 92220 Gennevilliers. Réponses rapides à toutes les candidatures.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE spécialisée dans le traitement anti-pollution orléane en filiales à Paris et recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Le candidat devra avoir :

- une formation d'ingénieur chimiste
- une expérience des négociations de contrats clés en main
- une connaissance de la législation dans le domaine de la pollution liquide/gaz
- une parfaite connaissance de l'anglais.

Si l'entreprise développe toutes les dépenses techniques commerciales qu'administratives de la filiale, le candidat pourra envisager nomination au rang de directeur d'une filiale.

Salaires de début intéressants, véhicule de fonction et autres avantages en rapport avec la poste.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 30/20 à : T&A, 17, rue de Valenciennes, PARIS, qui transmettra. aux Consultants chargés de ce recrutement.

beicip

Division des études industrielles recherche

INGENIEURS D'ENTRETIEN INSPECTEURS MATERIEL

Formation Ecole d'Ingénieur

- les candidats devront justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans l'industrie pétrolière ou du raffinage de pétrole et avoir une parfaite connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. au Bureau d'Etudes Industrielles et de Coopération de l'INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE 386, avenue Napoléon-Sauvage, 92502 Reuil-Malmaison Tél. 749.71.71

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEILS A PARIS

recherche

NÉGOCIATEUR CADRE COMMERCIAL

Anglais ANGLAIS

Ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans

Pour négocier à haut niveau avec des sociétés françaises et internationales. Assisté par le service technique, il prépare les dossiers et contrats qu'il va traiter avec les clients.

Fonctions précédant un aspect de négociation et d'initiation ainsi que des capacités commerciales.

Bonne rémunération en fonction de l'expérience professionnelle.

Ecrire en indiquant précises sous références 227 à : CEPHAD, 2, rue Joseph-Barnabé, 75009 PARIS.

PETITE SOCIÉTÉ DE SERVICE EN INFORMATIQUE EN VUE D'EXPANSION recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

(Grande Ecole, B.E.C. ou équivalent)

- ayant la goût d'entreprendre l'esprit d'initiative, des qualités techniques d'information ;
- pour réaliser des logiciels de gestion sur micro-ordinateurs (analyse fonctionnelle, en contact avec la clientèle, élaboration des algorithmes, codage et participation à la programmation).

Envoyer C.V. et photo à : SWEETS, B.P. 75424 PARIS Cedex 09, qui tr.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

LE GAZ SERA FACTURÉ EN KILOWATTHEURE

Poireaux et carottes...

Le gaz de France va abandonner la thermie comme unité de mesure. L'article 4 d'un décret du 4 décembre 1976 prévoit en effet que le gaz sera facturé en kilowatt-heure (kWh) à partir du 1^{er} janvier 1978. Cette mesure, qui ne concerne que le gaz destiné à la consommation domestique, est une conséquence directe de la mise en œuvre de la loi relative à la consommation énergétique. Elle vise à simplifier la comparaison des prix et à faciliter la compréhension des consommateurs. En effet, le kWh est une unité de mesure universelle qui permet de comparer directement le coût de différents types d'énergie (électricité, gaz, pétrole, etc.).

Le décret prévoit également que les fournisseurs de gaz doivent indiquer sur leurs factures le prix du kWh et le rendement des appareils utilisés. Ces informations permettront aux consommateurs de mieux évaluer leur consommation et de choisir l'énergie la plus économique pour leurs besoins.

L'ARABIE SAOUDITE AUGMENTERAIT LE PRIX DE SON PÉTROLE DE 5 % LE 1^{er} JUILLET

L'Arabie Saoudite va relever le prix de son pétrole de 5 % pour s'aligner sur les cours autres pays membres de l'OPEP. Cette décision, annoncée le 5 juin, a pour conséquence d'augmenter le prix du baril de pétrole saoudien de 1,25 dollar. Le nouveau prix sera appliqué à partir du 1^{er} juillet.

Cette augmentation s'inscrit dans le cadre d'une politique de libéralisation des prix du pétrole adoptée par l'OPEP. Elle vise à éliminer les subventions accordées par certains pays membres et à permettre aux consommateurs de mieux évaluer le coût réel de l'énergie.

BILLET

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-BELGES

Un déficit « exemplaire »

A trop courir les sentiers tortueux, la France a perdu sa place sur les marchés proches et lointains. L'évolution de ses échanges commerciaux avec la Belgique, pourrait-on dire, « exemplaire » dans le sens où elle illustre les insuffisances de la politique commerciale française.

Le bilan des échanges franco-belges pour le premier semestre 1977 est en effet très défavorable pour la France. Le déficit s'élève à 1,2 milliard de francs, contre un excédent de 1,1 milliard l'année précédente. Cette situation est due à une augmentation des importations belges vers la France, qui a dépassé celle des exportations françaises vers la Belgique.

LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE FESSENHEIM FONCTIONNERAIT DE NOUVEAU AVANT LA FIN DU MOIS

La première tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) devrait reprendre son fonctionnement normal avant la fin du mois de juin. Cette décision a été prise par le directeur de l'énergie nucléaire de la région, après avoir vérifié que toutes les conditions de sécurité étaient réunies.

La centrale, qui a été arrêtée en mars 1977 pour des raisons de sécurité, est une des plus importantes installations nucléaires de France. Elle produit de l'électricité pour la région et contribue à la couverture des besoins nationaux.

PRIX

L'ESSENCE AUGMENTERA LE 15 JUIN : 6 centimes de plus par litre de super

Le prix des carburants augmentera le 15 juin. Le programme d'action du gouvernement, qui comporte cette hausse, doit encore être approuvé par le Sénat le 9 juin, après avoir été voté par l'Assemblée nationale le 1^{er} juin. La hausse s'appliquera à l'essence sans plomb 90 et 95, ainsi qu'à l'essence diesel.

Cette augmentation est la conséquence de la dévaluation du franc et de l'augmentation des coûts de production. Elle vise à compenser la perte de valeur du franc et à permettre aux producteurs de continuer à travailler dans des conditions normales.

CONJONCTURE

M. Blin, rapporteur général du Sénat : réformes de structure et réduction des inégalités sociales sont les conditions d'un rétablissement durable

M. Maurice Blin (Union centriste), rapporteur général de la commission des finances du Sénat, a souligné, lors d'une audition au Sénat, que la conjoncture économique française est marquée par une stagnation et une dégradation de la situation sociale. Il a insisté sur la nécessité de réformes de structure et de mesures de réduction des inégalités sociales pour assurer un développement durable.

M. Blin a également souligné l'importance de la lutte contre l'inflation et de la réduction des dépenses publiques. Il a appelé le gouvernement à prendre des mesures concrètes pour améliorer la situation des salariés et des retraités.

M. Coulaud, secrétaire d'État à l'Industrie, a déclaré le 7 juin avoir constaté une dégradation de la situation de la raffinerie de pétrole d'Amber, en Gironde. M. Coulaud a ajouté qu'une décision n'avait été prise quant au maintien ou au transfert de l'activité de la raffinerie.

Prenez le temps de travailler.

Air France vous offre les premiers vols du matin vers l'Allemagne.

Paris 7 h 30	→ 7 h 35 Francfort
Paris 7 h 45	→ 8 h 00 Stuttgart
Paris 8 h 05	→ 8 h 05 Dusseldorf
Paris 8 h 05	→ 9 h 50 Berlin
Paris 8 h 10	→ 8 h 40 Munich

(heures locales)

Ces horaires du matin vous permettent d'être à pied d'œuvre au moment où vos homologues allemands commencent eux aussi leur journée d'affaires. Dans la plupart des cas, l'aller-retour est possible dans la journée. Francfort, Dusseldorf, Stuttgart, Berlin, Munich, Cologne et Hambourg au départ de Roissy-Charles de Gaulle exclusivement.

Pour les passagers sans bagages (ou avec valise de cabine) enregistrement possible en satellite 15 minutes avant le départ.

AIR FRANCE
L'Allemagne plus proche.

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

● En Allemagne fédérale, la production industrielle a diminué de 1 % en avril, après avoir augmenté de 2 % en mars. (A.F.P.)

● En Italie, la production industrielle a augmenté de 0,2 % en avril par rapport au mars. Pour les quatre premiers mois de 1977, la progression a été de 8,2 %, contre 8,1 % à la même période de 1976.

● L'endettement global des Américains a augmenté de 10,8 % en 1976, pour atteindre 3 400 milliards de dollars.

France

● La balance commerciale de l'Indonésie durant l'année fiscale 1976-1977 a enregistré un excédent de 2,3 milliards de dollars. Les importations ont atteint 14 milliards de dollars, contre 12,5 milliards pour les exportations.

● Le prix du pétrole brut a augmenté de 5 % le 1^{er} juillet, passant de 11,25 à 11,81 dollars le baril.

constructions neuves

BOULOGNE SUR MER
10 APPARTEMENTS GRAND LOGS
PRIX DE VENTE MODÉRÉS
SERPIM : 520 0045

CHAMPIONNET
R. AXO
DEAUVILLE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

BOULOGNE
P. DOUR
BOULOGNE

FABRICANT - VENTE DIRECTE
**COUVERTS
ARGENTÉ ET INOX
ORFÈVRE**
FRANOR 70, RUE AMELOT
TEL. 700.87.94
M^e St-Sébastien, Formé le samedi

IMMENSE
GARDE-MEUBLES
BAILLY
148, AV. DU MAINE
75014 PARIS
567.43.00

**PARIS
CHAMBERY**

8 vols quotidiens - 1^{er} départ
de Paris-le Bourget à 7h15-90mn de vol.

266.57.40 AIR ALPES

**913 commerçants nous font
confiance, pourquoi pas vous ?**

PARLY 2 - VÉLIZY 2 - ROSNY 2 - SUREST 2 - LA PART-DIEU -
EVRY 2 - ULIS 2 - GRIGNY 1 - BOIGNY 2 - ET BIENTOT :
LILLE-EST - NORD-VALENTIGNEY - BRUXELLES.
Magasins disponibles dans ces centres - Renseignez-vous.

SCC Société des centres commerciaux
20, pl. Vendôme
75001 PARIS **260.32.56**
des années d'expérience au service des commerçants

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Essentiellement à Montpellier
et à Bordeaux

**I.B.M. FRANCE
VA CRÉER SEPT CENTIS EMPLOIS
NOUVEAUX**

La compagnie I.B.M. France a décidé d'embaucher 1000 personnes en 1977. Compte tenu des départs volontaires (retraites, démissions) enregistrés chaque année (300 environ), ce sont 700 emplois nouveaux qui vont être ainsi créés. Les effectifs d'I.B.M. France (18 300 personnes) résideront pratiquement tous en France. Ces emplois nouveaux seront répartis techniques et commerciaux et à 50 % degré d'encadrement. Un tiers de ces emplois sera créé à Montpellier et deux tiers à Bordeaux.

Les commandes sur le marché européen ont sensiblement augmenté. Ces unités fabriquent pour l'Europe les ordinateurs de la gamme 1900 et 1980 dont les commandes sur le marché européen ont sensiblement augmenté.

Le parti communiste présente son « grand programme acier »

Le parti communiste a présenté mardi 8 juin, par la voix de M. Fricman, secrétaire du comité central, son « grand programme acier », comportant une évaluation chiffrée des principaux objectifs et moyens à mettre en œuvre durant la période 1978-1983 dans la sidérurgie française.

La donnée de base de ce « grand programme » est une forte augmentation de la production pour répondre à l'accroissement attendu de la demande intérieure. La mise en œuvre du programme commun devrait conduire au développement des équipements collectifs, grands consommateurs d'acier, tandis que le relèvement du pouvoir d'achat stimulerait la construction de logements et l'achat de biens durables par les ménages. Compte tenu de ces éléments, la production d'acier s'établirait à 35 millions de tonnes en 1983, avec une capacité brute de 37-38 millions de tonnes, contre 33 millions de tonnes actuellement.

La réalisation d'un tel programme, qui comportera pour une

bonne part, afin de réduire le coût des investissements, la rénovation d'équipements existants, nécessiterait l'arrêt immédiat des démantèlements en cours ou projetés à Valenciennes-Trith, à Thionville et à Longwy. Tout en tablant sur la plus haute productivité possible (moins de travail à la tonne d'acier), le plan communautaire escompte la création de vingt-trois mille emplois nouveaux grâce à la création d'une cinquième équipe dans les services à feu continu, à la réduction du temps de travail (quarante heures et trente-trois heures un tiers, suivant les postes) et de diverses mesures telles que l'abaissement de l'âge de la retraite et la cinquième semaine de congés payés.

« Répondant une politique de spécialisation industrielle » qui ne permettrait pas d'assurer de façon satisfaisante l'approvisionnement de base du marché intérieur, le P.C. rejoignant sur ce point M.M. Debré et Ferry, met en cause la responsabilité de la C.E.C.A. dans la crise actuelle, et demande le renforcement aux autorités communautaires de la répartition des dommages causés, la suppression des quotas de production et des carrels, ainsi que le contrôle des importations indirectes.

« Avant fait les comptes de la sidérurgie », le P.C. affirme qu'il ne faut pas se laisser aller à une politique sociale hardie et à un développement économique de haut niveau tout en pratiquant une politique financière rigoureuse qui comporterait un dégonflement des financements par abaissement du taux d'intérêt et consolidation des emprunts, soit au total un allègement de charges de 7 milliards de francs à 1983. Le P.C. y contribuerait en accordant, en 1978, un crédit en capital

exceptionnelle au maximum de 1,5 milliard de francs d'ici à 1980. L'accident brut d'exploitation s'établirait au voisinage de 17 % du chiffre d'affaires à partir de 1981, contre 16 % prévus par le plan patronal. Tout ce programme suppose, naturellement, la nationalisation complète de la sidérurgie française.

(Ce projet constitue, en quelque sorte, le « contre-plan » élaboré par le P.C. qui peut répondre à l'accusation d'idéalisme, et dont les prévisions, cohérentes avec son programme économique, ne sont pas très éloignées de celles du V.F. Plan au début de 1976 (34 millions de tonnes de production en 1980, prévoyait-on alors, contre 32 millions de tonnes pour le P.C. à nationalité actuelle). Les personnes surprises par ces prévisions, qui ne sont pas mal comparées à la productivité actuelle,

LES CLUBS PERSPECTIVES ET RÉALITÉS PROPOSENT DES MESURES POUR FACILITER LA CRÉATION D'ENTREPRISES.

Les Clubs Perspectives et Réalités, qui président M. Jean-Pierre Laroche, viennent de proposer des mesures pour faciliter la création d'entreprises nouvelles. Elles s'articulent autour de trois grands axes :

— Faciliter la création d'entreprises nouvelles par la simplification et l'accélération des procédures, la mise en place de l'entreprise individuelle à responsabilité limitée (préconisée par le rapport Sureau sur la réforme de l'entreprise) et du statut de la sous-traitance ;

— Attribution d'avantages financiers et fiscaux aux créateurs d'entreprises : exonération des crédits à moyen terme pour les investissements immobiliers, conditions de crédit-bail plus avantageuses, révision du système des primes versées par les sociétés de développement régional, déduction de leur impôt sur le revenu, pendant deux ans, des pertes éventuelles de leur société, progressivité de l'impôt sur les bénéfices pendant les quatre premières années de vie de l'entreprise.

LOGEMENT

M. FOURCADE ANNONCE UN LÉGER ACCROISSEMENT DU NOMBRE DES MISES EN CHANTIER

Durant les quatre premiers mois de 1977, on a enregistré un nombre de mises en chantier de logements (135 700 en 1976) mais M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, qui était l'hôte à déjeuner, mardi 7 juin, de l'Association pour la construction, a confirmé le notable ralentissement des demandes et des octrois de permis de construire constatés depuis novembre, ce qui représente un danger pour l'activité des entreprises en 1978.

Les décrets d'application de la loi sur la réforme du financement du logement seront publiés dans les prochains jours, a-t-il indiqué. Pour le ministre, la réforme est plus facile à mettre en œuvre dans la construction neuve qu'en matière de réhabilitation du parc ancien, privé ou public, où « une prudence de sergent » est nécessaire. « Nous ne pouvons maintenant », a-t-il déclaré, « dans la phase de diffusion, d'exploitation, de digestion, d'adaptation des lois, que nous avons en la fonction, la technique, l'urbanisme, le logement la protection des habitants, nous devons faire un grand effort d'adaptation de la part des entreprises. »

Brummell
Printemps Haussmann / Nation / Parly 2 / Vélizy 2 / Créteil / Ivry-Galaxie

Boîte de 4 balles Dunlop (emballage sous pression). **20^F**

Poignet éponge. **4,50^F**

Raquette Nastase Adidas, cordée nylon. **80^F**

Chaussures R. Haillet Adidas. **89^F**

Les prix sont en vacances jusqu'au 23 juin.

LA VIE

Les prévisions des Verreries
la reprise du tra

مكتبة الادب

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les grévistes des Verreries mécaniques de Reims refusent la reprise du travail proposée par la C.G.T.

De notre envoyé spécial

Le combat dans l'établissement sous la forme de débrayages. D'autre part, M. Michel Jeannot, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'agression commise contre le piquet de grève, continue de rassembler les éléments afin de déterminer si l'agression meurtrière a été une initiative personnelle ou si elle a été préparée longtemps à l'avance par des provocateurs. La découverte, mardi matin, par les plongeurs de la gendarmerie nationale de deux car-

abins 22 long rifle automatiques et de plusieurs centaines de cartouches, dans le canal de l'Alaise à la Marne (nos dernières éditions d'ici) ne permet pas encore pour l'instant d'affirmer qu'il y avait plusieurs tireurs. Des expertises balistiques seront ordonnées quand tous les projectiles tirés auront été récupérés. L'autopsie de Pierre Maître devait être pratiquée mercredi. Le magistrat instructeur a d'autre part modifié les chefs d'accusation de M. Claude Lecomte et Bernard Mangematin, qui sont maintenant poursuivis pour homicide volontaire après le décès de Pierre Maître.

L'affaire Furnon embarrasse à la fois le C.N.P.F. et la C.G.T.

Embarrasser à la fois le C.N.P.F. et la C.G.T., c'est l'exploit réalisé actuellement par M. Gérard Furnon. Ce petit patron, âgé de trente-quatre ans, qui dirige une entreprise de confection à Saint-Christol-les-Als (Gard), est parti en guerre contre la C.G.T. et le C.N.P.F. par des collaborateurs du maire de la commune et du président du C.N.P.F. n'a pas retiré de ces démarches toutes les satisfactions qu'il en attendait. Il n'a pas provoqué non plus beaucoup d'enthousiasme dans la « grande presse nationale » qu'il avait convoquée dans un luxueux hôtel parisien : une dizaine de journalistes seulement ont répondu à son invitation.

Pourtant, affirme le petit industriel de Saint-Christol-les-Als, « le CODEL doit devenir la troisième force de demain et la C.G.T. doit disparaître ». Afin que l'on n'ait pas à la déchéance de la France à partir de 1978. Le CODEL veut grouper déjà, selon lui, mille cent adhérents. Il assure avoir reçu le « soutien total » de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises dirigée par M. Léon Glingembre, mais il ne peut faire état de l'appui du C.N.P.F. Pour cause : lors de la réunion, sur le thème du plan industriel, les militants du petit P.-D.G. gardois, l'organisme patronal peut difficilement approuver l'action partiellement

LES CLUBS PERSPECTIVES REALISES PROPOSENT MESURES POUR FACILITER CREATION D'ENTREPRISE

Dans un esprit de conciliation, les clubs perspectives C.G.T. acceptent de discuter les revendications des patrons et les propositions de la direction. La réintégration des deux délégués C.G.T. mis à pied est une question prioritaire. Leur licenciement vient d'être refusé par l'inspection du travail. Un accord est également intervenu sur le principe d'une enquête en charge par l'entreprise de la famille de la victime et sur un certain nombre d'autres revendications. Mais la direction refuse l'augmentation demandée de 10 % de la prime de fin d'année, le paiement des heures de travail à la cinquième semaine de grève payée.

De nombreuses organisations syndicales demandent la dissolution de la C.F.T.

Plusieurs mouvements d'extrême gauche ont appelé à une manifestation mercredi soir à Paris

Tandis que l'arrêt de travail, d'une durée de cinq à quinze minutes, décidé après la fusillade de Reims, a été très largement dépassé dans la France entière, la C.F.T. et la FEN ont, le 6 juin, adressé une lettre commune à M. Raymond Barre, le ministre de l'Intérieur, pour lui demander de révoquer les responsables du mouvement. Les organisations syndicales ont également adressé une lettre commune à M. Raymond Barre, le ministre de l'Intérieur, pour lui demander de révoquer les responsables du mouvement. Les organisations syndicales ont également adressé une lettre commune à M. Raymond Barre, le ministre de l'Intérieur, pour lui demander de révoquer les responsables du mouvement.

LES ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION

La direction de l'entreprise des V.M.C. s'est engagée, par écrit, à appliquer les mesures suivantes :
• Appui et toutes prises en charge nécessaires par la société pour la famille de Pierre Maître.
• Réintégration des deux délégués mis à pied sans attendre la décision de l'inspection du travail.
• Versement d'un « minimum de gratification de fin d'année » égal au douzième de la rémunération annuelle, hors heures supplémentaires. Pour les victimes d'accidents du travail, cette gratification sera calculée sur la base de la rémunération perçue l'année précédente.

Faisant des heures effectuées par le personnel supplémentaire de sécurité les 5 et 6 juin et paiement à tout le personnel de la journée de l'indemnité de 5 % de la rémunération perçue l'année précédente.

• Possibilité, après consultation de la situation dans la profession, d'une heure d'information payée par mois en dehors des heures de travail à l'intérieur de l'entreprise.

• Augmentation de la prime versée aux travailleurs permanents de 135 à 150 F.

Le président de la C.I.P.

Son dynamisme est, en tout cas, « parti de rien ». Il y a douze ans, il a peu à peu agrandi son usine de confection, grâce à une grande rigueur de gestion. Les huit mille pièces (pajamas, chemises de nuit et blouses), qui sortent chaque jour de ses ateliers — cette production a évidemment baissé en raison du conflit — sont vendues à des prix très compétitifs, les marges bénéficiaires étant calculées au plus juste. Une brève visite des locaux de Saint-Christol-les-Als convaincra en outre du bon état du matériel et de l'ordre qui y règne.

Dynamisme, M. Gérard Furnon est aussi ambitieux : avant le conflit, d'importantes investissements étaient prévus pour l'année prochaine. Pourtant, le mouvement a échoué dans une affaire dont les aspects sociaux rappellent curieusement ceux qui préoccupent aujourd'hui les dirigeants du Gard. En novembre 1974, il reprenait, en effet, les anciens établissements Balieu, à Balanès-le-La-Basée, devenus la Confédération industrielle du Pas-de-Calais (C.I.P.). Dans une très longue lettre au personnel, il disait en substance : « Travailliez, trouvez le moyen de vivre, nous sommes tous engagés sur une grande berque, et tous ceux qui ramèneront la C.I.P. à la normale nous le méritons ».

Mais, quelques mois plus tard, M. Gérard Furnon annonçait, dans un plan de restructuration, la suppression de deux cents emplois. La C.I.P.T., soldée, implantée dans cette entreprise, réagissait aussitôt et, dès juillet 1975, le futur président du CODEL abandonnait la partie (1).

Afin de « dénouer la situation », M. Gérard Furnon a proposé à ses ouvriers syndiqués de travailler dans un atelier séparé. La C.G.T. n'a évidemment pas accepté cette dégradation et le tribunal d'Alès lui a donné raison. Mais, curieusement, la section du Gard n'a pas encore porté plainte, après cinquante jours de conflit, pour entrave à l'exercice du droit syndical. Le cas paraît pourtant patent.

C'est que la C.G.T. est aussi, dans cette affaire, embarrassée. Il n'est pas question pour elle, comme le lui aurait proposé le préfet du Gard, de faire appel aux forces de l'ordre pour obtenir la réintégration des ouvriers syndiqués. Le climat à l'intérieur de l'entreprise est déjà assez détérioré, et ce n'est pas l'incident de samedi dernier qui peut apaiser les esprits — deux cocktails Molotov ont été lancés contre la façade de l'usine par un certain « Mouvement révolutionnaire 1977 ». S'agit-il d'une provocation ?

Mais, surtout, la C.G.T. craint pour l'avenir de l'entreprise. En effet, le discours que M. Gérard Furnon tient au personnel ne sonne pas comme celui d'un patron qui se défend. Il est plutôt celui d'un homme qui se défend. Il est plutôt celui d'un homme qui se défend.

Le C.G.C. va tenir son congrès à Versailles du 10 au 12 juin. M. Yvan Charpentier, président sortant, est assuré de sa réélection devant deux autres candidats : M. Paul Marchelli (Fédération de la métallurgie) et Jean Menu (Fédération des mines et de l'énergie atomique), candidats malheureux au dernier congrès. L'unité de la C.G.C. « ne doit pas être entamée ni mise en brèche par des déclarations publiques intempestives », a dit M. Charpentier en présentant à la presse les travaux du congrès le 6 juin.

De son côté, le landesman, M. Paul Marchelli a exposé devant les journalistes les raisons de sa candidature : tout en reconnaissant que M. Charpentier a fait preuve depuis deux ans de grandes qualités, il lui reproche d'être intolérant et d'être conservateur. Il a regretté que, lors de la grève du 24 mai, la C.G.C. « ait monté dans le train après concertation » avec les provocateurs, presque rien n'étant prévu pour y monter dignement.

Le dilemme

Le dilemme est là, et au-delà de ses implications contre le leader de la C.G.T., qui frisent souvent le grotesque — M. Georges Seguy est traité de « responsable de l'économie nationale », de « responsable du chômage en France » et même comparé au maréchal Amin Dada — M. Gérard Furnon le sait bien.

SECURITE SOCIALE

Le Conseil constitutionnel, saisi par le président de la République nationale, a décidé, le 1 juin, que les dispositions de la proposition de loi de M. Joseph Legrand (P.C., Pas-de-Calais) relatives à l'organisation de la Sécurité sociale dans les mines, sont du domaine de la loi et non du domaine réglementaire, ainsi que l'avait estimé le gouvernement.

LA C.F.T. ET LE JUGE

Les dernières élections professionnelles ayant été annulées pour irrégularité — pas de scrutin secret — les élections de la C.F.T. (Confédération française du travail) ont été annulées. Un nouveau scrutin doit être organisé les 7 et 8 juin dans les usines Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Contestant cette annulation demandée par la C.F.T. et proposée par le tribunal d'instance d'Aulnay-sous-Bois, le 1 mars 1977, le syndicat C.F.T. a différé, le 3 juin, un tract dans lequel il formule sa version de l'affaire. Elle est claire : « Le tribunal est situé en territoire communiste où il est facile d'obtenir un bon public. L'audience et le juge semblent être favorables aux thèses de l'Allemand Karl Marx. » Le syndicat conclut simplement : « Le résultat a été l'annulation des élections. »

LOGEMENT

M. FOURCADE AMME EN LEGER ACCROCHEMENT DU NOUVEAU DES MISES EN CHARGE

SECURITE SOCIALE

Le Conseil constitutionnel, saisi par le président de la République nationale, a décidé, le 1 juin, que les dispositions de la proposition de loi de M. Joseph Legrand (P.C., Pas-de-Calais) relatives à l'organisation de la Sécurité sociale dans les mines, sont du domaine de la loi et non du domaine réglementaire, ainsi que l'avait estimé le gouvernement.

AUTOMOBILE

LES REPARATEURS SOUFFRONT D'UNE « IMPORTANTE PENURIE DE MAIN-D'OEUVRE QUALIFIEE »

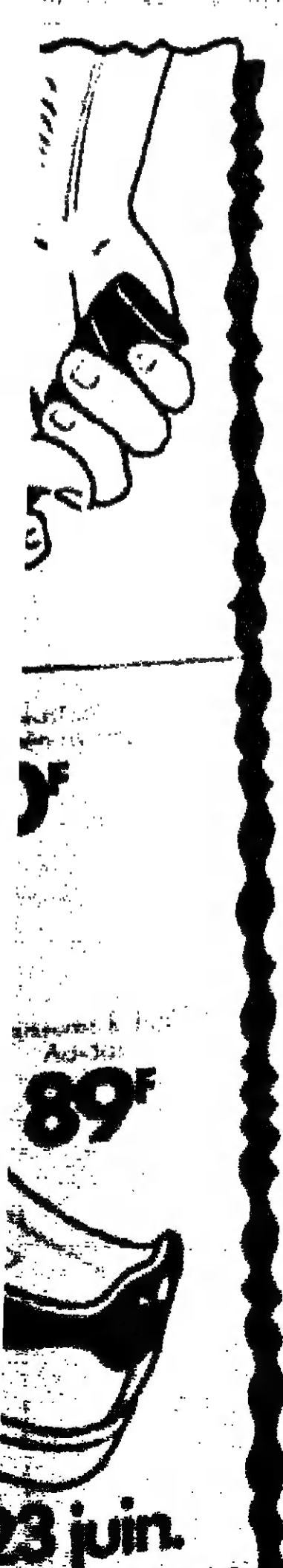
Les commerçants réparateurs d'automobiles, qui se sont réunis en congrès national les 3 et 4 juin, déclarent dans une motion publiée à l'issue de cette manifestation que « les ateliers de réparation d'automobiles, susceptibles d'offrir cent mille emplois nouveaux, voient leurs offres d'emplois inacceptables et continuent ainsi à souffrir d'une très importante pénurie de main-d'œuvre qualifiée ». Ils demandent pour résoudre ce problème que les entreprises prestataires de services « Ils souhaitent aussi la mise en œuvre de moyens de formation et de reconversion en faveur des travailleurs sans emploi, formation qui (...) devra être définie après concertation » avec les professionnels.

SYNDICATS

LE CONGRES DE LA C.G.C. S'OUVRE LE 10 JUIN A VERSAILLES

Le C.G.C. va tenir son congrès à Versailles du 10 au 12 juin. M. Yvan Charpentier, président sortant, est assuré de sa réélection devant deux autres candidats : M. Paul Marchelli (Fédération de la métallurgie) et Jean Menu (Fédération des mines et de l'énergie atomique), candidats malheureux au dernier congrès. L'unité de la C.G.C. « ne doit pas être entamée ni mise en brèche par des déclarations publiques intempestives », a dit M. Charpentier en présentant à la presse les travaux du congrès le 6 juin.

De son côté, le landesman, M. Paul Marchelli a exposé devant les journalistes les raisons de sa candidature : tout en reconnaissant que M. Charpentier a fait preuve depuis deux ans de grandes qualités, il lui reproche d'être intolérant et d'être conservateur. Il a regretté que, lors de la grève du 24 mai, la C.G.C. « ait monté dans le train après concertation » avec les provocateurs, presque rien n'étant prévu pour y monter dignement.



LA VIE ÉCONOMIQUE

SYNDICATS MÉDICAUX

Libres opinions

M. Monier, les GIR et les médecins

par JEAN-CLAUDE HENRARD
et CLAUDE PIGEMENT (*)

LES classes moyennes, en tant que force homogène, ont toujours été l'Arlequin de notre vie politique et sociale. On ne compte plus les tentatives avortées de regroupement, de fédération ou d'unification de ces classes moyennes depuis quelques années. Mais voici qu'une nouvelle opération de rapprochement s'est amorcée. Une de plus, d'ailleurs, car il n'est pas si simple de rassembler la personnalité des promoteurs de ces Groupes Initiative et Responsabilité (GIR) : MM. Charpentier, Combe, Debattista, Glingembre et Monier, amènent respectivement dans la corbeille de mariage un nombre non négligeable de cadres, d'artisans, d'exploitants agricoles, de petits patrons et de médecins. Mais qui peut croire à ces soudaines embrassades entre corporations dont les intérêts ont souvent été opposés ? Il suffit de se rappeler les divergences entre cadres et agriculteurs sur les modalités de l'impôt sécheresse pour s'en convaincre.

Quel est donc le but des GIR ? Sans faire de procès d'intention, une volonté partagée de faire front à la gauche unie autour du programme commun paraît être le ciment de ces groupes. Les propos chaleureux de M. Debattista envers M. Chirac et les invectives de M. Glingembre contre le programme commun ne font qu'éclaircir cette thèse. Mais, au-delà de cet accord purement défensif, apparaît en filigrane l'espoir de reconstituer une base sociale solide au pouvoir actuel en pleine décomposition. Tel est l'objectif profond des GIR, mais on peut déjà douter de la longévité d'une structure qui fait cohabiter certaines catégories sociales en déclin, comme les artisans et d'autres en pleine expansion comme les cadres.

Ainsi que vient faire la Confédération des syndicats médicaux français dans cette galère ?

Il faut être clair : M. Monier, en tant que président de la confédération, engagé de fait la C.S.M.F. dans ce regroupement. La perspective de M. Monier, sorte de Janus, tantôt au visage de président de la confédération, tantôt au visage d'animateur des GIR, ne trompe personne. En cela, M. Charpentier est plus franc quand il affirme engager la C.G.C.

De deux choses l'une : ou M. Monier a été abusé et nous pouvons espérer qu'il prendra vite conscience de la coloration politique de ce mouvement pour revenir à des activités purement syndicales ; ou le président de la C.S.M.F. est engagé dans les GIR en toute connaissance de cause et il lève le masque.

Si cette seconde hypothèse se révélait exacte, si M. Monier a posé tous les risques avant de se lancer dans cette opération, il s'agit d'une véritable usurpation de la liberté de choix politique des médecins confédérés.

Ceux qui pensent que M. Monier n'a fait qu'anticiper un choix naturel des médecins connaissent mal le corps médical tel qu'il évolue actuellement. L'image longtemps accréditée d'une catégorie sociale conservatrice se reconnaissant dans les partis de droite tend à se modifier. Le corps médical ne représente pas un bloc homogène. Comme d'autres professions, il est traversé par des intérêts contradictoires : qu'y a-t-il de commun entre un médecin de centre de Protection maternelle et infantile (P.M.I.) et un chirurgien pratiquant la chirurgie de la clinique ? Qu'y a-t-il de commun entre un patron des hôpitaux dont la consultation privée est florissante et un médecin généraliste de banlieue ou de campagne travaillant soixante heures par semaine environ ?

Au moment où le malaise du corps médical grandit, au moment où de plus en plus de médecins s'interrogent sur les perspectives de leur profession, l'intégration du plus important syndicat de médecins à ce mouvement de sauvegarde d'intérêts corporatistes tourne la dos aux vrais problèmes qui touchent à l'avenir d'une profession en pleine mutation.

L'évolution des sciences et des techniques fait que les médecins prennent de plus en plus conscience de la nécessité de travailler ensemble. Le développement des cabinets de groupe et la venue de beaucoup d'étudiants et de jeunes médecins d'étranger dans des centres de santé prenant en charge l'éducation sanitaire, la prévention, les soins et la réinsertion sociale montrent une aspiration à d'autres formes d'exercice de la médecine.

C'est à travers ces nouvelles pratiques qu'émerge une génération de médecins dont l'activité professionnelle s'inscrit dans une approche globale de la santé.

M. Monier dans ce combat d'arrière-garde a misé sur un mauvais cheval. L'avenir des médecins ne dépend pas d'une hypothétique structure d'accueil des classes moyennes mais de leur volonté d'envisager le développement de nouvelles structures sanitaires permettant une médecine en prise directe sur la vie quotidienne.

(*) Médecins, membres de l'Association Santé et Socialisme, 31, rue Balto, 75009 Paris

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

Tarif au 1-04-1977	La Journée + le km
CITROËN LX - FIAT 127 - RENAULT 5 TL	40,57 0,31
PEUGEOT 104 GL - SIMCA 1100 ES	41,75 0,36
FIAT 131 "S" - SIMCA 1307 "S"	45,86 0,42
FIAT 132 GLS - PEUGEOT 504 GL	49,39 0,48
ESTAFETTE 1000 kg - FIAT 1000 kg	63,50 0,38
PEUGEOT 17 - ESTAFETTE Alouette 7/8 pl.	78,79 0,44
CITROËN C35 1885 kg	90,55 0,47

prix T.T.C.

Comparez...

PARIS : 12 - 205, Rue de Bercy (dans le 12e)	346.11.50
12 - 108, Bd Diderot	628.27.50
10 - 102, Rue Ordener	076.32.90
PARIS 2 : 954.34.50	La Courneuve : 833.81.54
Orly : 696.25.45	Drancy : 284.66.70
Orly : 696.25.45	Rungis M.A.N. : 687.04.05
Villeneuve : 738.68.63	Versailles : 950.22.54
Villeneuve : 738.68.63	Vitry : 690.72.70

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FACOM

Assemblée Générale du 4 juin 1977

L'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1977 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

RÉSULTATS
Le bénéfice d'exploitation de l'exercice 1976 ressort à 68,05 millions de francs contre 40,96 millions en 1975, soit une progression de 66,14 %. Le bénéfice de l'exercice est de 23,10 millions de francs contre 15,57 millions de francs en 1975, soit un accroissement de 48,25 %, alors que l'augmentation du C.A. pour sa part est de 25,28 %.

DIVIDENDE
Le dividende global de l'année 1976 s'élève à 6,4 millions de francs contre 6 millions l'an passé. Le dividende par action, quant à lui, est passé de 12,00 F en 1975 à 12,80 francs cette année, conformément aux recommandations gouvernementales. Il sera payable à partir du 13 juin contre remise du coupon No 7.

PERSPECTIVES 1977
Elles sont marquées par deux faits importants :
- le projet d'édification d'un laboratoire de recherches et développement à Morangis ;
- le démarrage spectaculaire de deux nouvelles filiales en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

En outre, on peut espérer pour 1977 une augmentation du chiffre d'affaires de l'ordre de 20 %.

PARCOR

L'Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 4 juin 1977 a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 253 millions de francs contre 215 millions de francs en 1975.

Les frais de recherche ont atteint 24,40 millions de francs contre 26,40 millions de francs au titre de l'exercice précédent de quinze mois.

Au niveau du groupe, la marge brute (cautionnement, plus-values exorbitantes, mais incidence de la participation des salariés prise en compte, s'élève à 25,70 millions de francs contre 31,31 millions de francs au titre de l'exercice 1976-1977 de quinze mois. Fournier-Decey-Champion était exclu.

Le bénéfice net consolidé a atteint 27,25 millions de francs contre 10,24 millions de francs de plus-values nettes, et le bénéfice réel consolidé 10,90 millions de francs contre 10,78 millions de francs au titre de l'exercice précédent de quinze mois. Pour la société PARCOR, le bénéfice net de l'exercice 1976 a été de 25,15 millions de francs contre 14,51 millions de francs de plus-values nettes réalisées à l'occasion de l'apport, avec effet au 1er janvier 1976, de la participation Fournier-Decey-Champion à Labas.

En fin d'exercice, le groupe PARCOR a pris le contrôle des labora-

toires Lafarge et des Laboratoires modernes, qui fabriquent et commercialisent des spécialités médicales « grand public » et quelques spécialités remboursables. Le chiffre d'affaires consolidé de ces laboratoires s'est élevé en 1976 à 25 millions de francs. Ces sociétés n'ont pas été intégrées dans les comptes du groupe en 1976.

L'Assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 19 F qui, ajouté à l'avoir fiscal de 8,50 F, donne un revenu global de 27,50 F, supérieur de 2,5 % à celui de l'exercice précédent.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 30 juin.

L'Assemblée a, en outre, ratifié la nomination au conseil d'administration de M. Guy Thomas du groupe SRI-Aquitaine.

Pour l'ensemble des activités du groupe, le chiffre d'affaires, à fin mai 1977, est en progression de 18,25 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. A périmètre de consolidation comparable, l'augmentation serait de 2 %.

AGF ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le conseil d'administration de la Société centrale des assurances générales de France et de ses deux filiales, Assurances générales de France Vie et Assurances générales de France I.A.R.T., qui s'est réuni le 1er juin 1977, a arrêté pour l'exercice 1976 les comptes de ces sociétés, ainsi que la répartition des bénéfices qui seront distribués le 30 juin 1977 au collège électoral du pouvoir de l'assemblée générale.

	1975	1976	Variation
Primes entrées :			
A.G.F. Vie	1.894	2.186	+ 15,4 %
A.G.F. I.A.R.T.	3.119	3.624	+ 16,2 %
Total A.G.F.	5.013	5.790	+ 15,5 %
Résultats nets (1) :			
A.G.F. Vie	33,5	28,0	- 16,4 %
A.G.F. I.A.R.T.	3,6	44,5	+ 11,3 %
Total A.G.F.	37,1	72,5	+ 95,4 %
Affectation des résultats :			
A.G.F. Vie	13	13,5	+ 3,8 %
Fonds propres	22,2	15	- 33,3 %
Report à nouveau	0,3	0,1	- 66,7 %
A.G.F. I.A.R.T.	3	3,2	+ 3,3 %
Fonds propres	6	41,3	+ 588,3 %
Report à nouveau	0,6	0,3	- 50,0 %

(1) Résultats sur cessions d'actif compris

La Société centrale répartira donc à ses actionnaires, en 1977, la somme de 17 millions de francs, à laquelle s'ajoutera un avoir fiscal de 8,5 millions de francs, soit par action :

Dividende net : 17,00 F (contre 16 F pour l'exercice précédent)

Avoir fiscal : 8,50 F (contre 8 F pour l'exercice précédent)

Dividende global : 25,50 F (contre 24 F pour l'exercice précédent)

1 500 AGENTS GÉNÉRAUX DES A.G.F.

METTENT PARTOUT EN FRANCE

LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE

ETABLISSEMENTS DARTY ET FILS

Les actionnaires des établissements Darty et Fils ont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le 1er juillet 1977, à 10 h. 30, au Grand Hôtel, 1, rue Aubert, Paris (9^e).

Les comptes de l'exercice clos le 28 février 1977 ont ressorti un bénéfice net de 28 599 000 F. Le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 732 132 308 F, contre 585 338 208 F pour l'exercice précédent.

An cours du nouvel exercice qui s'est ouvert le 1er mars 1977 le nombre de points de vente du groupe passera de 29 à 38, permettant de prévoir le maintien d'un taux de croissance de l'ordre de 30 %. Un programme d'investissement totalisant 200 millions de francs entraînera la création de cinq cents emplois nouveaux, principalement dans les régions Rhône-Alpes et Nord-Pas de Calais.

ELECTRICITE DE FRANCE

Siège social : 2, rue Louis-Murat, 75008 PARIS

EMPRUNT 11 % juin 1977 de 800 millions de francs

Prix d'émission : le pair soit F 1000 par obligation.

Date de jouissance : 10 mai 1977.

Intérêt par obligation :
• 94,63 F payables le 20 mars 1978.
• 110 F payables le 20 mars des années 1979 à 1992.

Amortissement :
L'emprunt, d'une durée totale de 15 ans, est divisé en 14 séries sensiblement égales.
L'amortissement sera effectué le 20 mars de chacune des années 1981, 1984, 1987 et 1992 :

• soit par remboursement au pair, à la suite de tirages au sort pour les années 1981, 1984 et 1987 ;
• soit par rachats.

Sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, il sera procédé à l'amortissement par tirages au sort :
• de 3 séries le 20 mars 1981,
• de 3 séries le 20 mars 1984,
• de 3 séries le 20 mars 1987.
Toutefois, le nombre de séries faisant l'objet de ce remboursement pourrait être réduit à deux si, au titre de l'échéance considérée, il a été racheté

un minimum de 572 422 titres.
Le 20 mars 1992, la totalité des obligations restant en circulation sera remboursée au pair.

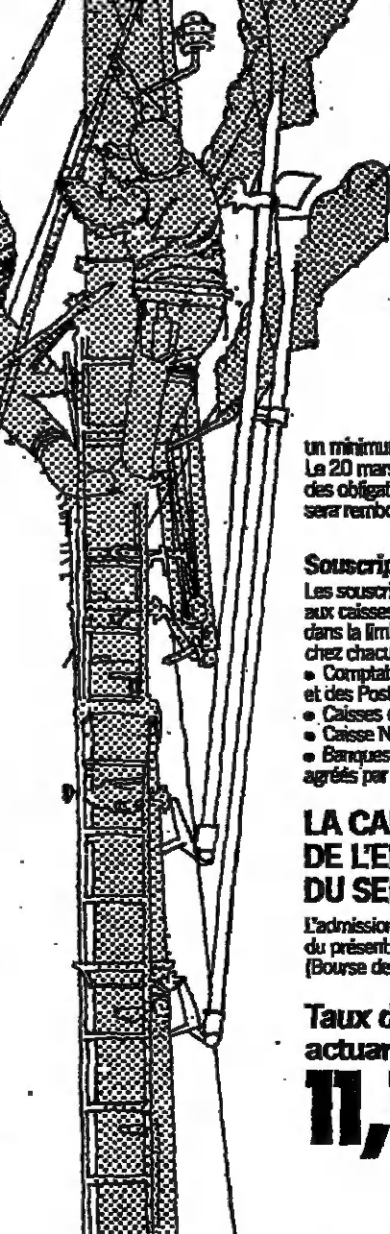
Souscriptions :
Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-dessous, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications ;
• Caisse d'Epargne ;
• Caisse Nationale de l'Énergie ;
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION

L'admission des obligations du présent emprunt à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée.

Taux de rendement actuariel brut :

11,14 %



مكتبة الأمل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

DES SOCIÉTÉS

AGF ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le groupe AGF, leader français de l'assurance, propose des solutions adaptées à vos besoins. Ses services sont reconnus pour leur qualité et leur efficacité.

Produit	Montant
Assurance Vie	100 000 000
Assurance Incendie	50 000 000
Assurance Vol	25 000 000

1 500 AGENTS GÉNÉRAUX DES AGF
METTENT PARTOUT EN FRANCE
LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE

ÉTABLISSEMENTS DARTY ET FILS

BILLET

Liquider les « liquidations »

De notre correspondant

Roma. — Le gouvernement italien a décidé de supprimer un privilège dont jouissaient les sociétés de liquidation. Cette mesure, introduite en 1964, avait permis à ces sociétés de bénéficier d'un régime fiscal très avantageux. Elle est venue à l'expiration de son délai de validité. Le gouvernement italien a décidé de supprimer ce privilège, ce qui aura pour effet de rendre les sociétés de liquidation moins attractives. Cette mesure est destinée à encourager les entreprises à se développer et à créer de nouveaux emplois.

Malgré les appels de M. Carter

La consommation d'essence continue de croître aux États-Unis

De notre correspondant

Washington. — En dépit des appels répétés du président Carter invitant les consommateurs à économiser l'énergie, la consommation d'essence aux États-Unis continue de croître. Selon les données publiées par le Département de l'Énergie, la consommation d'essence a augmenté de 1,5 % en mai par rapport à avril. Cette augmentation est due à la hausse des températures et à l'augmentation du trafic routier.

BOURSE DE PARIS

Le conflit prendrait de nouvelles formes après la grève de mardi

Après la grève de mardi 7 juin, les cotations devaient reprendre normalement mercredi 8 juin à la Bourse de Paris. Toutefois, à l'issue d'une nouvelle séance boursière, le refus de M. Flomay, syndic de la Compagnie des agents de change, d'annuler les licenciements en cours (débutés dans la semaine de M. Flomay) a provoqué de nouvelles tensions. En effet, la mesure de licenciement des agents de change, qui devait être prise par le gouvernement, a été jugée excessive par les syndicats.

LES MARCHÉS FINANCIERS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NEW-YORK

Reprise technique

Après leur chute de la veille, les cours se sont redressés mardi à Wall Street. L'indice Dow Jones a regagné 5,60 points à 984,87. Cette reprise est due à la baisse des tensions liées à la grève des agents de change.

Un groupe de travail du GATT soutient le Japon contre la firme américaine ZENITH

De notre correspondante

Genève. — Le groupe spécial de travail, constitué par le GATT pour examiner d'urgence la plainte déposée par le Japon contre une décision du tribunal des douanes des États-Unis (le Monde du 31 mai), donne, dans son rapport, raison inconditionnellement à Tokyo. Le rapport conclut que la décision du tribunal des douanes des États-Unis est contraire aux règles du GATT.

Excès d'optimisme

Un rapport publié par le Congressional Budget Office (C.B.O.) estime que le programme énergétique du président Carter pêche par un excès d'optimisme. Le rapport indique que les projections de production d'énergie sont trop optimistes et que le gouvernement doit prendre des mesures plus strictes pour réduire la consommation d'énergie.

COMMERCE

Les coopératives de consommateurs ont réalisé plus de 14 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1976

Le mercredi 8 juin s'est ouvert à Strasbourg le 50^e congrès de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs. Ce congrès a été l'occasion de présenter les résultats de l'activité des coopératives de consommateurs en 1976. Le chiffre d'affaires a atteint plus de 14 milliards de francs.

TOKYO NE RESPECTE PAS SES ENGAGEMENTS

affirment les industriels européens

Londres (A.F.P.). — Accusant le Japon de ne pas respecter ses engagements, les industriels européens ont exprimé leur mécontentement. Ils ont demandé que le Japon respecte ses obligations en matière de commerce international.

COMMERCE

Les coopératives de consommateurs ont réalisé plus de 14 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1976

Le mercredi 8 juin s'est ouvert à Strasbourg le 50^e congrès de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs. Ce congrès a été l'occasion de présenter les résultats de l'activité des coopératives de consommateurs en 1976. Le chiffre d'affaires a atteint plus de 14 milliards de francs.

COMMERCE

Les coopératives de consommateurs ont réalisé plus de 14 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1976

Le mercredi 8 juin s'est ouvert à Strasbourg le 50^e congrès de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs. Ce congrès a été l'occasion de présenter les résultats de l'activité des coopératives de consommateurs en 1976. Le chiffre d'affaires a atteint plus de 14 milliards de francs.

CAISSE DE FRANCE

EMPRUNT 11%

7 de 800 millions de francs

La Caisse Nationale de l'Énergie est au service de l'énergie. Elle propose des emprunts à 11 % pour financer vos projets.

Taux de rendement actualisé brut : **11,14 %**

Le Centre d'Affaires à Saint-Quentin en Yvelines

4685 m2 de bureaux neufs divisibles à partir de 250 m2

à 50 m de la gare

Bourdais Bureauautomatique

164, Bd. Haussmann, 227-11-89

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. DIPLOMATIE

— La fin de la visite de M. de Guiringaud à Moscou. Une rencontre internationale consacrée à la mission de l'écrivain pour sauvegarder le patrimoine de la région parisienne et de la région méditerranéenne.

3. PROCHE-ORIENT

— ISRAËL : le parti Dagh pose des conditions à son entrée dans le gouvernement.

3. AMERIQUES

— CHILI : TÉMOIGNAGE : « Un peuple qui a faim ».

4-5. AFRIQUE

— La Zaire miraculée (III), par Jean-Pierre Longueville. MOZAMBIQUE : Maputo, ville-témoin de la construction nationale.

6. EUROPE

— ESPAGNE : la parti nationaliste basque s'efforce de se séparer des divisions. TURQUIE : les partis de droite conservent la majorité absolue à la Chambre.

7-13. POLITIQUE

— « Réflexions constitutionnelles » (II), par Pierre Chatelet. Les travaux parlementaires. L'ÉLECTION DU PARLEMENT DES NEUF : « Communauté européenne, protection des libertés », au point de vue de Louis Pettiti.

14. SCIENCES

— L'ÉMISSION DU PARLEMENT DES NEUF : « Communauté européenne, protection des libertés », au point de vue de Louis Pettiti.

14. JUVENESSE

— L'ÉMISSION DU PARLEMENT DES NEUF : « Communauté européenne, protection des libertés », au point de vue de Louis Pettiti.

14-15. EDUCATION

— LIBRES OPINIONS : « La Russie de L.I.U.T. », par Claude Michel. L'enseignement au féminin.

16. HISTOIRE

— Les victimes des conflits armés internes ne bénéficieront pas du droit humanitaire.

17. SPORTS

— AUTOMOBILISME : Les essais aux Vingt-Quatre Heures du Mans.

18. JUSTICE

— Les victimes des conflits armés internes ne bénéficieront pas du droit humanitaire.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 19 à 28

— AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU : Paris-New-York. Journées du cinéma militant à Rennes : une semaine populaire.

— Un week-end à Lille avec la Salamandre. Degas au Metropolitan Museum de New-York.

30. EQUIPEMENT

— ENVIRONNEMENT : L'Aéroport de Paris fait le guère au bruit.

30. RÉGIONS

— Le conseil régional d'Ile-de-France veut favoriser les transports « H.F. ».

31. RELIGION

— La vie économique et sociale.

— COMMERCE EXTÉRIEUR : Les échanges franco-belges.

— LIBRES OPINIONS : « M. Monier, les G.R. et les médias », par Jean-Claude Henard et Claude Pigement.

37-41. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Commerce extérieur : Les échanges franco-belges.

— LIBRES OPINIONS : « M. Monier, les G.R. et les médias », par Jean-Claude Henard et Claude Pigement.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (29) : Annonces classées (32 à 38) ; Annonces (32) ; Courrier (32) ; Journal officiel (32) ; Météorologie (32) ; Mots croisés (32).

DAIM style

spécialiste du vêtement de peau H. et F.

SOLDES

réparat. transform. nettoyage 8, pl. des Victoires - Paris - 75005-13

hamm a le privilège de vendre

C. BECHSTEIN

Un piano prestigieux encore fabriqué artisanalement.

hamm

135-139, r. de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66

Près gare Montparnasse - Parking à proximité

Le numéro du « Monde » daté 8 août 1977 a été tiré à 535 414 exemplaires.

A B C D E F G

Dans une interview à « la Croix »

M. Barre : le premier ministre doit normalement mener le combat électoral

Dans une interview que publie la Croix datée du jeudi 9 juin, M. Raymond Barre déclare notamment : « J'ai le sentiment que, depuis que je suis premier ministre, je n'ai jamais fait voter par le Parlement des textes que les formations de la majorité aient eu par la suite à regretter. Je crois même que je les ai aidés à sortir de certaines impasses. C'est dans cet esprit que j'entends poursuivre mon action. » En ce qui concerne les élections législatives, il y a à l'heure actuelle beaucoup de discussions confuses, que certains semblent entretenir à dessein. Le premier ministre doit normalement mener le combat électoral, non pas indépendamment des chefs de partis de la majorité, mais avec eux et en tout cas avec tous ceux qui le désirent. C'est ce que je ferai.

En second lieu, il est clair que les diverses formations de la majorité n'ont aucune chance de l'emporter sur l'opposition si elles ne s'unissent pas pour affronter les élections. Leur union ne saurait se limiter à un cartel électoral pour le second tour. Certes, il est normal, et sans doute souhaitable, qu'il y ait une émulation entre ces formations et que chacune d'elles veuille présenter ses candidats. Mais si cette émulation tourne à la division et à la fédération, les électeurs risquent de se perdre. Il faut donc que l'accord puisse se faire sur le meilleur candidat de la majorité, partout où cela est nécessaire, et que, pour le second tour, la majorité puisse présenter un candidat unique.

Enfin, il faut éviter la multiplicité des programmes, dont

chacun ferait surenchère à la fois par rapport au programme commun et à celui des autres partisans. On sait d'expérience à quel point cette concurrence, pour être consistante, l'union des formations de la majorité doit comporter des objectifs d'action communs. Tout ceci suppose des discussions loyales entre les responsables de la majorité, en liaison avec le gouvernement, ce qui est la condition d'une coalition nécessaire. Je m'efforcerai de la favoriser.

Le rôle du premier ministre n'est pas de distribuer des investitures, c'est-à-dire de répartir les circonscriptions entre les formations. C'est avant tout un rôle de conciliation et de synthèse. Il doit apaiser certaines divergences, faciliter certains accords, faire prévaloir, et cela est nécessaire, l'union et pour cela, il ne manque pas de moyens d'action. Il doit s'efforcer de faire passer les diverses formations de la majorité à l'étape suivante.

Dans cet esprit, je prendrai, au cours des mois à venir, et en temps opportun, les initiatives que je juge nécessaires en vue d'assurer l'union des formations de la majorité. C'est d'ailleurs ce que je me suis efforcé de faire depuis le début de mon mandat. Je ne saurais pas en placer en situation de rivalité implicite ou explicite avec n'importe lequel des chefs des diverses formations de la majorité.

Tel est mon point de vue. Je n'ai pas l'intention d'en changer, d'ailleurs. De plus, la multiplicité des discussions sur ces sujets.

Devant la presse diplomatique

M. MICHEL DEBRÉ : convaincre ou prendre sa retraite.

Reçu par la presse diplomatique, mardi 7 juin, M. Michel Debré a développé les trois thèmes classiques de l'opposition des gaullistes à l'Europe supranationale. De sa résumant ainsi : d'une part, l'idée de nation qui est « redevenue moderne », en second lieu le rôle d'une Europe politique, c'est-à-dire « chaque jour davantage », enfin les rapports franco-allemands sont de plus en plus déséquilibrés, selon M. Debré, au profit de l'Allemagne fédérale. M. Debré a déclaré : « Maintenant, j'apparais très seul. On me trouve maximaliste. On trouve aussi que les positions que je défends ne dépassent pas le cadre des portefeuilles. Dans ces conditions, il faut essayer de convaincre ou de prendre sa retraite. Je suis tenté. Je dis bien tenté, car de prendre sa retraite, ce n'est pas très agréable d'être seul parmi ses amis, seul dans la majorité. »

LES SALAIRES

DANS LE SECTEUR NATIONALISÉ SONT AUGMENTÉS DE 2,5 %

Comme ceux des fonctionnaires, les salaires sont relevés de 2,5 % à compter du 1^{er} juin dans plusieurs grandes entreprises nationalisées. C'est le cas notamment à l'É.D.F., où les négociations C.G.T. et C.F.D.T. protestant contre cette « décision unilatérale » qui marque le blocage des négociations, ont décidé de demander l'arbitrage de M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Elles se réuniront dans une semaine, au début de juin, qui veut qu'en cas de désaccord sur les salaires du secteur public et nationalisé le ministre de l'Industrie donne son arbitrage. Les trois autres organisations (F.O., C.F.T.C. et cadres de l'U.N.C.M.) vont également écrire au ministre pour désapprouver l'« attitude de la direction générale ». Elles renouvelleront leur demande de négociation et proclament leur attachement à la politique contractuelle. Le même message a été adressé dès lundi aux Charbonnages de France, où la C.G.T. et la C.F.D.T. ont une fois de plus déploré l'absence de contrat salarial. Des augmentations salariales sont prévues à la S.N.C.F. — où aucun syndicat n'a non plus signé d'accord à ce sujet — et à la R.A.T.P.

Le péage du pont

relatif à l'île au continent

UN CONSEILLER GÉNÉRAL R.P.R. DE NORMANDIE PRÉSENTE SA DÉMISSION

(De notre correspondant.) Le Rocher-sur-Yvon. — M. Jacques Oudin, conseiller général R.P.R. du canton de Notre-Dame-en-l'Île (Vendée), a présenté sa démission lors d'une session extraordinaire de l'assemblée départementale, consacrée à l'augmentation des tarifs de péage du pont qui relie l'île de Notre-Dame au continent. M. Oudin, qui souffrait que les îliens bénéficient d'un régime de faveur, n'a pas été suivi par ses collègues. Les autres conseillers généraux, qui estimaient que les habitants de l'île devaient payer comme les autres, en raison des avantages que leur procure le pont, ont refusé la démission. Le conseil général a décidé d'augmenter le prix du passage de 3 F à 3,50 F. Il a également annulé la différence de tarif appliquée l'année dernière, aux véhicules immatriculés en Vendée et d'autre part à ceux immatriculés hors du département, et il a retenu un tarif unique de 9 F applicable du 1^{er} juin au 15 septembre 1977 pour le reste de l'année. — H. L.

CERTAINES ENTREPRISES

POURRAIENT SUBIR LE PRÉLEVEMENT CONJONCTUREL EN JUILLET

Certaines entreprises devraient peut-être payer en juillet un prélèvement conjoncturel, plus connu sous le nom de « surtaxe » (1). Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont, en effet, augmenté de 1,7 % au cours des quatre derniers mois et la loi de décembre 1974, qui a institué ce prélèvement (ou plus exactement les modifications qui lui ont été apportées au travers de l'article 8 de la loi de finance pour 1977), prévoit que la « surtaxe » sera exigible si l'augmentation, à date du 1^{er} juin, est supérieure à 1,5 % pendant une période de cinq mois consécutifs. Ce sera, à coup sûr, chose faite avec l'indice des prix de mai.

Reste à déterminer la possibilité de ne pas faire jouer ce prélèvement comme la loi lui en reconnaît le droit. Aucune décision n'est encore prise par les pouvoirs publics. Mais seules les entreprises ayant dépassé certaines normes de prix seraient astreintes au paiement de cette taxe (2).

(1) Du nom de M. Jean Serfaty, actuellement chargé d'un rapport sur le thème de la conjoncture, qui a l'idée de ce prélèvement.

(2) Le prélèvement conjoncturel est calculé sur la part de l'augmentation de la marge entre deux exercices, qui est déterminée par l'augmentation des moyens de production mis en œuvre et résulte de la fixation des prix à un niveau trop élevé. La marge est « grosse mode » égale à la différence entre d'une part les ventes, et d'autre part le total des achats de matières et marchandises.

Allégresse à Londres pour le jubilé d'Elizabeth II

« Nous voulons la reine »

De notre correspondant

Londres. — Une pompe historique, plongeant ses racines dans le Moyen Âge, mais aussi un déferlement d'enthousiasme populaire comme on n'en avait pas vu depuis le jour de la victoire : tels sont les deux aspects de la royauté dans les Britanniques ont illustrés dans la journée du mardi 7 juin.

Dès l'aube, plusieurs centaines de milliers de personnes, dont beaucoup avaient couché sur les trottoirs, étaient déjà installées entre Buckingham Palace et la cathédrale Saint-Paul. Ce n'est que quelques heures plus tard, pourtant, que la reine accompagnée du prince Philip (qui avait revêtu sa tenue d'armes de la fiction), quitta le palais, sous les acclamations, dans un carrosse tiré par huit chevaux gris richement caparponnés — le même qui avait déjà servi lors du couronnement d'Elizabeth II. C'est un imposant véhicule de 4 tonnes et demi et qui porte sur son toit une couronne soutenue par trois chérubins représentant l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande. Derrière le couple royal, le prince Charles arborant son uniforme d'officier de la garde galloise, caracolait sur une motone de plus beau noir.

Parmi les halbardiers en costume Tudor et les cavaliers portant cuirasses et casques à plumes, un escadron de la police montie canadienne faisait partie de la garde d'honneur.

A Temple Bar, qui marque les limites de la City, le lord-maire offrit à la reine l'épée ornée de perles qui est le symbole des libertés traditionnelles du vieux quartier, où le commerce et la finance britanniques ont pris naissance. Elizabeth II se

contenait de toucher l'épée, geste qui lui permettait formellement de poursuivre son chemin. A la cathédrale Saint-Paul, l'imposant édifice médiéval et moderne, les uniformes de la reine et du prince Philip se mêlaient aux capes brodées d'or des évêques et aux jaquettes des « vedettes » politiques d'aujourd'hui. La présence des chefs d'État ou de gouvernement du Commonwealth ajoutait à cet ensemble une note encore plus inhabituelle. A l'issue du service d'action de grâce conduit par l'archevêque de Cantorbéry, tard dans la nuit, les cloches des églises londoniennes carillonnaient galement, dans un ciel très gris, la reine et son époux n'hésitèrent pas à prendre un véritable « bain de foule ». La souveraine restait, certes, protégée contre un enthousiasme excessif de ses sujets par quelques barrières, mais aucun policier n'était visible aux alentours. La reine s'arrêta tout au long de cette promenade pour adresser quelques mots aimables à ceux qui étaient venus l'acclamer. C'est avec une attention particulière, semble-t-il, qu'elle s'adressa aux nombreux admirateurs noirs, bruns ou jaunes, dont le « patriotisme » se manifestait avec une ferveur exceptionnelle.

Le protocole reprit ses droits au banquet auquel les représentants du Commonwealth occupaient des places d'honneur. Répondant au toast de son hôte, la reine souligna que la couronne était aujourd'hui le symbole d'une « association libre et volontaire » conçue par des peuples qui ont été « réunis par l'histoire ». Elle insista encore plus sur le fait que, dans les circonstances présentes, le Commonwealth pourrait fournir une contribution « rare et précieuse » à la politique mondiale. C'est en fin de journée que tous les records d'enthousiasme ont été battus. Dans la grande avenue du Mall, les cortèges orlonnés du matin cédèrent la place à une marée humaine défilant vers Buckingham Palace. En dépit des averses, une foule innombrable, mais bon enfant, cria : « Nous voulons la reine », jusqu'à ce que celle-ci apparaisse au balcon. Même lors des cérémonies du couronnement, il y a un quart de siècle, on n'avait pas vu une telle démonstration populaire. La souveraine de Grande-Bretagne peut assurément être satisfaite du verdict que la peuple vient de rendre sur ses vingt-cinq ans de règne.

JEAN WETZ.

Aux Pays-Bas

UN TROISIÈME PASSAGER DU TRAIN A ÉTÉ LIBÉRÉ PAR LE COMMANDO SUD-MOLOUQUOIS.

Ames (A.F.P., Reuters). — Les membres du commando nationaliste Sud-Molouquais qui restent toujours en cages les passagers du train immobilisé à Gilimera depuis le 23 mai dernier ont accepté, ce mercredi 8 juin dans la matinée, de libérer l'un des cinquante-deux personnes qu'ils séquestrent. Il s'agit d'un homme de quarante-trois ans, M. Théo Van Hattum, qui était tombé malade et qui a ensuite été hospitalisé.

Chaumet

Joailleur

Parce qu'il est des jours heureux qu'il faut marquer d'une pierre.

Chaumet c'est un univers

CHAUMET • L'ARC-DE • LES TEMPORELLES

12 place Vendôme Paris. Tél. 260.32.82.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS ANNULE LES AUTORIZATIONS DE LICENCIEMENT DES OUVRIERS DU « PARISIEN LIBRE ».

LIBRE.

Le tribunal administratif de Paris a annulé l'autorisation de licenciement des ouvriers du « Parisien Libre ». Dans son jugement, rendu mardi 7 juin, le tribunal, qu'avait saisi le Syndicat général du Livre et des industries connexes de la région parisienne et trois autres associations, a jugé que le licenciement des ouvriers du « Parisien Libre » n'est donc rangé aux conditions du licenciement des ouvriers du « Parisien Libre » et d'édition, accordé le 2 juin 1975 par la direction départementale du travail, après avis favorable du ministère du travail.

Le jugement du tribunal, après avoir rappelé les termes de l'article 32-9 du code du travail qui régit le licenciement pour motifs économiques, admet le principe selon lequel le refus de licenciement (signifié dans un premier temps par l'inspecteur du travail le 15 avril 1975) est des droits. Cette première décision ne pouvait donc être révoquée au stade que si elle avait été illégale. Or, constate le tribunal administratif, le rapport de l'inspecteur du travail, en date du 20 mai 1975, ne comportait pas de fausses appréciations, ni de motifs invoqués par l'employeur, ni de la situation de la Société du « Petit Parisien » et d'édition.

La juridiction administrative prend en considération les liens qui unissent cette dernière société à celle du « Parisien Libre » en vertu du groupe Amoury. Mais, selon elle, même que les positions économiques et sociales de la société du « Parisien Libre » ont en des représentations sur les faits qui ont entraîné le conflit. Ainsi, le premier refus de licenciement ayant été des droits, la décision du 2 juin, rapportant celle du 15 avril prise légalement, après avis favorable de l'inspecteur du travail, est entachée d'excès de pouvoir, le tribunal conclut à l'annulation de l'autorisation de licenciement.

On peut attendre que cette importante décision aboutisse dans un proche avenir, d'une part, à des demandes de réintégration des ouvriers abusivement licenciés ; d'autre part, à des demandes d'indemnité. S'agissant de ces dernières, on est en droit de se demander si c'est l'État ou le « Parisien Libre » qui devrait être éventuellement le payeur. En l'état de la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de cassation, c'est à l'État qu'il paraît le plus raisonnable de faire supporter cette responsabilité. Mais le cas d'espèce offre l'exemple complexe d'une décision jugée illégale d'une société privée rendue possible par l'assentiment du ministère du travail. — M. K.

defendez vous contre le VOL

protection électronique portenseigne

51 à 53, rue Gaston Lauriau 93100 MONTREUIL

tél : 858.91.31

Plus de 100 installateurs.

En région parisienne : Tél. : A.C.E.T. Paris + Est 362.1156

ALARM SEC. Paris Ouest + Nord 267.4100

SECURANT Paris Sud + Est 858.2880

LEFEVRE Paris Sud + Est 858.2404

SECURITE SERV. Paris 12 + 14 350.6802

STOP Alarme Ouest 055.6085

RENTREE 77-78

B.T.S.

Comptabilité et gestion des entreprises

Gestion et Exploitation de centres informatiques

Secrétariat de direction et trilingue

Ecole Privée

FAX

6, rue d'Amsterdam 874.96.89

94, rue St-Lazare 874.56.80

هناك ان الاجل